



N°85F0015XIF au catalogue

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2004-2005



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique, numéro de télécopieur (1-613-951-6615), numéro sans frais (1-800-387-2231), Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9023).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 85F0015XIF au catalogue est publié annuellement sous format électronique au prix de 31 \$CAN. Pour s'abonner, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Centre canadien de la statistique juridique

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2004-2005

par Sandra Besserer

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. L'utilisation de ce produit est limitée au détenteur de licence et à ses employés. Le produit ne peut être reproduit et transmis à des personnes ou organisations à l'extérieur de l'organisme du détenteur de licence.

Des droits raisonnables d'utilisation du contenu de ce produit sont accordés seulement à des fins de recherche personnelle, organisationnelle ou de politique gouvernementale ou à des fins éducatives. Cette permission comprend l'utilisation du contenu dans des analyses et dans la communication de résultats et conclusions de ces analyses, y compris la citation de quantités limitées de renseignements complémentaires extraits du produit de données dans ces documents. Cette documentation doit servir à des fins non commerciales seulement. Si c'est le cas, la source des données doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, les utilisateurs doivent d'abord demander la permission écrite aux Services d'octroi de licences, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Février 2006

N° 85F0015XIF au catalogue

Périodicité : annuelle

ISSN 1705-7388

Ottawa

This publication is available in English upon request. (N° 85F0015XIF au catalogue)

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^P provisoire
- ^r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- ^E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

	Page
Liste de tableaux	4
Faits saillants	5
Introduction	6
Aperçu de l'aide juridique au Canada	6
Systèmes de prestation de services d'aide juridique	6
Services d'aide juridique	7
<i>Affaires criminelles</i>	7
<i>Affaires civiles</i>	7
<i>Autres services</i>	8
Détermination de l'admissibilité	8
Coût de l'aide juridique	8
Résultats de l'Enquête sur l'aide juridique	8
Recettes des régimes d'aide juridique	8
<i>Contributions des gouvernements</i>	9
<i>Contributions fédérales à l'aide juridique</i>	9
<i>Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique</i>	9
<i>Contributions des clients et recouvrements de coûts</i>	10
<i>Contributions des avocats</i>	11
<i>Autres sources de recettes</i>	11
Dépenses des régimes d'aide juridique	11
<i>Dépenses engagées pour les affaires civiles et criminelles</i>	13
Demandes d'aide juridique	13
<i>Demandes d'aide juridique approuvées</i>	15
<i>Genres d'affaires d'aide juridique qui ont été approuvés</i>	16
<i>Demandes d'aide juridique rejetées</i>	16
Services d'avocats nommés d'office en matière d'aide juridique	16
Services d'aide juridique relatifs à des appels	18
Participation des avocats à la prestation des services d'aide juridique	18
Personnel	18
Méthodes	19
Glossaire	20
Tableaux de données	26

Liste de tableaux

	Page
Tableau 1 : Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants	26
Tableau 2 : Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants	30
Tableau 3 : Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	32
Tableau 4 : Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	34
Tableau 5 : Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense	36
Tableau 6 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques	38
Tableau 7 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire	40
Tableau 8 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle	42
Tableau 9 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile	44
Tableau 10 : Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire	46
Tableau 11 : Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile	48
Tableau 12 : Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire	50
Tableau 13 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire	52
Tableau 14 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle	54
Tableau 15 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile	56
Tableau 16 : Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires	58
Tableau 17 : Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet	60
Tableau 18 : Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles	62
Tableau 19 : Effectif des régimes d'aide juridique au 31 mars	66
Tableau 20 : Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés	68
Tableau 21 : Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire	70
Tableau 22 : Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile	72
Tableau 23 : Demandes d'aide juridiques approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles	74
Tableau 24 : Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	76
Tableau 25 : Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	78
Tableau 26 : Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires	80
Tableau 27 : Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires	81

Faits saillants

- En 2004-2005, les recettes des régimes d'aide juridique se sont chiffrées à 599 millions de dollars¹. Compte tenu de l'inflation, ces recettes sont à peu près inchangées par rapport à l'année précédente. Les contributions gouvernementales représentaient 91 % du total des recettes des régimes d'aide juridique. Le reste provenait de contributions de clients et de recouvrements de coûts (3 %), de contributions d'avocats (1 %) et d'autres sources (5 %), comme les ventes liées à la recherche et les revenus en intérêts.
- À l'échelon national, les dépenses totales au chapitre de l'aide juridique se sont élevées à 608 millions de dollars en 2004-2005, une somme inchangée par rapport à l'année précédente compte tenu de l'inflation. De ce total, 82 % ont été consacrés aux services juridiques directs. Le reste (18 %) a été attribué aux dépenses administratives centrales et à d'autres dépenses, notamment à des projets externes, à des travaux de recherche juridique, à la prestation d'information juridique au public et à des subventions à d'autres organismes.
- Environ la moitié (52 %) des dollars affectés aux services juridiques directs ont été consacrés aux affaires civiles, le reste allant aux affaires criminelles.
- En 2004-2005, les régimes d'aide juridique au Canada ont reçu environ 755 000 demandes d'aide juridique. Ce chiffre comprend à la fois les demandes de services sommaires (conseils juridiques, information ou tout autre type de service juridique minimal) et les demandes de services complets. Au cours des trois dernières années, le nombre de demandes d'aide juridique a suivi une tendance à la baisse, incluant une chute de 1 % en 2004-2005.
- Dans la plupart des secteurs de compétence, la majorité des demandes d'aide juridique reçues en 2004-2005 avaient trait à des affaires criminelles plutôt qu'à des affaires civiles. Ainsi, 83 % des demandes d'aide juridique au Nouveau-Brunswick, 73 % de celles-ci en Saskatchewan et 70 % en Colombie-Britannique concernaient des affaires criminelles. Par contraste, la majorité des demandes présentées en Ontario (76 %) et au Québec (56 %) avaient rapport à des affaires civiles.
- En 2004-2005, environ 469 000 demandes de services d'aide juridique complets ont été approuvées au Canada, nombre relativement inchangé par rapport à l'année précédente.
- Dans tout le Canada, environ 11 000 avocats, de pratique privée ou employés par les régimes d'aide juridique, ont fourni des services d'aide juridique en 2004-2005². Ce nombre est en baisse de 13 % par rapport à l'année précédente.
- En 2004-2005, l'effectif des bureaux d'aide juridique au Canada s'est accru de 5 % par rapport à l'année précédente, pour se situer à près de 3 200 employés. Les avocats représentaient 37 % de l'effectif total des régimes d'aide juridique.

1. Les résultats d'enquête figurant dans les faits saillants et ailleurs dans le présent rapport excluent Terre-Neuve-et-Labrador, qui n'a pas été en mesure de fournir des données pour 2004-2005. Toute comparaison établie avec les chiffres des années précédentes excluent également Terre-Neuve-et-Labrador.

2. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et du Nouveau-Brunswick.

Introduction

Au Canada, l'accès à la justice est une question qui préoccupe les gouvernements, les décideurs, les spécialistes du droit et la population. L'accès aux services juridiques est un aspect de l'accessibilité, car ce ne sont pas tous les Canadiens qui peuvent se permettre les services d'un avocat. Toutes les provinces et les trois territoires se sont dotés d'un régime d'aide juridique pour venir en aide aux Canadiens à plus faible revenu ayant besoin des services d'un avocat.

L'information dans le présent rapport porte sur le fonctionnement des 13 régimes d'aide juridique au Canada. Le rapport fournit des renseignements sur les systèmes de prestation de services d'aide juridique, sur les recettes, les dépenses et le personnel des régimes d'aide juridique, ainsi que sur les demandes d'aide juridique. On y a inclus un glossaire qui présente des détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique figurant dans le rapport.

Le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables des questions relatives à la prestation des services d'aide juridique. Le gouvernement fédéral a une responsabilité partagée à l'égard de l'aide juridique criminelle et civile qui découle de son autorité constitutionnelle en matière de droit criminel et en matière civile, incluant les affaires de divorce et le processus de reconnaissance du statut de réfugié. Les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables des questions liées à l'administration de la justice, qui comprennent l'aide juridique en matière criminelle et civile.

Étant donné que l'administration de la justice est une responsabilité des provinces et des territoires, la structure organisationnelle, les critères d'admissibilité et le fonctionnement des régimes diffèrent d'un secteur de compétence à l'autre³. Par conséquent, les 13 régimes d'aide juridique ne fournissent pas tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. En raison de ces différences fondamentales et des limites inhérentes aux données, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on fait des comparaisons entre secteurs de compétence ou lorsqu'on examine le portrait national de l'aide juridique au Canada au fil du temps.

La plus grande partie de l'information publiée dans le présent rapport est tirée de l'Enquête sur l'aide juridique, que mène chaque année le Centre canadien de la statistique juridique. Certaines données, notamment celles sur les contributions des gouvernements aux régimes d'aide juridique, proviennent d'autres sources (voir la section Méthodes pour de plus amples détails).

Aperçu de l'aide juridique au Canada

Systèmes de prestation de services d'aide juridique

Le Canada assure des services d'aide juridique au moyen de régimes d'aide juridique distincts mis en place dans chacune des provinces et dans les territoires. Même si chaque gouvernement provincial ou territorial a conçu son propre système d'aide juridique, trois modèles généraux ont été adoptés pour la prestation des services d'aide juridique : le système d'assistance judiciaire, le système faisant appel à des avocats salariés et le système mixte.

Le **système d'assistance judiciaire**, qui est fondé sur la rémunération à l'acte, fait appel à des avocats de pratique privée qui font payer leurs services par le régime d'aide juridique. Le client peut se faire représenter par n'importe quel avocat disposé à accepter sa cause. L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique sont les seules provinces dotées d'un système d'assistance judiciaire⁴.

3. Pour obtenir des renseignements précis au sujet de l'administration de l'aide juridique dans chaque province et territoire, voir *Statistique Canada, mars 2001, L'aide juridique au Canada : Une description des opérations, produit n° 85-217 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ministre de l'Industrie*.

4. Même si l'Aide juridique Ontario, la Legal Aid Society of Alberta et la Legal Services Society de la Colombie-Britannique estiment avoir un modèle de service mixte, dans le présent rapport, les régimes de ces trois provinces sont considérés comme des systèmes avant tout d'assistance judiciaire, étant donné qu'une très forte proportion des dépenses juridiques directes sont consacrées à la prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée. Les cliniques juridiques communautaires de l'Ontario, qui sont administrées par des employés, viennent compléter le système d'assistance judiciaire. Ces cliniques sont des organismes indépendants, sans but lucratif, dont le financement provient du régime d'aide juridique qui assure des services juridiques surtout dans le domaine du droit des pauvres, incluant les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre locataires et propriétaires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration.

En vertu du **système faisant appel à des avocats salariés**, des avocats sont directement embauchés pour fournir les services d'aide juridique. Terre-Neuve-et-Labrador⁵, la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et le Yukon ont adopté ce type de système. Même dans ce genre de système, il arrive qu'on ait recours à des avocats de pratique privée lorsque les circonstances le justifient, par exemple lorsqu'il y a conflit d'intérêts ou lorsqu'un avocat salarié n'est pas disponible.

Le **système mixte** est une combinaison du système d'assistance judiciaire et du système faisant appel à des avocats salariés pour ce qui est de la prestation de services juridiques. Les autres secteurs de compétence (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Québec, Manitoba, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut) ont adopté un système mixte. Dans la plupart de ces secteurs, le client a le droit de choisir entre un avocat salarié et un avocat de pratique privée à partir d'une liste d'avocats qui offrent des services d'aide juridique.

Services d'aide juridique

Les régimes d'aide juridique offrent une variété de services : représentation par un avocat, conseils, renvois et information. En règle générale, l'aide offerte s'applique tant aux affaires criminelles qu'aux affaires civiles; toutefois, le champ d'application des divers régimes d'aide juridique varie selon la province et le territoire.

Affaires criminelles

Le gouvernement fédéral contribue au financement de l'aide juridique en matière criminelle grâce à diverses ententes de partage des coûts avec les provinces et les territoires. Par conséquent, le champ d'application des affaires criminelles par les régimes d'aide juridique est déterminé dans une certaine mesure par les modalités décrites dans ces ententes. Par exemple, ces ententes énoncent les normes minimales qui s'appliquent à cet égard dans l'ensemble du Canada.

Dans la plupart des secteurs de compétence, les personnes accusées d'une infraction criminelle sont admissibles à l'aide juridique⁶. En règle générale, l'aide accordée aux auteurs d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité⁷ se limite aux causes où il y a probabilité d'emprisonnement ou risque de perte des moyens de subsistance. En Ontario et en Colombie-Britannique, toutefois, les personnes accusées d'une infraction criminelle ou d'une infraction punissable par procédure sommaire ne sont admissibles que si elles risquent l'emprisonnement⁸. Les régimes d'aide juridique prennent normalement les circonstances spéciales en considération. Par exemple, la Colombie-Britannique étudie les causes dans lesquelles l'accusé risque d'être expulsé ou de perdre ses moyens de subsistance en cas de condamnation, alors que l'Alberta considère les causes dans lesquelles il y a des circonstances spéciales, comme des problèmes linguistiques ou de santé mentale.

Les provinces et les territoires assument une partie des dépenses de l'aide juridique et sont responsables du fonctionnement de leur propre régime. Par conséquent, c'est à eux qu'il incombe de décider du genre d'affaires qui seront admissibles en sus des normes minimales d'applicabilité. Ce sont eux également qui déterminent les critères d'admissibilité et le mode de prestation de services.

Affaires civiles

Les affaires civiles entrent dans le champ d'application de l'aide juridique partout au Canada. Au Manitoba, et en Saskatchewan, seules les affaires civiles relevant du droit de la famille sont acceptées. Les affaires touchant la famille représentent également une part importante du nombre d'affaires civiles prises en charge par les régimes d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. D'autres secteurs de compétence étendent l'applicabilité à une gamme d'affaires civiles plus vaste (conflits entre propriétaires et locataires, protection

5. *Même si la Legal Aid Commission de Terre-Neuve-et-Labrador estime avoir un système mixte, dans le présent rapport, le régime de cette province est classé parmi les systèmes faisant plutôt appel à des avocats salariés, étant donné qu'une forte proportion des dépenses juridiques directes sont consacrées à la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés.*
6. *Les infractions criminelles sont plus graves et sont pour la plupart passibles d'un emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans. Toutefois, certains actes criminels sont passibles de l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans.*
7. *Les infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité sont les infractions les moins graves prévues au Code criminel. En règle générale, elles peuvent entraîner une amende d'au plus 2 000 \$ ou un emprisonnement d'une durée maximale de six mois, ou les deux.*
8. *Ceux qui ne sont pas admissibles à la représentation complète par un avocat de l'aide juridique peuvent recevoir une aide par l'entremise d'autres programmes (services d'avocats nommés d'office, cliniques juridiques dotées d'étudiants, cliniques juridiques communautaires, etc.).*

du consommateur, actions concernant des biens, aide sociale). Dans plusieurs secteurs de compétence, les cas de revendication du statut de réfugié et les affaires touchant les diverses lois provinciales ou territoriales sur la santé mentale sont également acceptées par les régimes d'aide juridique⁹.

Autres services

Outre les services offerts dans les affaires criminelles et civiles, les régimes d'aide juridique de nombreux secteurs de compétence participent également à l'établissement, au financement et au maintien de certains services ou programmes spécialisés liés à l'aide juridique. Souvent, ces services ne se limitent pas aux problèmes particuliers des clients, mais s'adressent à l'ensemble de la collectivité à plus faible revenu. Une grande variété de services peut être offerte : ligne téléphonique sans frais accessible 24 heures sur 24 pour communiquer avec un avocat, programmes de défense des droits, projets d'éducation communautaire et services de recherche juridique.

Détermination de l'admissibilité

Même si les critères d'admissibilité à l'aide juridique diffèrent considérablement selon le secteur de compétence, tous les régimes prévoient l'évaluation de la situation financière du demandeur. Souvent, cette évaluation porte sur le revenu, les biens et la taille de la famille du client, autant d'éléments qui sont examinés au regard d'un ensemble de lignes directrices établies par chaque secteur de compétence. Ces lignes directrices sont le plus souvent appliquées avec une certaine souplesse et en tenant compte d'autres facteurs.

En outre, les régimes d'aide juridique prennent normalement en considération le fondement juridique, l'urgence et la nature du service demandé, le coût de la procédure, les chances de succès et les antécédents du client. Les régimes doivent également se demander si toute personne raisonnable devant payer un avocat serait disposée à déboursier l'argent pour faire avancer sa cause.

Coût de l'aide juridique

L'aide juridique n'est pas nécessairement offerte gratuitement. On évalue en fonction de certains critères d'admissibilité la capacité du demandeur de se payer un avocat. À défaut d'être admissible à une assistance juridique gratuite, le demandeur peut devoir rembourser une partie ou la totalité des honoraires d'avocat. Si le bénéficiaire doit assumer une partie du coût des services, l'entente conclue avec le régime précise le montant à payer et les modalités de paiement (pour plus de renseignements, voir la section Contributions des clients et recouvrements de coûts ci-dessous).

En 2004-2005, le Manitoba exigeait des droits de demande non remboursables de 25 \$. Toutefois, beaucoup de personnes, comme les bénéficiaires d'aide sociale, n'étaient pas soumises à cette exigence. Les autres secteurs de compétence n'exigeaient aucun droit de demande en 2004-2005.

Résultats de l'Enquête sur l'aide juridique

Recettes des régimes d'aide juridique¹⁰

On entend par recettes tous les fonds dont bénéficient les régimes d'aide juridique pour les aider à assurer les services d'aide juridique. Les recettes des régimes d'aide juridique se sont chiffrées à 599 millions de dollars en 2004-2005. Après correction pour l'inflation, elles étaient à peu près inchangées (-1 %) par rapport à l'année précédente. En dollars constants, les recettes ont augmenté dans neuf secteurs de compétence, la plus forte hausse ayant été signalée par l'Île-du-Prince-Édouard (23 %)¹¹. En dépit de ces accroissements, les recettes totales étaient plus faibles en raison de déclinés observés en Colombie-Britannique (-11 %) et en Ontario (-5 %), deux provinces qui, ensemble, ont touché environ 60 % des recettes des régimes d'aide juridique. Les recettes sont restées relativement stables au Manitoba en 2004-2005 (tableau 1).

9. Voir *Statistique Canada, mars 2001, L'aide juridique au Canada : Une description des opérations, produit n° 85-217-XDB au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ministre de l'Industrie, qui présente une description plus complète du champ d'application du régime d'aide juridique de chaque province ou territoire.*

10. Ces chiffres excluent les données de Terre-Neuve-et-Labrador puisque cette province n'a pu fournir l'information en 2004-2005.

11. Toutes les tendances des recettes et des dépenses au chapitre de l'aide juridique sont examinées en dollars constants afin de tenir compte des effets de l'inflation.

On distingue trois grandes sources de financement des régimes d'aide juridique : les contributions des gouvernements, les contributions des clients et les recouvrements de coûts, et les contributions des avocats.

Contributions des gouvernements

Ces contributions¹² comprennent les fonds provenant du gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux et territoriaux. En 2004-2005, dans l'ensemble, les contributions gouvernementales ont totalisé 545 millions de dollars; elles n'ont donc pas varié depuis l'année précédente. L'Île-du-Prince-Édouard a fait état de la plus forte augmentation réelle (30 %) des contributions gouvernementales, tandis que la Colombie-Britannique a signalé le plus fort recul (-11 %) pour la troisième année de suite (tableau 1).

Les contributions gouvernementales représentaient 91 % du total des recettes des régimes d'aide juridique, une proportion qui s'est accrue progressivement par rapport aux 87 % déclarés en 2000-2001. Bien que les fonds octroyés par les gouvernements aient constitué la majeure partie des recettes de tous les régimes d'aide juridique, on a noté certains écarts du pourcentage reçu selon le secteur de compétence. Ainsi, au Nouveau-Brunswick et en Alberta, les fonds octroyés par les gouvernements représentaient respectivement 79 % et 82 % des recettes des régimes d'aide juridique en 2004-2005. Par contraste, les fonds accordés aux régimes de la Nouvelle-Écosse, du Québec, de la Saskatchewan, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest constituaient au moins 97 % des recettes des régimes (tableau 1).

Contributions fédérales à l'aide juridique

Il existe des ententes de partage des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux relativement aux affaires relevant du droit criminel, notamment les procédures d'aide juridique instruites en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Les affaires relevant de lois provinciales, comme les infractions aux lois sur les boissons alcooliques et les infractions aux règlements de la circulation ne peuvent faire l'objet d'un partage des coûts. En 2004-2005, la contribution du ministère de la Justice du Canada à l'aide juridique en matière criminelle s'est élevée à 92 millions de dollars, soit environ 3 \$ par canadien. Compte tenu de l'inflation, les contributions fédérales étaient en baisse de 2 % par rapport à l'année précédente (tableau 2).

À l'échelon national, en dollars constants, le financement de l'aide juridique en matière criminelle par le gouvernement fédéral a manifesté une tendance à la baisse au cours de la dernière décennie. À compter de 1994-1995, le financement par le gouvernement fédéral s'est incliné pour six années consécutives, de sorte qu'en 2000-2001, les contributions avaient fléchi de 16 %. Le financement a ensuite augmenté de 9 % en 2001-2002, ce qui est en partie attribuable à une entente unique conclue entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'alléger le fardeau financier auquel étaient confrontés les provinces et les territoires. Au cours des trois années qui ont suivi, les contributions fédérales en dollars constants ont fléchi de 7 % au total (figure 1).

Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique

Dans l'ensemble, en 2004-2005, les contributions provinciales et territoriales aux régimes d'aide juridique, à la fois pour les affaires criminelles et les affaires civiles, se sont chiffrées à 421 millions de dollars, ce qui équivaut à 13 \$ par habitant¹³. Après correction pour l'inflation, ce chiffre était légèrement en baisse (-1 %) par rapport à l'année précédente (tableau 3).

Le montant des contributions variait énormément entre les secteurs de compétence. En dollars constants, les contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux ont augmenté dans six secteurs de compétence en 2004-2005, la plus forte hausse s'étant produite dans les Territoires du Nord-Ouest (22 %). Cinq secteurs de compétence ont enregistré une baisse de leurs contributions, incluant la Colombie-Britannique (-14 %) et le Yukon (-11 %) (tableau 3).

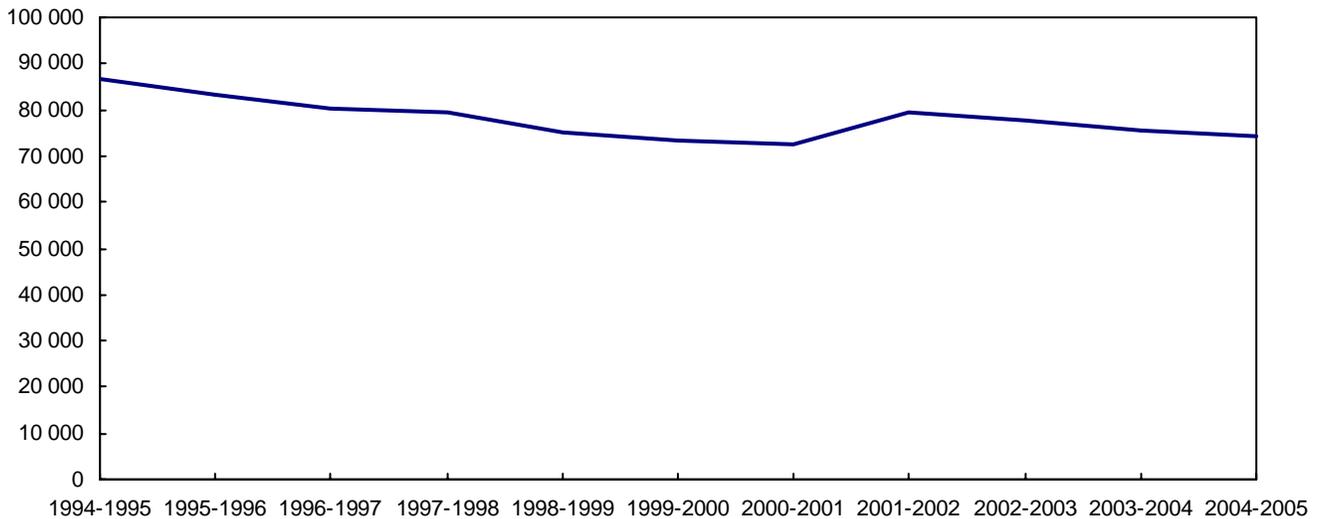
12. Il se peut que le total des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) ne corresponde pas à l'ensemble des contributions des gouvernements (tableau 1) pour les raisons suivantes : i) les chiffres correspondant aux contributions gouvernementales totales qui figurent au tableau 1 ont été fournis par les régimes d'aide juridique, tandis que les données sur les contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère compétent; ii) la période comptable à laquelle les contributions sont attribuées peut varier selon la méthode de comptabilité appliquée (comptabilité de caisse contre comptabilité d'exercice); iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir présenté au gouvernement fédéral des réclamations pour une période antérieure, qui figurent dans les chiffres des contributions gouvernementales totales.

13. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Figure 1

Contributions fédérales à l'aide juridique criminelle au Canada, dollars constants, 1994-1995 à 2004-2005¹

Milliers de \$ (constants)



1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

Source : Ministère de la Justice Canada; Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation.

À l'étendue du pays, le financement des cas d'aide juridique en matière tant civile que criminelle par les gouvernements provinciaux et territoriaux a fluctué durant la période de 10 ans allant de 1994-1995 à 2004-2005, tout particulièrement au cours de la première partie de la décennie. Depuis 1999-2000, les contributions sont en baisse. La seule exception a été un accroissement de 9 % en 2001-2002, qui a suivi la même tendance que les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle. Pendant les trois années qui se sont écoulées depuis 2001-2002, les contributions provinciales et territoriales ont fléchi de 11 % dans l'ensemble. La forte hausse (15 %) des contributions provinciales et territoriales déclarée en 1996-1997 peut être attribuable au remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (voir l'encadré 1 et la figure 2).

Encadré 1 : Financement de l'aide juridique en matière civile par le gouvernement fédéral

Avant 1995-1996, l'aide juridique en matière civile était financée conjointement par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), qu'administrait à l'époque Santé et Bien-être social Canada. Le 1^{er} avril 1996, le RAPC a été remplacé par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), transfert fédéral fait à chaque province et territoire pour aider à financer les soins de santé, l'enseignement postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux. En raison de ce changement, il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis la mise en œuvre du TCSPS et de son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

Contributions des clients et recouvrements de coûts

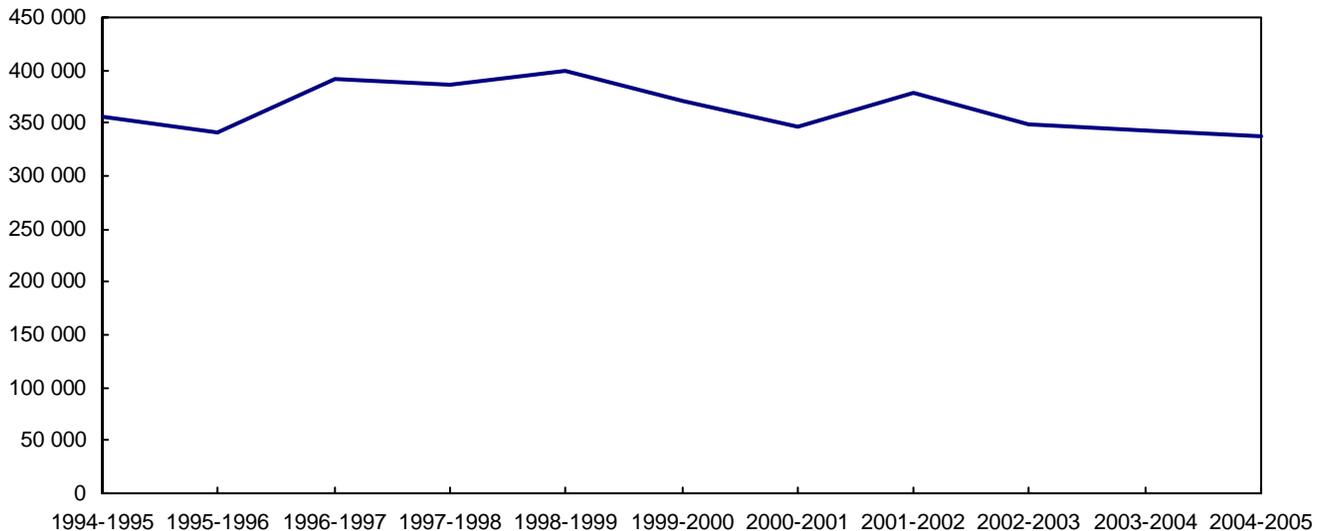
Les contributions des clients représentent les sommes reçues des bénéficiaires d'aide juridique, tandis que les recouvrements de coûts désignent les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement. En 2004-2005, les contributions des clients et les recouvrements de coûts se sont chiffrés à 20 millions de dollars, ce qui représente 3 % environ du total des recettes des régimes d'aide juridique (tableau 1).

Les contributions des clients et les recouvrements de coûts représentaient, en 2004-2005, une proportion légèrement plus élevée des recettes totales en Alberta (9 %), au Manitoba (6 %) et en Ontario (4 %) (tableau 1).

Figure 2

Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique en matière civile et criminelle au Canada, dollars constants, 1994-1995 à 2004-2005¹

Milliers de \$ (constants)



1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

Source : Ministères provinciaux et territoriaux de la Justice; Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation.

Contributions des avocats

Les contributions des avocats comprennent toutes les sommes reçues de ces derniers, sauf les intérêts des comptes en fiducie. Pour les cinq dernières années, ces contributions ont constitué 1 % des recettes totales des régimes d'aide juridique. En 2004-2005, cette proportion correspondait à 5 millions de dollars (tableau 1).

En 2004-2005, trois régimes d'aide juridique ont reçu des contributions des avocats. Celles-ci représentaient 6 % des recettes totales de l'aide juridique au Manitoba, 5 % de celles-ci en Colombie-Britannique et 3 % au Nouveau-Brunswick (tableau 1).

Autres sources de recettes

Les autres sources de recettes comprennent les revenus de placements, les recettes tirées de la vente de publications et les subventions fédérales, provinciales et territoriales. En 2004-2005, les recettes provenant d'autres sources ont totalisé près de 30 millions de dollars, une somme qui correspond à 5 % du total des recettes totales des régimes d'aide juridique. L'Ontario, dont les recettes d'autres sources s'élevaient à 22 millions de dollars, formait une importante proportion du total (tableau 1).

En 2004-2005, c'est au Nouveau-Brunswick que ces recettes représentaient le pourcentage le plus élevé (16 %) de l'ensemble des recettes du régime d'aide juridique, alors que la plus faible proportion, soit moins de 1 %, a été déclarée par le régime d'aide juridique du Québec (tableau 1).

Dépenses des régimes d'aide juridique

En 2004-2005, les dépenses des régimes d'aide juridique se sont chiffrées à près de 608 millions de dollars (tableau 4). En dollars constants, ce chiffre est essentiellement le même que l'année précédente. De ce total, 82 % ont été alloués aux services juridiques directs, comme les services de conseils juridiques, d'information, de renvoi à d'autres organismes et de représentation (tableau 6). Sont inclus dans cette part les honoraires versés à des avocats de pratique privée (voir l'encadré 2) ainsi que la prestation de services par le personnel des régimes d'aide juridique (tableau 6). Le reste (18 %) des dépenses engagées par les régimes se répartissait entre les dépenses administratives centrales et les autres dépenses (projets externes, travaux de recherche juridique, information juridique à l'intention du public et subventions à d'autres organismes) (tableau 5).

Encadré 2 : Tarifs d'aide juridique

Dans tous les secteurs de compétence, on a établi des barèmes tarifaires afin d'indemniser les avocats de pratique privée qui fournissent des services d'aide juridique. On y énonce les normes et les lignes directrices régissant le montant des honoraires à verser aux avocats de pratique privée pour les affaires relevant du droit pénal ou du droit de la famille ainsi que pour les autres causes civiles. Puisque ces barèmes tarifaires sont appliqués par les régimes d'aide juridique lorsqu'ils indemnisent les avocats de pratique privée pour les cas d'aide juridique dont ils sont chargés, ils peuvent avoir une grande incidence sur les sommes consacrées aux services juridiques directs.

Les barèmes tarifaires prévoient des taux horaires (qui s'échelonnent actuellement entre 45 \$ et 102 \$) ou des honoraires forfaitaires (c.-à-d. des frais fixes pour certains types de cas ou de services). Dans plusieurs secteurs de compétence, le tarif payé peut aussi dépendre de l'expérience de l'avocat, du type de cas ou du palier du tribunal qui instruira la cause. Les tarifs comprennent des frais généraux de préparation, qui sont souvent fixés par les secteurs de compétence.

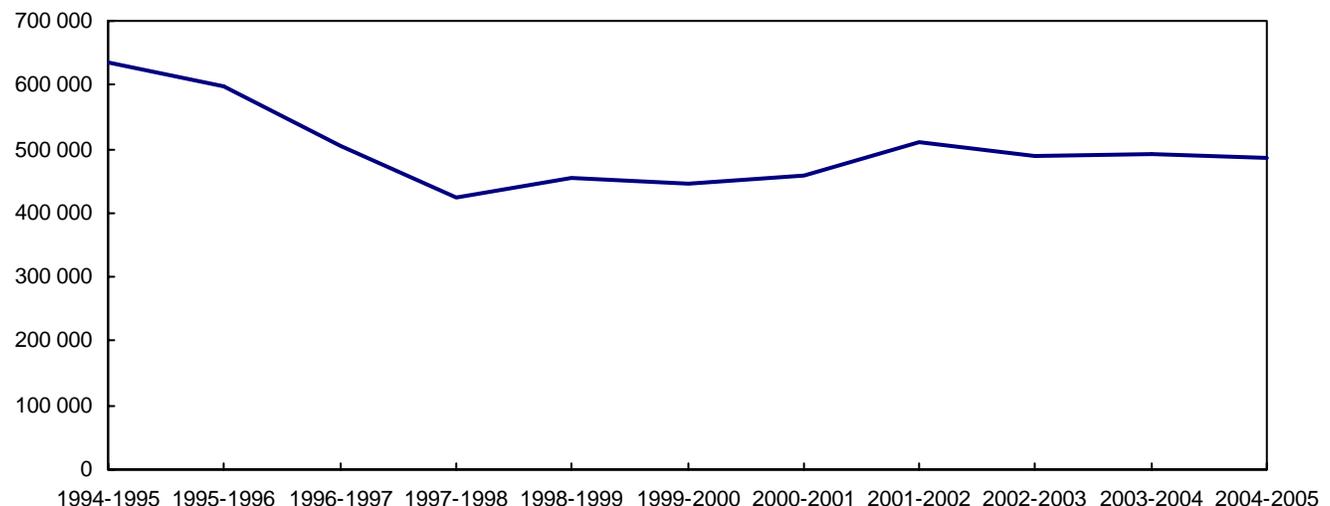
Au cours des 10 dernières années, les dépenses des régimes d'aide juridique ont varié. Durant la première partie de la décennie, les dépenses ont diminué pour trois années consécutives, chutant de 33 % entre 1994-1995 et 1997-1998. Elles ont ensuite augmenté petit à petit, de sorte qu'en 2001-2002, elles avaient bondi d'environ 20 %. Au cours des trois dernières années, les dépenses ont été relativement stables (figure 3 et tableau 4).

Les dépenses par habitant au chapitre de l'aide juridique affichent des écarts importants entre les provinces et les territoires. En 2004-2005, après correction pour l'inflation, les dépenses relatives à l'aide juridique se situaient à 19 \$ par habitant à l'échelle nationale. Par comparaison à cette moyenne nationale, les trois territoires ont enregistré des chiffres beaucoup plus élevés, suivis de l'Ontario (24 \$ par habitant). Le Nouveau-Brunswick (7 \$) et l'Île-du-Prince-Édouard (10 \$) ont déclaré les dépenses les moins élevées par habitant (tableau 4). Ces écarts sont attribuables non seulement à la taille du budget, mais aussi à la nature du régime d'aide juridique, notamment au genre de cas pris en charge, à l'admissibilité financière et au mode de prestation des services. Les caractéristiques socioéconomiques de la région et le taux de criminalité sont d'autres éléments qui peuvent intervenir. Les dépenses élevées par habitant dans les territoires pourraient être attribuables en partie aux coûts plus importants de la prestation de services dans ces régions éloignées à faible densité de population. C'est aussi le cas d'autres types de services juridiques, comme les services de police, les tribunaux et les services correctionnels pour adultes¹⁴.

Figure 3

Dépenses totales engagées par les régimes d'aide juridique, Canada, dollars constants, 1994-1995 à 2004-2005¹

En milliers de \$ (constants)



1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Les données de Terre-Neuve-et-Labrador ne sont pas disponibles pour 2001-2002, 2002-2003 et 2004-2005.

Source : Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation.

14. Pour de plus amples renseignements, voir Maire Gannon et autres, Indicateurs de justice pénale, 2005, sous la direction de Rebecca Kong, produit n° 85-227-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ministre de l'Industrie.

Dépenses engagées pour les affaires civiles et criminelles

En 2004-2005, 497 millions de dollars ont été consacrés aux services juridiques directs dans tout le pays. Environ la moitié (52 %) de cette somme a été affectée à des affaires civiles et le reste, à des affaires criminelles (tableau 6)¹⁵.

Cependant, la répartition varie selon la province ou le territoire. En 2004-2005, la proportion des dépenses en services juridiques directs engagées pour les affaires civiles a été plus grande que la proportion ayant trait aux affaires criminelles seulement au Québec et en Ontario (respectivement, 61 % et 55 %). Par contraste, les services d'aide juridique en matière criminelle représentaient plus de 60 % des dépenses en services juridiques directs au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, au Yukon et au Nunavut (tableau 6). Ces écarts peuvent s'expliquer dans une certaine mesure par des différences entre le nombre d'affaires criminelles et civiles instruites dans chacun des secteurs de compétence, ainsi qu'aux différentes priorités dans les provinces et les territoires en ce qui a trait à l'applicabilité.

Demandes d'aide juridique

Le nombre de demandes que reçoivent les provinces et territoires donne une indication générale du besoin de services d'aide juridique au Canada. Ce nombre ne correspond pas toutefois à toutes les demandes adressées aux régimes d'aide juridique, étant donné que les demandeurs font l'objet d'une évaluation préalablement au dépôt de leur demande. De plus, le champ d'application et les critères d'admissibilité des régimes évoluent au fil du temps, évolution qui prend souvent la forme de nouvelles restrictions quant aux types de causes qui sont admissibles.

Les services d'avocats nommés d'office constituent un autre aspect de la demande de services d'aide juridique. Les **services d'avocats nommés d'office** sont des services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas déjà présenté de demande écrite. Par exemple, une personne peut recevoir les services d'un avocat nommé d'office au moment de sa comparution devant le tribunal. Les services d'avocats nommés d'office ne sont pas inclus dans le compte des demandes d'aide juridique; ils sont plutôt consignés séparément dans l'enquête.

Plusieurs facteurs sont pris en compte dans l'évaluation des demandes d'aide juridique. Les demandeurs doivent démontrer qu'ils répondent à certaines exigences d'admissibilité financière, que l'affaire respecte les critères d'application et, dans certains cas, que leur cause est fondée. Une demande peut être approuvée pour des **services sommaires** ou des **services complets**. Les **services sommaires** comprennent la prestation de conseils juridiques, d'information ou de tout autre type de service juridique minime à une personne au cours d'une interview officielle. Les **services complets**, en revanche, s'entendent d'une aide juridique beaucoup plus étendue. Le bénéficiaire de services complets se voit délivrer un certificat d'aide juridique ou une autre autorisation indiquant qu'il a droit à des services juridiques, qui peut comprendre la représentation par un avocat, en plus de services d'information et de conseils juridiques (figure 4).

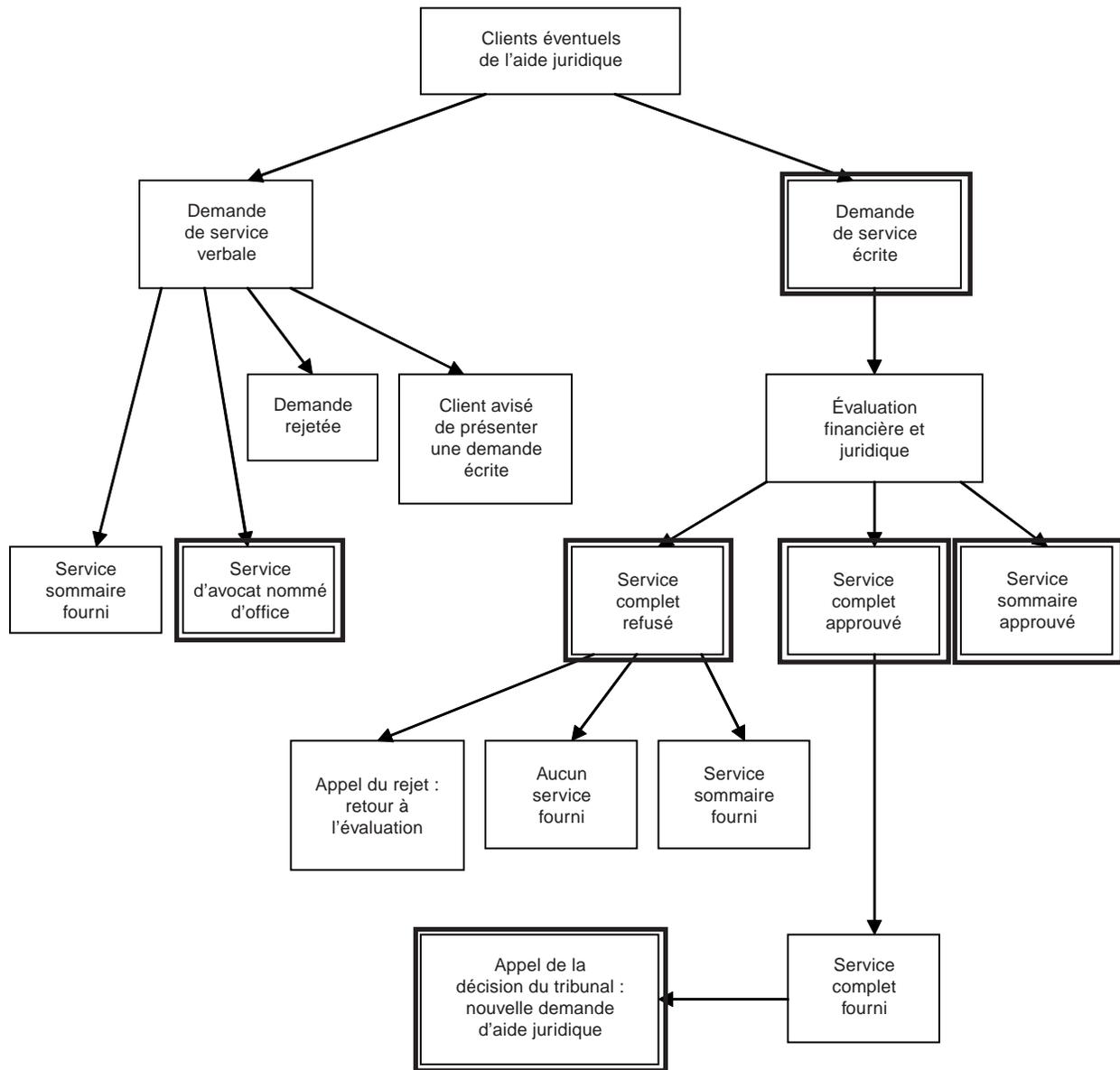
En 2004-2005, 755 300 demandes d'aide juridique (services sommaires ou complets) ont été présentées aux divers régimes d'aide juridique du Canada¹⁶, ce nombre étant en baisse d'environ 1 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de demandes d'aide juridique a chuté de 11 % au Nouveau-Brunswick, ce recul étant principalement attribuable à une diminution du nombre de demandes relatives aux affaires criminelles. En Colombie-Britannique comme dans les Territoires du Nord-Ouest, les demandes ont chuté de 6 % en raison de reculs du nombre de demandes relatives à des affaires tant criminelles que civiles. Le Manitoba a connu la plus forte hausse du nombre de demandes (34 %), surtout en raison d'un accroissement des demandes d'aide juridique en matière criminelle, alors que l'Alberta a déclaré une augmentation de 7 % par suite du bond des demandes d'aide juridique en matière civile (tableau 10)¹⁷.

15. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et des Territoires du Nord-Ouest.

16. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard.

17. Aide juridique Ontario procède actuellement à la mise à niveau de ses systèmes de gestion de l'information et à l'amélioration de ses procédures de déclaration. Les données provenant de l'Ontario sont maintenant plus exactes et plus conformes aux définitions de l'enquête. Cependant, les améliorations d'ordre méthodologique qui ont été apportées cette année rendent impossibles les comparaisons avec les données des années précédentes. Cela s'applique particulièrement aux données sur les dépenses engagées par les régimes d'aide juridique et sur les demandes d'aide juridique reçues, approuvées et rejetées.

Figure 4 : Modèle du processus d'aide juridique



Indique un point pour la saisie des données aux fins de l'Enquête sur l'aide juridique

Entre 1994-1995 et 1997-1998, le nombre de demandes d'aide juridique a progressivement diminué de près de 26 %, chutant de 1,1 million environ à 802 000 en 1997-1998. Divers facteurs propres aux régimes eux-mêmes peuvent avoir contribué au repli, notamment l'application de procédures d'évaluation préliminaire, la modification du champ d'application, l'adoption de critères d'admissibilité plus stricts et le recours accru aux avocats nommés d'office ou aux services gratuits fournis par des avocats de pratique privée. Après cette baisse considérable, le nombre total de demandes d'aide juridique a progressé lentement au cours des quatre années suivantes, atteignant 850 000 en 2000-2001 et en 2001-2002. Depuis lors, le nombre de demandes a reculé pour trois années consécutives (figure 5 et tableau 10).

Dans la plupart des secteurs de compétence, la majorité des demandes d'aide juridique reçues en 2004-2005 avaient trait à des affaires criminelles plutôt qu'à des affaires civiles. Ainsi, 83 % des demandes d'aide juridique au Nouveau-Brunswick, 73 % de celles-ci en Saskatchewan et 70 % en Colombie-Britannique concernaient des affaires criminelles. Par contraste, la majorité des demandes présentées en Ontario (76 %) et au Québec (56 %) avaient rapport à des affaires civiles (tableau 10). Ces résultats concordent avec le ratio des affaires civiles aux affaires criminelles déjà observé pour ce qui est des dépenses en services juridiques directs (tableau 6).

Dans l'ensemble, la grande majorité des demandes relatives aux affaires criminelles (84 %) mettaient en cause un adulte. Dans la plupart des secteurs de compétence, les demandes concernant des affaires civiles relevaient plutôt du droit de la famille (tableau 11); elles variaient de 63 % au Québec à 100 % au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Saskatchewan. En Ontario, toutefois, 84 % des demandes présentées pour des affaires civiles avaient trait à d'autres affaires civiles, dont la vaste majorité étaient des demandes adressées aux cliniques d'aide juridique¹⁸. Ces demandes portaient surtout sur des questions relevant du droit des pauvres, comme les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration (tableau 11).

Demandes d'aide juridique approuvées

Contrairement à ce qui est le cas pour le total des demandes ou les demandes refusées, le total des demandes d'aide juridique approuvées ne comprend que les demandes de services complets. De nombreux secteurs de compétence ne peuvent déclarer le nombre de demandes de services sommaires approuvées dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique, et par conséquent, il est impossible de calculer le taux d'approbation pour l'ensemble des demandes d'aide juridique (l'encadré 3 et figure 4).

En 2004-2005, on a dénombré 469 100 demandes approuvées pour des services complets d'aide juridique au Canada; nombre relativement inchangé par rapport à l'année précédente après trois années consécutives de baisses (figure 5 et tableau 12)¹⁹.

Encadré 3 : Taux d'approbation des demandes d'aide juridique

Les données de l'Enquête sur l'aide juridique ne permettent pas de calculer le taux d'approbation des demandes d'aide juridique, car le chiffre des demandes approuvées ne comprend pas le nombre de demandes de services sommaires approuvées. Par conséquent, les taux sous-estimerait l'importance des services juridiques rendus. En outre, les demandes approuvées et refusées sont reportées d'une année à l'autre, et celles dont le traitement est retardé ne peuvent être distinguées des demandes présentées pendant l'exercice financier en cours.

Sept secteurs de compétence ont signalé une hausse de leurs demandes approuvées en 2004-2005, les augmentations les plus marquées s'étant produites dans les Territoires du Nord-Ouest (26 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (18 %). Le Nouveau Brunswick, qui a signalé le recul le plus important du nombre total de demandes d'aide juridique, a aussi fait état de la plus forte baisse (-17 %) du nombre de demandes approuvées (tableau 12).

18. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants sans but lucratif, et dont le financement est assuré par le régime d'aide juridique. Les services offerts par les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques portent surtout sur les autres affaires civiles, en particulier dans le domaine du droit des pauvres.

19. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador.

Genres d'affaires d'aide juridique qui ont été approuvées

En 2004-2005, les affaires criminelles représentaient plus de la moitié (53 %) des demandes de services complets d'aide juridique qui ont été approuvées, un modèle observé dans la plupart des secteurs de compétence. Par exemple, en 2004-2005, plus de 80 % des demandes de services complets approuvées au Nouveau-Brunswick et au Nunavut concernaient des affaires criminelles. Au Québec, par contre, les affaires civiles représentaient 57 % des demandes approuvées, alors qu'en Ontario, les demandes d'aide juridiques approuvées étaient réparties également entre les affaires civiles et les affaires criminelles (tableau 12).

En plus du fait que ces différences entre les secteurs de compétence concordent avec ce qui a été observé pour le nombre total de demandes d'aide juridique, elles peuvent être attribuables aux critères d'applicabilité mis en place par les régimes d'aide juridique dans chacun des secteurs de compétence. Ainsi, une plus grande variété d'affaires civiles est acceptée au Québec qu'elle ne l'est dans la plupart des autres secteurs de compétence. Sont prises en charge les affaires ayant trait à la sécurité du revenu, à l'assurance automobile, à l'assurance-emploi et à l'indemnisation des travailleurs. Par contre, l'Île-du-Prince-Édouard accepte peu de causes civiles.

La répartition selon le type des demandes d'aide juridique approuvées a évolué au fil du temps. La proportion de demandes d'aide juridique approuvées en matière criminelle s'est accrue régulièrement, passant de 45 % en 2000-2001 à 53 % en 2004-2005 (tableau 12).

Demandes d'aide juridique rejetées

Les régimes d'aide juridique filtrent jusqu'à un certain point les demandes avant qu'elles soient déposées. Ainsi, lorsqu'un client éventuel s'enquiert des services d'aide juridique offerts, il peut constater que l'affaire qui le concerne n'est pas couverte par le régime d'aide juridique et ne pas présenter de demande (figure 4). Les chiffres des demandes rejetées qui sont déclarés dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique ne comprennent pas les refus par suite d'une présélection.

En 2004-2005, le nombre de demandes d'aide juridique rejetées a grimpé, passant à 114 100 après avoir connu l'année précédente son point le plus bas en 10 ans. Ce chiffre était en hausse d'environ 9 %²⁰. Les refus se sont accrues dans cinq secteurs de compétence, soit le Nouveau-Brunswick (56 %), le Yukon (46 %), la Nouvelle-Écosse (11 %), le Manitoba (7 %) et les Territoires du Nord-Ouest (5 %) (tableau 17).

Un grand nombre de secteurs de compétence sont en mesure de préciser les raisons pour lesquelles les demandes d'aide juridique sont rejetées. L'inadmissibilité financière et des motifs liés à l'applicabilité avaient tendance à être les raisons plus souvent invoquées, celles-ci représentant, respectivement, 46 % et 24 % des refus en 2004-2005²¹. Les rejets attribuables au mérite insuffisant et à la non-conformité ou l'abus étaient moins courants. Environ 16 % des refus étaient liés à d'autres raisons, comme l'annulation ou l'abandon par le client et l'annulation de la couverture (tableau 17).

Services d'avocats nommés d'office en matière d'aide juridique

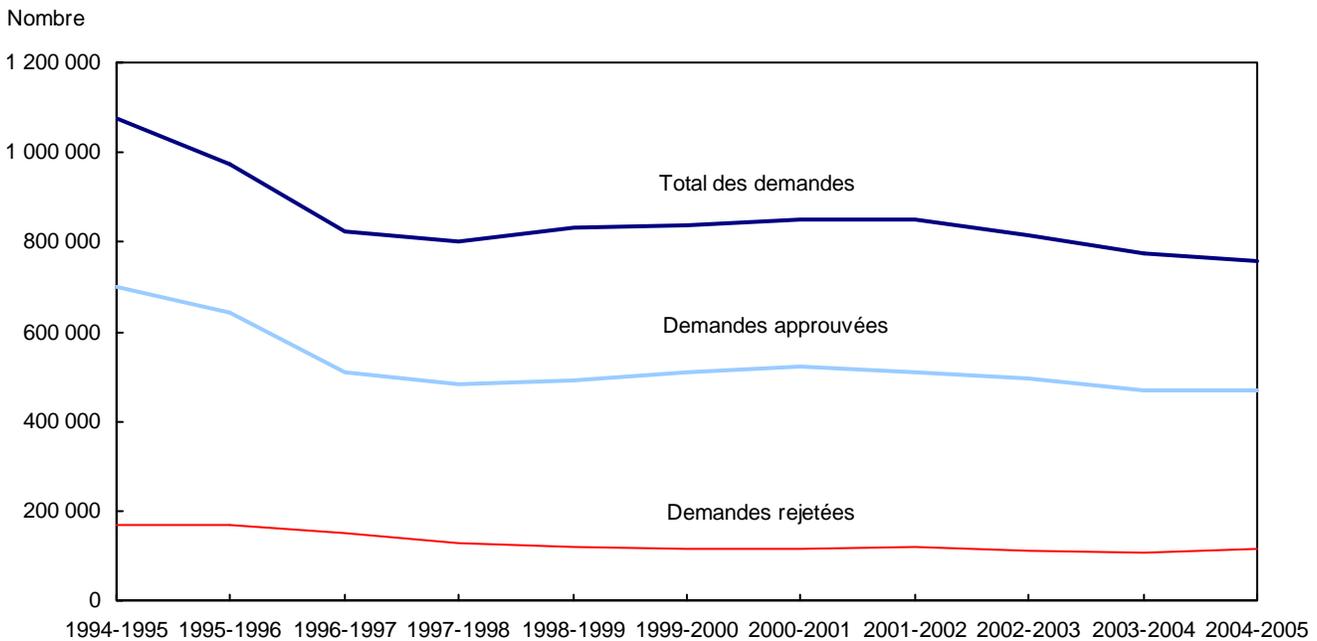
Outre les services d'aide juridique, la plupart des secteurs de compétence ont un système d'avocats nommés d'office géré par le régime d'aide juridique. Il s'agit de services offerts à titre gracieux à des personnes non représentées par un avocat qui, bien souvent, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les avocats nommés d'office ont pour rôle d'aider leur client à obtenir des services juridiques, de lui donner des conseils ou de le représenter sur-le-champ, ou de lui fournir une assistance immédiate au moment de l'arrestation et de la mise en détention.

Le plus souvent, les avocats nommés d'office ne travaillent pas dans le bureau d'aide juridique. Ils sont plutôt affectés à des tribunaux criminels (tant pour adultes que pour adolescents), à des tribunaux de la famille, à des points d'entrée au Canada, à des établissements psychiatriques ou à d'autres lieux. Leur présence en ces endroits varie selon le secteur de compétence. Dans certains secteurs, les services d'avocats nommés d'office sont offerts par des avocats salariés tandis que dans d'autres, ils sont assurés par des avocats de pratique privée. La prestation de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas le bénéficiaire de présenter ultérieurement une demande d'aide juridique.

20. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard.

21. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, et du Nouveau-Brunswick.

Figure 5

Demands de services d'aide juridique, approuvées et rejetées, Canada, 1994-1995 à 2004-2005¹

1. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées ne s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires. L'Île-du-Prince-Édouard n'est pas incluse dans les chiffres du total des demandes ou des demandes rejetées. Les données de Terre-Neuve-et-Labrador pour 2004-2005 ne sont pas disponibles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

À l'Île-du-Prince-Édouard, seules les personnes admissibles à l'aide juridique peuvent bénéficier des services d'un avocat nommé d'office. Par ailleurs, les avocats salariés des régimes d'aide juridique peuvent, au besoin, donner des conseils juridiques et une assistance dans les affaires relevant du droit de la famille ou du droit criminel²².

En 2004-2005, des services d'avocats nommés d'office ont été offerts 1 187 600 fois, un nombre en baisse de 5 % par rapport à l'année précédente (tableau 21)²³.

Comme on pouvait s'y attendre vu la part de la population canadienne que représente l'Ontario, cette province a offert la plus grande proportion des services d'avocats nommés d'office, soit 78 % de ces services signalés par les 10 secteurs de compétence ayant fourni des données (tableau 21). Bien que la grande majorité (77 %) de ces unités de service aient visé des affaires criminelles, près du quart avait trait à des affaires civiles. Près de 90 % des affaires criminelles prises en main par des avocats nommés d'office en Ontario en 2004-2005 mettaient en cause des adultes et presque la moitié des unités de service pour des affaires civiles en Ontario relevaient du droit de la famille (tableau 22).

La plupart des autres services d'avocats nommés d'office ont été offerts en Alberta et en Colombie-Britannique en 2004-2005 (tableau 21). Bon nombre de ces services visaient des affaires criminelles touchant des adultes, en particulier 82 % des unités de services d'avocats nommés d'office en Alberta et 77 % en Colombie-Britannique (tableau 22).

22. Voir Statistique Canada, mars 2001, L'aide juridique au Canada : une description des opérations, produit n° 85-217 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ministre de l'Industrie, pour obtenir des renseignements plus détaillés sur le champ d'application de l'aide juridique et les services d'avocats nommés d'office dans chaque secteur de compétence.

23. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec.

Services d'aide juridique relatifs à des appels

Dans certains cas, les régimes d'aide juridique s'occupent des appels de décisions rendues par des tribunaux de compétence inférieure ou des tribunaux administratifs. En 2004-2005, des services d'aide juridique ont été fournis dans 2 800 appels, un nombre en baisse de 14 % par rapport à l'année précédente²⁴. Le nombre de demandes de services liées à des appels a fléchi dans la plupart des secteurs de compétence, incluant une chute de 35 % en Colombie-Britannique (tableau 23).

L'Ontario (1 100) et le Québec (700), soit les deux provinces les plus peuplées, ont déclaré le plus grand nombre de cas d'appels acceptés par les régimes d'aide juridique. Dans la plupart des secteurs de compétence, les affaires criminelles représentaient une plus forte proportion des appels que les affaires civiles (tableau 23).

Participation des avocats à la prestation des services d'aide juridique

Dans tout le Canada, environ 11 000 avocats ont fourni des services d'aide juridique en 2004-2005, ces derniers représentant environ 20 % des avocats assurés qui exerçaient leur profession au Canada²⁵. Le nombre d'avocats assurant une aide juridique était de 13 % inférieur au nombre observé l'année précédente (tableau 20).

Neuf avocats sur 10 qui ont assuré des services d'aide juridique en 2004-2005 étaient des avocats de pratique privée, alors que les autres étaient des avocats salariés des régimes d'aide juridique. Cette répartition est demeurée relativement stable au cours des cinq dernières années.

Bien que, dans l'ensemble, la majorité des avocats qui fournissent des services d'aide juridique soient en pratique privée, la proportion varie entre les provinces et les territoires selon le type de système de prestation en place. Dans les trois provinces ayant un système d'assistance judiciaire — l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique —, au moins 90 % des avocats qui ont offert de l'aide juridique en 2004-2005 étaient en pratique privée. Dans les secteurs de compétence faisant appel à des avocats salariés ou utilisant un système mixte d'aide juridique, la proportion des avocats de pratique privée était plus faible. Par exemple, au Nunavut 40 % des avocats ayant fourni des services d'aide juridique étaient des avocats de pratique privée (tableau 20).

Personnel

En 2004-2005, les bureaux d'aide juridique au Canada comptaient 3 192 employés, un nombre en hausse de 5 % depuis 2003-2004²⁶. Dans les provinces et les territoires, le nombre total d'employés travaillant dans les régimes d'aide juridique variait entre 15 à l'Île-du-Prince-Édouard et 1 336 en Ontario en 2004-2005 (tableau 19)²⁷.

Les non-avocats, comme le personnel administratif, les étudiants en droit, les comptables, le personnel de recherche, les bibliothécaires et les autres personnes qui assurent l'accessibilité aux régimes d'aide juridique ainsi que leur productivité ont régulièrement constitué près des deux tiers (63 %) de l'effectif des régimes d'aide juridique au cours des cinq dernières années. Les avocats, qui fournissent surtout des services d'aide juridique ou représentent directement les clients, formaient le tiers restant du personnel d'aide juridique (tableau 19).

24. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et des Territoires du Nord-Ouest.

25. Le chiffre de 11 000 est tiré du tableau 20 et il exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et du Nouveau-Brunswick. Pour obtenir le nombre d'avocats actifs assurés, voir Fédération des professions juridiques du Canada, Statistiques 2004 des Barreaux et de la Chambre (en ligne). Adresse électronique : www.flsc.ca/fr/lawSocieties/statisticsLinks.asp (consulté le 20 octobre 2005).

26. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador.

27. En 2004-2005, les cliniques d'aide juridique de l'Ontario employaient 40 % des employés du régime d'aide juridique.

Méthodes

L'Enquête sur l'aide juridique est menée annuellement depuis 1983-1984. Les données sont recueillies au moyen d'un questionnaire d'enquête que remplissent les 13 régimes d'aide juridique au Canada. L'enquête permet de fournir à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il importe de noter que le champ d'observation de l'enquête comporte certaines limites. Bien que l'Enquête sur l'aide juridique se veuille une enquête nationale, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de fournir tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. L'absence de données rend difficile l'établissement de comparaisons directes entre les secteurs de compétence ou la formation d'un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données figurant dans la présente publication ont été recueillies grâce à l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues auprès des ministères compétents responsables des questions de justice. Le ministère de la Justice du Canada a déclaré les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle. Les données sur le nombre de membres des barreaux provinciaux et territoriaux proviennent de la Fédération des professions juridiques du Canada.

Les chiffres par habitant sont basés sur les estimations démographiques fournies par la Division de la démographie, Direction de la Statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. Il s'agit des populations au 1^{er} juillet : estimations intercensitaires définitives pour 2000; estimations postcensitaires définitives pour 2001 et 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003; et estimations postcensitaires provisoires pour 2004 (tableau 26).

Pour corriger les données en fonction de l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 1992-1993 en se fondant sur l'Indice des prix à la consommation (IPC) selon l'année de base 1992 = 100 (voir *L'indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada, janvier 2005, tableau 7) pour tous les secteurs de compétence sauf le Nunavut. Dans le cas de ce territoire, l'IPC a été calculé selon l'année de base 2002 = 100 (tableau 27). Dans les publications antérieures à 2002-2003, l'IPC moyen pour l'ensemble du Canada a servi à corriger les chiffres des provinces et des territoires. Depuis 2002-2003, on utilise les IPC spécifiques à chaque province et territoire et on s'en sert aussi pour réviser les chiffres corrigés de l'inflation déjà publiés.

Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada pour le traitement des dossiers civils mettant en cause des non-résidents. En vertu de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire sera déposé. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime aux fins de service. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux aux fins de service.

Les **adultes** désignent les personnes de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la médiation, à la tutelle et à la protection de l'enfance, à l'adoption, au changement de nom ainsi que toute autre affaire de cette nature.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de compétence inférieure ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même s'il se peut que l'affaire en cause ait été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais non du droit de la famille, comme les affaires litigieuses entre locataires et propriétaires, les demandes d'indemnisation des accidentés du travail, les questions relatives au Régime de pensions du Canada, les affaires concernant l'aide sociale et la protection des consommateurs, les appels concernant les prestations d'assurance-emploi, les forclusions et les faillites.

Les **autres dépenses** désignent les sommes engagées par le régime au chapitre des fonctions ne faisant partie d'aucune autre catégorie de dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats qui accomplissent des fonctions administratives, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent inclure les suivantes : motifs liés à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes qui ne figurent pas dans les autres catégories de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les intérêts gagnés en général.

Un **avocat non résident** exerce sa profession dans une province ou un territoire donné, mais ne demeure pas en permanence dans cette province ou ce territoire.

La méthode de la **comptabilité d'exercice** consiste à prendre en compte les recettes et les dépenses dans la période où elles ont été gagnées et encourues.

La **comptabilité de caisse** désigne un système dans lequel les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et dans lequel les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèces a été effectué.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle** désigne les fonds accordés par le ministère de la Justice du Canada.

Les **contributions d'avocats** désignent les sommes reçues des avocats autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions de clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires d'aide juridique, incluant les cotisations fixes des utilisateurs.

Les **contributions gouvernementales** sont les montants déclarés par les régimes d'aide juridique qui représentent les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués aux régimes par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou fédérales-territoriales de partage des frais d'aide juridique liés aux affaires criminelles impliquant des adultes, aux affaires mettant en cause des jeunes et aux affaires civiles n'est pas fournie à l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Les **coûts Rowbotham** renvoient aux coûts liés à l'aide juridique ordonnée par un tribunal. Une demande Rowbotham est une demande fondée sur la Charte qui est adressée au tribunal et dans laquelle l'accusé soutient que l'État doit lui fournir des fonds juridiques suffisants pour assurer qu'il aura un procès équitable. Le tribunal peut suspendre la procédure s'il croit que l'accusé n'aurait pas un procès équitable sans représentation. Dans l'affaire Rowbotham originale (qui s'est déroulée en Ontario), le tribunal a maintenu que le fait de refuser la représentation par un avocat aux personnes qui font face à des accusations graves et complexes, et qui ne peuvent se permettre un avocat, enfreint leur droit en vertu de la Charte de présenter une défense pleine et entière.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont totalisées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles sont enregistrées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur la même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services sont nécessaires pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (incluant les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de

services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, ni des services offerts par les avocats nommés d'office. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande rejetée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé de fournir des services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder tout service, ainsi que les demandes de services complets rejetées pour lesquelles on a approuvé des services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles engagées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses aux chapitres des services juridiques directs, des autres programmes et des services administratifs centraux ainsi que de toute autre dépense.

Les **dépenses au chapitre de l'information du public** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) englobent les dépenses relatives aux programmes de droit préventif et de sensibilisation, et à la publicité.

Les **dépenses relatives aux projets externes** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en œuvre à l'extérieur du régime (p. ex. dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au chapitre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherche juridique, à l'information du public en matière de droit et à des subventions accordées à d'autres programmes.

Les **dépenses relatives aux recherches juridiques** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches sur des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés pour l'entretien des bibliothèques.

Les **dépenses au chapitre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées par l'administration centrale et les bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses des services administratifs centraux et les autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Ces dépenses comprennent notamment les traitements et les avantages sociaux du personnel professionnel et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux connexes incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses liées à l'entretien, les conférences, les réunions, les cotisations, les loyers, etc. Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) engagés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes de 12 ans et plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les **membres actifs du barreau** comprennent tous les avocats assurés qui sont autorisés à exercer le droit dans le secteur de compétence visé.

Des demandes peuvent être rejetées pour **mérite insuffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré la prestation de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Le nombre de membres actifs d'un barreau comprend le nombre total d'avocats assurés et accrédités pour exercer leur profession dans le secteur de compétence. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour **non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le demandeur a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Par **personnel affecté à l'information du public** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées de programmes de droit préventif ou de sensibilisation, ou de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches sur des questions juridiques. Cette catégorie exclut les personnes affectées aux bibliothèques des régimes.

Par **personnel affecté aux services juridiques directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les demandes rejetées pour des **raisons liées à l'applicabilité** sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements de coûts**, on entend les coûts qu'on a ordonné aux parties de payer ou qu'elles ont accepté de payer. Cette catégorie inclut les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les **ressources en personnel** représentent le nombre réel d'employés du régime au 31 mars. Ces données sont ventilées selon deux catégories : soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie de l'effectif des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. Les personnes dont la cause est instruite par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes instruites par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes approuvées. Ces services sont comptés avec les demandes approuvées uniquement lorsque l'affaire a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire. On compte le nombre de fois que les services ont été fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées.

Les **services d'avocats nommés d'office en matière criminelle** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de service de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté aux services juridiques directs. Seules les demandes écrites sont comptées. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le compte de services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Le **total des membres du barreau** renvoie au nombre d'avocats actifs assurés qui figurent sur la liste de la Fédération des professions juridiques du Canada. Sont exclus les avocats qui sont à leur retraite ou inactifs. Les avocats des secteurs public et privé sont inclus. Les avocats non résidents sont inclus dans la province où ils travaillent.

Tableaux de données

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants

Province ou territoire et année	Dollars courants								
	Recettes totales	Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador									
2000-01	6 011	5 456	91	20	0	505	8	30	0
2001-02	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-03	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-04	7 395	6 831	92	52	1	207	3	305	4
2004-05	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2000-01	736	655	89	..	..	..	..	81	11
2001-02	777	702	90	..	..	..	..	75	10
2002-03	853	766	90	..	..	..	..	87	10
2003-04	965	861	89	..	..	..	..	104	11
2004-05	1 208	1 140	94	..	..	..	..	68	6
Nouvelle-Écosse									
2000-01	11 654	11 375	98	15	0	..	..	264	2
2001-02	13 070	12 526	96	3	0	..	..	541	4
2002-03	12 880	12 656	98	4	0	..	..	220	2
2003-04	15 729	15 422	98	12	0	..	..	295	2
2004-05	17 298	17 112	99	6	0	..	..	180	1
Nouveau-Brunswick									
2000-01	4 650	3 913	84	93	2	295	6	349	8
2001-02	4 729	3 873	82	122	3	150	3	583	12
2002-03	4 455	3 550	80	86	2	150	3	669	15
2003-04	4 757	3 550	75	86	2	150	3	971	20
2004-05	5 415	4 293	79	100	2	150	3	872	16
Québec									
2000-01	107 996	106 097	98	1 389	1	..	..	510	0
2001-02	120 958	119 087	98	1 511	1	..	..	360	0
2002-03	121 669	119 751	98	1 743	1	..	..	175	0
2003-04	125 245	123 058	98	1 825	1	..	..	362	0
2004-05	134 482	132 299	98	1 800	1	..	..	383	0
Ontario									
2000-01	249 544	201 626	81	9 791	4	..	..	38 127	15
2001-02	288 316	246 695	86	15 001	5	..	..	26 620	9
2002-03	282 247	244 966	87	14 422	5	..	..	22 859	8
2003-04	299 626	256 048	85	14 791	5	..	..	28 787	10
2004-05	289 709	254 757	88	12 926	4	..	..	22 026	8
Manitoba									
2000-01	18 060	14 657	81	1 838	10	1 524	8	41	0
2001-02	19 348	15 446	80	1 711	9	2 089	11	102	1
2002-03	20 846	17 582	84	1 807	9	1 218	6	239	1
2003-04	21 365	18 454	86	1 480	7	900	4	531	2
2004-05	21 961	19 059	87	1 292	6	1 228	6	382	2
Saskatchewan									
2000-01	11 052	10 897	99	43	0	..	..	112	1
2001-02	11 744	11 415	97	39	0	..	..	290	2
2002-03	12 211	11 915	98	33	0	..	..	263	2
2003-04	13 303	13 129	99	42	0	..	..	132	1
2004-05	14 435	14 295	99	37	0	..	..	103	1
Alberta									
2000-01	29 545	22 542	76	2 579	9	..	..	4 424	15
2001-02	35 529	27 242	77	2 674	8	..	..	5 613	16
2002-03	34 840	28 187	81	3 076	9	..	..	3 577	10
2003-04	34 999	28 798	82	3 193	9	..	..	3 008	9
2004-05	39 062	31 898	82	3 483	9	..	..	3 681	9

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants – suite

Province ou territoire et année	Dollars courants								
	Recettes totales	Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Colombie-Britannique									
2000-01	88 324	82 953	94	533	1	3 289	4	1 549	2
2001-02	93 718	88 776	95	231	0	3 389	4	1 322	1
2002-03	76 327	71 545	94	49	0	3 674	5	1 059	1
2003-04	71 131	65 624	92	0	0	3 608	5	1 899	3
2004-05	64 677	59 587	92	0	0	3 539	5	1 551	2
Territoire de Yukon									
2000-01	1 391	1 356	97	34	2	...	...	1	0
2001-02	1 429	1 389	97	24	2	...	...	16	1
2002-03	1 277	1 256	98	9	1	...	...	12	1
2003-04	1 425	1 406	99	5	0	...	...	14	1
2004-05	1 612	1 571	97	20	1	...	...	22	1
Territoires du Nord-Ouest^{4,5}									
2000-01	3 511	3 511	100	..	...	...	...	..	...
2001-02	3 747	3 747	100	..	...	...	...	..	...
2002-03	3 764	3 764	100	..	...	...	...	..	...
2003-04	3 713	3 713	100	..	...	...	...	..	...
2004-05	4 348	4 333	100	15	0	...	...	0	0
Nunavut⁵									
2000-01	3 365	3 363	100	2	0	...	...	..	...
2001-02	3 565	3 352	94	1	0	...	...	212	6
2002-03	4 231	3 909	92	3	0	...	...	319	8
2003-04	4 711^r	4 453 ^r	95	3	0	...	...	255	5
2004-05	5 023	4 625	92	1	0	...	...	397	8
Total									
2000-01	535 839	468 401	87	16 337	3	5 613	1	45 488	8
2001-02	596 930	534 250	89	21 317	4	5 628	1	35 734	6
2002-03	575 600	519 847	90	21 232	4	5 042	1	29 479	5
2003-04	604 364^r	541 347^r	90	21 489	4	4 865	1	36 663	6
2004-05	599 230	544 969	91	19 680	3	4 917	1	29 665	5

Voir notes à la fin du tableau 1.

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants – suite

Province ou territoire et année	Dollars constants de 1992 ¹								
	Recettes totales	Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador									
2000-01	5 305	4 816	91	18	0	446	8	26	0
2001-02	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2002-03	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-04	6 127	5 659	92	43	1	171	3	253	4
2004-05	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard									
2000-01	659	586	89	...	...	...	...	73	11
2001-02	678	613	90	...	...	...	...	65	10
2002-03	725	651	90	...	...	...	...	74	10
2003-04	792	706	89	...	...	...	...	85	11
2004-05	970	916	94	...	...	...	...	55	6
Nouvelle-Écosse									
2000-01	10 205	9 961	98	13	0	...	...	231	2
2001-02	11 238	10 770	96	3	0	...	...	465	4
2002-03	10 751	10 564	98	3	0	...	...	184	2
2003-04	12 695	12 447	98	10	0	...	...	238	2
2004-05	13 718	13 570	99	5	0	...	...	143	1
Nouveau-Brunswick									
2000-01	4 122	3 469	84	82	2	262	6	309	8
2001-02	4 123	3 377	82	106	3	131	3	508	12
2002-03	3 756	2 993	80	73	2	126	3	564	15
2003-04	3 880	2 896	75	70	2	122	3	792	20
2004-05	4 353	3 451	79	80	2	121	3	701	16
Québec									
2000-01	97 646	95 929	98	1 256	1	...	...	461	0
2001-02	106 853	105 201	98	1 335	1	...	...	318	0
2002-03	105 341	103 681	98	1 509	1	...	...	152	0
2003-04	105 781	103 934	98	1 541	1	...	...	306	0
2004-05	111 418	109 610	98	1 491	1	...	...	317	0
Ontario									
2000-01	218 515	176 555	81	8 574	4	...	...	33 386	15
2001-02	244 958	209 596	86	12 745	5	...	...	22 617	9
2002-03	235 010	203 968	87	12 008	5	...	...	19 033	8
2003-04	243 006	207 663	85	11 996	5	...	...	23 347	10
2004-05	230 660	202 832	88	10 291	4	...	...	17 537	8
Manitoba									
2000-01	15 292	12 411	81	1 556	10	1 290	8	35	0
2001-02	15 964	12 744	80	1 412	9	1 724	11	84	1
2002-03	16 934	14 283	84	1 468	9	989	6	194	1
2003-04	17 051	14 728	86	1 181	7	718	4	424	2
2004-05	17 184	14 913	87	1 011	6	961	6	299	2
Saskatchewan									
2000-01	9 470	9 338	99	37	0	...	...	96	1
2001-02	9 762	9 489	97	32	0	...	...	241	2
2002-03	9 871	9 632	98	27	0	...	...	213	2
2003-04	10 516	10 379	99	33	0	...	...	104	1
2004-05	11 164	11 056	99	29	0	...	...	80	1
Alberta									
2000-01	25 166	19 201	76	2 197	9	...	...	3 768	15
2001-02	29 583	22 683	77	2 226	8	...	...	4 674	16
2002-03	28 052	22 695	81	2 477	9	...	...	2 880	10
2003-04	26 985	22 204	82	2 462	9	...	...	2 319	9
2004-05	29 705	24 257	82	2 649	9	...	...	2 799	9

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants – fin

Province ou territoire et année	Dollars constants de 1992 ¹								
	Recettes totales	Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Colombie-Britannique									
2000-01	77 956	73 215	94	470	1	2 903	4	1 367	2
2001-02	81 352	77 063	95	201	0	2 942	4	1 148	1
2002-03	64 739	60 683	94	42	0	3 116	5	898	1
2003-04	59 079	54 505	92	0	0	2 997	5	1 577	3
2004-05	52 669	48 524	92	0	0	2 882	5	1 263	2
Territoire de Yukon									
2000-01	1 214	1 183	97	30	2	...	...	1	0
2001-02	1 222	1 188	97	21	2	...	...	14	1
2002-03	1 085	1 067	98	8	1	...	...	10	1
2003-04	1 188	1 173	99	4	0	...	...	12	1
2004-05	1 331	1 297	97	17	1	...	...	18	1
Territoires du Nord-Ouest^{4,5}									
2000-01	3 157	3 157	100	...	...	...	...	...	...
2001-02	3 316	3 316	100	...	...	...	...	...	...
2002-03	3 236	3 236	100	...	...	...	...	0	0
2003-04	3 136	3 136	100	...	...	...	...	0	0
2004-05	3 651	3 638	100	13	0	...	...	0	0
Nunavut⁵									
2000-01	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2001-02	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2002-03	4 231	3 909	92	3	0	...	...	319	8
2003-04	4 702 ^r	4 444 ^r	95	3	0	...	...	254	5
2004-05	4 963	4 570	92	1	0	...	...	392	8
Total									
2000-01	472 105 ^r	412 688 ^r	87	14 394 ^r	3	4 945 ^r	1	40 078 ^r	8
2001-02	512 826 ^r	458 978 ^r	89 ^r	18 314 ^r	4	4 835 ^r	1	30 699 ^r	6
2002-03	483 697 ^r	436 846 ^r	90	17 842 ^r	4	4 237 ^r	1	24 772 ^r	5
2003-04	494 165 ^r	442 639 ^r	90	17 571 ^r	4	3 978 ^r	1	29 978 ^r	6
2004-05	480 923	437 375	91	15 795	3	3 946	1	23 808	5

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.

2. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.

3. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.

4. Les recettes totales comprennent les contributions des bénéficiaires portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 2
Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants^{1,2}

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 ³	
	Total	Par habitant ⁴	Total	Par habitant ⁴
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
Terre-Neuve-et-Labrador				
2000-01	1 546	2,93	1 365	2,58
2001-02	1 687	3,23	1 473	2,82
2002-03	1 672	3,22	1 425	2,74 ^r
2003-04	1 624	3,13	1 345	2,60 ^r
2004-05	1 608	3,11	1 308	2,53
Île-du-Prince-Édouard				
2000-01	262	1,92	235	1,72
2001-02	321	2,35	280	2,05
2002-03	325	2,37	276	2,02
2003-04	348	2,54 ^r	285	2,08 ^r
2004-05	345	2,50	277	2,01
Nouvelle-Écosse				
2000-01	2 808	3,01	2 459	2,63
2001-02	3 039	3,26	2 613	2,80
2002-03	3 013	3,22	2 515	2,69
2003-04	2 914	3,11	2 352	2,51
2004-05	2 899	3,09	2 299	2,45
Nouveau-Brunswick				
2000-01	1 401	1,87	1 242	1,65
2001-02	1 724	2,30	1 503	2,00
2002-03	1 750	2,33	1 476	1,97
2003-04	1 872	2,49	1 527	2,03
2004-05	1 860	2,48	1 495	1,99
Québec				
2000-01	16 683	2,27	15 084	2,05
2001-02	19 350	2,62	17 094	2,31
2002-03	19 449	2,61	16 839	2,26
2003-04	20 007	2,67	16 898	2,26
2004-05	19 990	2,65	16 562	2,20
Ontario				
2000-01	35 725	3,06	31 283	2,68
2001-02	38 512	3,24	32 720	2,75
2002-03	38 268	3,16	31 863	2,63
2003-04	37 099	3,03	30 088	2,45 ^r
2004-05	37 187	3,00	29 607	2,39
Manitoba				
2000-01	3 135	2,73	2 655	2,31
2001-02	3 463	3,01	2 857	2,48
2002-03	3 447	2,98	2 800	2,42
2003-04	3 397	2,92	2 711	2,33
2004-05	3 403	2,91	2 663	2,28
Saskatchewan				
2000-01	2 490	2,47	2 134	2,12
2001-02	2 831	2,83	2 353	2,35
2002-03	2 832	2,84	2 289	2,30
2003-04	2 842	2,86	2 247	2,26
2004-05	2 821	2,83	2 182	2,19
Alberta				
2000-01	6 630	2,21	5 647	1,88
2001-02	7 752	2,54	6 455	2,11
2002-03	7 830	2,51	6 304	2,02
2003-04	8 166	2,59	6 296	1,99 ^r
2004-05	8 176	2,55	6 217	1,94

Tableau 2
Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 ³	
	Total	Par habitant ⁴	Total	Par habitant ⁴
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
Colombie-Britannique				
2000-01	9 148	2,26	8 074	2,00
2001-02	10 648	2,61	9 243	2,27
2002-03	10 742	2,61	9 111	2,21
2003-04	11 058	2,66 ^r	9 184	2,21
2004-05	11 039	2,63	8 989	2,14
Territoire du Yukon				
2000-01	427	14,04	373	12,25
2001-02	527	17,49	451	14,96
2002-03	527	17,49	448	14,86
2003-04	654	21,40 ^r	545	17,85 ^r
2004-05	654	20,96	540	17,30
Territoires du Nord-Ouest⁵				
2000-01	1 200	29,63	1 079	26,65
2001-02	1 423	34,86	1 259	30,85
2002-03	1 423	34,30 ^r	1 224	29,49 ^r
2003-04	1 301	30,83 ^r	1 099	26,03 ^r
2004-05	1 301	30,39	1 092	25,52
Nunavut⁵				
2000-01	931	33,85	...	...
2001-02	1 108	39,40	...	...
2002-03	1 108	38,55	1 108	38,55
2003-04	1 103	37,85 ^r	1 101	37,77 ^r
2004-05	1 103	37,21	1 090	36,77
Total				
2000-01	82 386	2,68	72 587^r	2,37^r
2001-02	92 385	2,98	79 369^r	2,56^r
2002-03	92 386	2,94^r	77 635^r	2,47^r
2003-04	92 385	2,92^r	75 540^r	2,39
2004-05	92 386	2,89	74 146	2,32

1. Les chiffres des contributions fédérales en matière civile ne sont pas disponibles dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis le remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.
2. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.
3. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
4. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 2000 et 2001; estimations postcensitaires définitives pour 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003; et estimations postcensitaires provisoires pour 2004.
5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 3
Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants¹

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ²		
	Total	Variation en %	Par habitant ³	Total	Variation en %	Par habitant ³
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Terre-Neuve-et-Labrador						
2000-01	4 447	0	8,42	3 925	-3	7,43
2001-02	4 724	6	9,05	4 126	5	7,90
2002-03	..	...	...	...	...	...
2003-04	..	...	...	...	...	...
2004-05	..	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
2000-01	391	-14	2,86	350	-18	2,56
2001-02	423	8	3,10	369	5	2,70
2002-03	441	4	3,22	375	2	2,74 ^r
2003-04	575	30	4,19 ^r	472	26	3,44 ^r
2004-05	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse						
2000-01	9 349	7	10,01	8 187	3	8,77
2001-02	9 597	3	10,29	8 252	1	8,85
2002-03	10 479	9	11,21	8 747	6	9,36
2003-04	12 344	18	13,19	9 963	14	10,64
2004-05	13 204	7	14,09	10 471	5	11,18
Nouveau-Brunswick⁴						
2000-01	2 512	-30	3,35	2 227	-33	2,97
2001-02	2 991	...	3,99	2 608	...	3,48
2002-03	3 008	1	4,01	2 536	-3	3,38
2003-04	3 649	21	4,86	2 976	17	3,96 ^r
2004-05	3 913	7	5,21	3 145	6	4,19
Québec						
2000-01	89 415	2	12,15	80 845	-0	10,99
2001-02	97 383	9	13,17	86 027	6	11,63
2002-03	97 738	0	13,13	84 622	-2	11,37
2003-04	98 868	1	13,20	83 503	-1	11,15
2004-05	104 807	6	13,90	86 833	4	11,51
Ontario						
2000-01	171 126	-12	14,64	149 848	-15	12,82
2001-02	197 317	15	16,58	167 644	12	14,09
2002-03	198 501	1	16,40 ^r	165 280	-1	13,66
2003-04	201 815	2	16,47 ^r	163 678	-1	13,35 ^r
2004-05	202 208	0	16,32	160 994	-2	12,99
Manitoba						
2000-01	11 522	4	10,04	9 756	2	8,50
2001-02	11 946	4	10,38	9 856	1	8,56
2002-03	12 502	5	10,82	10 156	3	8,79
2003-04	13 760	10	11,85 ^r	10 982	8	9,45 ^r
2004-05	14 440	5	12,34	11 299	3	9,65
Saskatchewan						
2000-01	8 407	4	8,34	7 204	1	7,15
2001-02	8 335	-1	8,33	6 929	-4	6,93
2002-03	9 083	9	9,12	7 343	6	7,37 ^r
2003-04	9 979	10	10,03	7 889	7	7,93
2004-05	9 599	-4	9,64	7 424	-6	7,46
Alberta						
2000-01	15 912	12	5,30	13 554	8	4,51
2001-02	19 332	21	6,32	16 097	19	5,27
2002-03	20 363	5	6,53 ^r	16 395	2	5,26
2003-04	20 632	1	6,53 ^r	15 907	-3	5,04
2004-05	20 717	0	6,47	15 754	-1	4,92

Tableau 3
Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants¹ – fin

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ²		
	Total	Variation en %	Par habitant ³	Total	Variation en %	Par habitant ³
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Colombie-Britannique						
2000-01	75 123	1	18,60	66 305	-0	16,42
2001-02	83 798	12	20,55	72 741	10	17,84
2002-03	57 492	-31	13,97	48 763	-33	11,85
2003-04	52 259	-9	12,59 ^r	43 404	-11	10,45 ^r
2004-05	45 862	-12	10,93	37 347	-14	8,90
Territoire du Yukon						
2000-01	929	12	30,54	811	10	26,65
2001-02	829	-11	27,52	709	-13	23,54
2002-03	729	-12	24,19 ^r	619	-13	20,55 ^r
2003-04	720	-1	23,56 ^r	601	-3	19,65 ^r
2004-05	646	-10	20,70	533	-11	17,09
Territoires du Nord-Ouest⁵						
2000-01	2 199	-38	54,30	1 978	-39	48,83
2001-02	2 177	-1	53,33	1 927	-3	47,19
2002-03	2 246	3	54,13 ^r	1 931	0	46,55 ^r
2003-04	2 077	-8	49,21 ^r	1 754	-9	41,56 ^r
2004-05	2 543	22	59,40	2 135	22	49,88
Nunavut⁵						
2000-01	2 170^r	29 ^r	78,91 ^r	...	...	...
2001-02	1 982^r	-9 ^r	70,48 ^r	...	...	...
2002-03	2 539^r	28 ^r	88,35 ^r	2 539^r	...	88,35 ^r
2003-04	3 048^r	20 ^r	104,59 ^r	3 042^r	20 ^r	104,39 ^r
2004-05	3 220	6	108,62	3 182	5	107,33
Total						
2000-01	393 502^r	-5^r	12,82^r	346 698^r	-7	11,30^r
2001-02	440 834^r	12	14,21^r	378 723^r	9	12,21^r
2002-03	415 121^r	...	13,23^r	348 841^r	...	11,12^r
2003-04	419 726^r	1	13,26	343 194^r	-2	10,84^r
2004-05	421 159	...	13,18	338 009	...	10,58

1. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.
2. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 2000 et 2001; estimations postcensitaires définitives pour 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003; et estimations postcensitaires provisoires pour 2004.
4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ¹		
	Total	Variation en %	Par habitant ²	Total	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Terre-Neuve-et-Labrador						
2000-01	7 608	29	14,41	6 715	25	12,72
2001-02	..	...	...	...	...	...
2002-03	..	...	...	...	...	...
2003-04	6 887	...	13,29 ^r	5 706	...	11,01 ^r
2004-05	..	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
2000-01	736	6	5,39	659	2	4,83
2001-02	777	6	5,69	678	3	4,96
2002-03	853	10	6,23	725	7	5,29
2003-04	965	13	7,03 ^r	792	9	5,77 ^r
2004-05	1 442	49	10,46	1 158	46	8,40
Nouvelle-Écosse						
2000-01	11 031	-1	11,81	9 659	-4	10,34
2001-02	12 993	18	13,94	11 172	16	11,98
2002-03	13 178	1	14,10	11 000	-2	11,77
2003-04	13 965	6	14,92	11 271	2	12,04
2004-05	16 309	17	17,41	12 933	15	13,80
Nouveau-Brunswick³						
2000-01	4 104	0	5,47	3 638	-3	4,85
2001-02	5 437	...	7,25	4 740	...	6,32
2002-03	4 849	-11	6,46	4 089	-14	5,45
2003-04	5 147	6	6,85 ^r	4 198	3	5,59
2004-05	4 987	-3	6,64	4 009	-5	5,34
Québec						
2000-01	103 208	1	14,03	93 316	-1	12,68
2001-02	118 196	15	15,98	104 413	12	14,12
2002-03	122 882	4	16,50 ^r	106 391	2	14,29
2003-04	123 031	0	16,42 ^r	103 911	-2	13,87 ^r
2004-05	132 225	7	17,53	109 548	5	14,52
Ontario⁴						
2000-01	241 835	8	20,70	211 764	5	18,12
2001-02	293 516	21	24,67	249 376	18	20,96
2002-03	291 704	-1	24,10 ^r	242 884	-3	20,07 ^r
2003-04	299 470	3	24,43 ^r	242 879	-0	19,82 ^r
2004-05	302 741	1	24,43	241 036	-1	19,45
Manitoba						
2000-01	18 095	3	15,77	15 322	0	13,35
2001-02	19 534	8	16,97	16 117	5	14,00
2002-03	20 396	4	17,65	16 569	3	14,34
2003-04	20 934	3	18,02 ^r	16 707	1	14,38 ^r
2004-05	21 365	2	18,26	16 718	0	14,29
Saskatchewan						
2000-01	10 989	4	10,90	9 416	1	9,34
2001-02	11 904	8	11,90	9 895	5	9,89
2002-03	12 239	3	12,29	9 894	-0	9,93 ^r
2003-04	12 937	6	13,01 ^r	10 227	3	10,28
2004-05	14 468	12	14,53	11 189	9	11,24
Alberta						
2000-01	27 215	4	9,06	23 181	1	7,71
2001-02	32 438	19	10,61	27 009	17	8,84
2002-03	36 670	13	11,77	29 525	9	9,47 ^r
2003-04	39 716	8	12,57 ^r	30 621	4	9,69 ^r
2004-05	42 692	7	13,33	32 465	6	10,14

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants – fin

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ¹		
	Total	Variation en %	Par habitant ²	Total	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Colombie-Britannique						
2000-01	87 515	5	21,67	77 242	3	19,12
2001-02	89 966	3	22,06	78 095	1	19,15
2002-03	71 353	-21	17,34	60 520	-23	14,71
2003-04	69 609	-2	16,76 ^r	57 815	-4	13,92 ^r
2004-05	60 623	-13	14,45	49 367	-15	11,76
Territoire du Yukon						
2000-01	1 032	-17	33,92	901	-19	29,60
2001-02	1 111	8	36,87	950	6	31,54
2002-03	1 281	15	42,51 ^r	1 088	15	36,11 ^r
2003-04	1 282	0	41,96 ^r	1 069	-2	34,99 ^r
2004-05	1 596	24	51,14	1 318	23	42,23
Territoires du Nord-Ouest⁵						
2000-01	3 511	-45	86,69	3 157	-46	77,96
2001-02	3 747	7	91,79	3 316	5	81,23
2002-03	3 767	1	90,80 ^r	3 239	-2	78,07 ^r
2003-04	3 947	5	93,52 ^r	3 334	3	78,98 ^r
2004-05	4 125	5	96,36	3 463	4	80,90
Nunavut⁵						
2000-01	2 836	...	103,13	...	...	...
2001-02	3 499	23	124,43	...	...	...
2002-03	3 920	12	136,40	3 920	...	136,40
2003-04	4 749	21	162,97 ^r	4 740	21	162,64 ^r
2004-05	5 023	6	169,44	4 963	5	167,43
Total						
2000-01	519 715	5	16,93	457 899 ^r	3 ^r	14,92 ^r
2001-02	593 118	...	19,12	509 552 ^r	...	16,43 ^r
2002-03	583 092	-2	18,59	489 993 ^r	-4 ^r	15,62
2003-04	602 639	...	19,03 ^r	492 755 ^r	...	15,56 ^r
2004-05	607 596	...	19,02	487 637	...	15,26

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 2000 et 2001; estimations postcensitaires définitives pour 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003; et estimations postcensitaires provisoires pour 2004.
3. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques ont engagé 20 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques.
5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense¹

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques										
	Total	Affaires criminelles				Affaires civiles		Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Terre-Neuve-et-Labrador											
2000-01	7 608	4 166	55	2 289	30	1 153	15	0	0		
2001-02	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2002-03	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2003-04	6 887	4 299	62 ^r	2 588	38 ^r	..	...	..	...
2004-05	..	..	...	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard											
2000-01	736	525	71	130	18	...	...	81	11	
2001-02	777	547	70	229	29	...	...	...	...
2002-03	853	564	66	289	34	...	...	...	...
2003-04	965	648	67	317	33	...	...	...	...
2004-05	1 442	..	...	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse²											
2000-01	11 031	5 491	50	4 629	42	888	8	23	0		
2001-02	12 993	6 164	47	5 198	40	1 366	11	265	2		
2002-03	13 178	6 522	49	5 337	40	1 227	9	92	1		
2003-04	13 965	6 864	49	5 791	41	1 310	9	0	0		
2004-05	16 309	8 384	51	6 441	39	1 220	7	264	2		
Nouveau-Brunswick³											
2000-01	4 104	1 884	46	1 618	39	592	14	9	0		
2001-02	5 437	2 433	45	1 243	23	655	12	1 107	20		
2002-03	4 849	2 461	51	1 597	33	765	16	26	1		
2003-04	5 147	2 666	52	1 814	35	667	13	0	0		
2004-05	4 987	2 719	55	1 547	31	721	14	0	0		
Québec											
2000-01	103 208	33 179	32	59 724	58	9 457	9	848	1		
2001-02	118 196	40 949	35	66 914	57	9 450	8	883	1		
2002-03	122 882	42 743	35	69 201	56	10 069	8	869	1		
2003-04	123 031	41 789	34	69 710	57	10 624	9	908	1		
2004-05	132 225	46 329	35	73 388	56	11 176	8	1 332	1		
Ontario⁴											
2000-01	241 835	84 254	35	103 639	43	43 951	18	9 991	4		
2001-02	293 516	97 336	33	122 709	42	60 236	21	13 235	5		
2002-03	291 704	98 957	34	131 972	45	56 374	19	4 401	2		
2003-04	299 470	111 059	37	137 702	46	56 130	19	-5 422	-2		
2004-05	302 741	105 330	35	129 202	43	52 365	17	15 844	5		
Manitoba											
2000-01	18 095	8 961	50	5 227	29	3 418	19	489	3		
2001-02	19 534	8 399	43	6 948	36	3 663	19	524	3		
2002-03	20 396	8 419	41	7 246	36	4 013	20	718	4		
2003-04	20 934	10 775	51	5 512	26	4 131	20	516	2		
2004-05	21 365	9 503	44	7 225	34	4 095	19	542	3		
Saskatchewan											
2000-01	10 989	6 497	59	3 319	30	1 173	11	..	...
2001-02	11 904	7 444	63	3 581	30	758	6	121	1		
2002-03	12 239	7 754	63	3 608	29	830	7	47	0		
2003-04	12 937	8 124	63	3 838	30	890	7	85	1		
2004-05	14 468	9 441	65	3 920	27	1 064	7	43	0		
Alberta											
2000-01	27 215	15 510	57	8 353	31	3 352	12	..	...
2001-02	32 438	16 998	52	12 012	37	3 267	10	161	0		
2002-03	36 670	19 402	53	13 481	37	3 613	10	174	0		
2003-04	39 716	20 373	51	15 167	38	3 951	10	225	1		
2004-05	42 692	21 752	51	15 888	37	4 832	11	220	1		

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense¹ – fin

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques					Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		milliers de \$	%	milliers de \$	%
		milliers de \$	%	milliers de \$	%				
Colombie-Britannique									
2000-01	87 515	32 113	37	45 807	52	7 651	9	1 944	2
2001-02	89 966	33 024	37	46 837	52	7 436	8	2 669	3
2002-03	71 353	32 759	46	29 772	42	6 566	9	2 256	3
2003-04	69 609	36 672	53	21 601	31	6 705	10	4 631	7
2004-05	60 623	33 026	54	15 321	25	7 973	13	4 303	7
Territoire du Yukon									
2000-01	1 032	624	60	161	16	247	24	0	0
2001-02	1 111	603	54	257	23	251	23	0	0
2002-03	1 281	723	56	296	23	262	20	0	0
2003-04	1 282	768	60	284	22	230	18	0	0
2004-05	1 596	790	49	499	31	278	17	29	2
Territoires du Nord-Ouest^{5,6}									
2000-01	3 511	479	14	631	18	544	15	1 857	53
2001-02	3 747	399	11	694	19	691	18	1 962	52
2002-03	3 767	..	...	..	...	572	15	47	1
2003-04	3 947	..	...	..	...	1 103	28	65	2
2004-05	4 125	..	...	..	...	621	15	828	20
Nunavut⁶									
2000-01	2 836	178	6	35	1	1 530	54	1 093	39
2001-02	3 499	869	25	296	8	802	23	1 532	44
2002-03	3 920	1 536	39	893	23	1 133	29	358	9
2003-04	4 749	1 864	39	722	15	2 057	43	106	2
2004-05	5 023	1 650	33	650	13	2 322	46	401	8
Total									
2000-01	519 715	193 861	37	235 562	45	73 956	14	16 335	3
2001-02	593 118	215 165	36	266 918	45	88 575	15	22 459	4
2002-03	583 092	...	...	...	...	85 424	15	8 988	2
2003-04	602 639	...	...	...	...	87 798	15	1 114	0
2004-05	607 596	...	...	...	...	86 667	14	23 806	4

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. En Nouvelle-Écosse, la catégorie « Autres dépenses » était composée en 2002-2003 des coûts du programme des travailleurs de soutien auprès des tribunaux de la jeunesse, qui ont été assumés par le programme en 2003-2004, et qui ne sont plus consignés séparément.

3. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques ont engagé 20 % des dépenses au chapitre des services juridiques directs.

5. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses directes relatives aux employés offrant des services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses directes au chapitre des services juridiques plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 6
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques¹

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques						
	Total	Dépenses directes totales	% du total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
				% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	milliers de \$	%
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Terre-Neuve-et-Labrador							
2000-01	7 608	6 455	85	4 166	65	2 289	35
2001-02	..	..	...	..	...	..	...
2002-03	..	..	...	..	...	..	...
2003-04	6 887	6 887	100	4 299	62	2 588	38
2004-05	..	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard							
2000-01	736	655	89	525	80	130	20
2001-02	777	776	100	547	70	229	30
2002-03	853	853	100	564	66	289	34
2003-04	965	965	100	648	67	317	33
2004-05	1 442	1 442	100	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse							
2000-01	11 031	10 120	92	5 491	54	4 629	46
2001-02	12 993	11 362	87	6 164	54	5 198	46
2002-03	13 178	11 859	90	6 522	55	5 337	45
2003-04	13 965	12 655	91	6 864	54	5 791	46
2004-05	16 309	14 825	91	8 384	57	6 441	43
Nouveau-Brunswick²							
2000-01	4 104	3 502	85	1 884	54	1 618	46
2001-02	5 437	3 675	68	2 433	66	1 243	34
2002-03	4 849	4 058	84	2 461	61	1 597	39
2003-04	5 147	4 480	87	2 666	60	1 814	40
2004-05	4 987	4 266	86	2 719	64	1 547	36
Québec							
2000-01	103 208	92 903	90	33 179	36	59 724	64
2001-02	118 196	107 863	91	40 949	38	66 914	62
2002-03	122 882	111 944	91	42 743	38	69 201	62
2003-04	123 031	111 499	91	41 789	37	69 710	63
2004-05	132 225	119 717	91	46 329	39	73 388	61
Ontario³							
2000-01	241 835	187 893	78	84 254	45	103 639	55
2001-02	293 516	220 045	75	97 336	44	122 709	56
2002-03	291 704	230 929	79	98 957	43	131 972	57
2003-04	299 470	248 762	83	111 059	45	137 702	55
2004-05	302 741	234 532	77	105 330	45	129 202	55
Manitoba							
2000-01	18 095	14 188	78	8 961	63	5 227	37
2001-02	19 534	15 347	79	8 399	55	6 948	45
2002-03	20 396	15 665	77	8 419	54	7 246	46
2003-04	20 934	16 287	78	10 775	66	5 512	34
2004-05	21 365	16 728	78	9 503	57	7 225	43
Saskatchewan							
2000-01	10 989	9 816	89	6 497	66	3 319	34
2001-02	11 904	11 025	93	7 444	68	3 581	32
2002-03	12 239	11 362	93	7 754	68	3 608	32
2003-04	12 937	11 962	92	8 124	68	3 838	32
2004-05	14 468	13 361	92	9 441	71	3 920	29

Tableau 6
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques¹ – fin

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques						
	Total	Dépenses directes totales	% du total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
				% des dépenses directes totales			
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Alberta							
2000-01	27 215	23 863	88	15 510	65	8 353	35
2001-02	32 438	29 010	89	16 998	59	12 012	41
2002-03	36 670	32 883	90	19 402	59	13 481	41
2003-04	39 716	35 540	89	20 373	57	15 167	43
2004-05	42 692	37 640	88	21 752	58	15 888	42
Colombie-Britannique							
2000-01	87 515	77 920	89	32 113	41	45 807	59
2001-02	89 966	79 861	89	33 024	41	46 837	59
2002-03	71 353	62 531	88	32 759	52	29 772	48
2003-04	69 609	58 273	84	36 672	63	21 601	37
2004-05	60 623	48 347	80	33 026	68	15 321	32
Territoire du Yukon							
2000-01	1 032	785	76	624	79	161	21
2001-02	1 111	860	77	603	70	257	30
2002-03	1 281	1 019	80	723	71	296	29
2003-04	1 282	1 052	82	768	73	284	27
2004-05	1 596	1 289	81	790	61	499	39
Territoires du Nord-Ouest^{4,5}							
2000-01	3 511	1 110	32	479	43	631	57
2001-02	3 747	1 093	29	399	37	694	63
2002-03	3 767	3 148	84	..	..	..	..
2003-04	3 947	2 779	70	..	..	..	..
2004-05	4 125	2 677	65	..	..	..	..
Nunavut⁵							
2000-01	2 836	213	8	178	84	35	16
2001-02	3 499	1 165	33	869	75	296	25
2002-03	3 920	2 429	62	1 536	63	893	37
2003-04	4 749	2 586	54	1 864	72	722	28
2004-05	5 023	2 300	46	1 650	72	650	28
Total							
2000-01	519 715	429 423	83	193 861	45	235 562	55
2001-02	593 118	482 082	81	215 165	45	266 918	55
2002-03	583 092	488 680	84	..	..	..	..
2003-04	602 639	513 727	85	..	..	..	..
2004-05	607 596	497 124	82	..	..	..	..

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques ont engagé 20 % des dépenses au chapitre des services juridiques directs.

4. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses directes relatives aux employés offrant des services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses directes au chapitre des services juridiques plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 7
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire¹

Province ou territoire et année	Total					Affaires criminelles					Affaires civiles						
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé			
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	milliers de \$	%		milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador																	
2000-01	6 455	6 098	94	357	6	4 166	3 827	92	339	8	2 289	2 271	99	18	1		
2001-02	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2002-03	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-04	6 887	6 853	100	35	1	4 299	4 268	99	31	1	2 588	2 585	100	3	0		
2004-05	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard																	
2000-01	655	543	83	112	17	525	452	86	73	14	130	91	70	39	30		
2001-02	776	563	73	213	27	547	473	86	74	14	229	90	39	139	61		
2002-03	853	558	65	295	35	564	457	81	107	19	289	101	35	188	65		
2003-04	965	671	70	294	30	648	550	85	98	15	317	121	38	196	62		
2004-05	1 442	1 137	79	305	21	..	..	...	151	...	..	..	...	154	...		
Nouvelle-Écosse																	
2000-01	10 120	8 351	83	1 769	17	5 491	4 634	84	857	16	4 629	3 717	80	912	20		
2001-02	11 362	9 266	82	2 096	18	6 164	5 121	83	1 043	17	5 198	4 145	80	1 053	20		
2002-03	11 859	9 627	81	2 232	19	6 522	5 349	82	1 173	18	5 337	4 278	80	1 059	20		
2003-04	12 655	10 311	81	2 344	19	6 864	5 792	84	1 072	16	5 791	4 519	78	1 272	22		
2004-05	14 825	11 611	78	3 214	22	8 384	6 863	82	1 521	18	6 441	4 748	74	1 693	26		
Nouveau-Brunswick²																	
2000-01	3 502	1 299	37	2 203	63	1 884	0	0	1 884	100	1 618	1 299	80	319	20		
2001-02	3 675	758	21	2 916	79	2 433	76	3	2 357	97	1 243	683	55	560	45		
2002-03	4 058	1 603	40	2 455	60	2 461	146	6	2 315	94	1 597	1 457	91	140	9		
2003-04	4 480	1 430	32	3 050	68	2 666	239	9	2 427	91	1 814	1 191	66	623	34		
2004-05	4 266	2 836	66	1 430	34	2 719	1 701	63	1 018	37	1 547	1 135	73	412	27		
Québec																	
2000-01	92 903	55 831	60	37 072	40	33 179	18 739	56	14 440	44	59 724	37 092	62	22 632	38		
2001-02	107 863	60 692	56	47 171	44	40 949	21 517	53	19 432	47	66 914	39 175	59	27 739	41		
2002-03	111 944	59 724	53	52 220	47	42 743	20 234	47	22 509	53	69 201	39 490	57	29 711	43		
2003-04	111 499	61 716	55	49 783	45	41 789	20 342	49	21 447	51	69 710	41 374	59	28 336	41		
2004-05	119 717	73 114	61	46 603	39	46 329	26 661	58	19 668	42	73 388	46 453	63	26 935	37		
Ontario³																	
2000-01	187 893	45 720	24	142 173	76	84 254	3 122	4	81 132	96	103 639	42 598	41	61 041	59		
2001-02	220 045	54 324	25	165 721	75	97 336	4 002	4	93 334	96	122 709	50 322	41	72 387	59		
2002-03	230 929	65 662	28	165 267	72	98 957	5 039	5	93 918	95	131 972	60 623	46	71 349	54		
2003-04	248 762	64 838	26	183 924	74	111 059	6 281	6	104 778	94	137 702	58 557	43	79 145	57		
2004-05	234 532	57 642	25	176 890	75	105 330	6 504	6	98 826	94	129 202	51 138	40	78 064	60		
Manitoba																	
2000-01	14 188	6 734	47	7 454	53	8 961	4 650	52	4 311	48	5 227	2 084	40	3 143	60		
2001-02	15 347	7 052	46	8 295	54	8 399	3 078	37	5 321	63	6 948	3 974	57	2 974	43		
2002-03	15 665	7 412	47	8 253	53	8 419	3 295	39	5 124	61	7 246	4 117	57	3 129	43		
2003-04	16 287	7 625	47	8 662	53	10 775	5 051	47	5 724	53	5 512	2 574	47	2 938	53		
2004-05	16 728	8 586	51	8 142	49	9 503	4 144	44	5 359	56	7 225	4 442	61	2 783	39		
Saskatchewan																	
2000-01	9 816	9 126	93	690	7	6 497	5 915	91	582	9	3 319	3 211	97	108	3		
2001-02	11 025	9 952	90	1 073	10	7 444	6 539	88	905	12	3 581	3 413	95	168	5		
2002-03	11 362	10 383	91	979	9	7 754	6 922	89	832	11	3 608	3 461	96	147	4		
2003-04	11 962	10 828	91	1 134	9	8 124	7 231	89	893	11	3 838	3 597	94	241	6		
2004-05	13 361	11 845	89	1 516	11	9 441	8 077	86	1 364	14	3 920	3 768	96	152	4		
Alberta																	
2000-01	23 863	2 580	11	21 283	89	15 510	2 374	15	13 136	85	8 353	206	2	8 147	98		
2001-02	29 010	5 140	18	23 870	82	16 998	2 388	14	14 610	86	12 012	2 752	23	9 260	77		
2002-03	32 883	7 206	22	25 677	78	19 402	2 554	13	16 848	87	13 481	4 652	35	8 829	65		
2003-04	35 540	7 732	22	27 808	78	20 373	3 096	15	17 277	85	15 167	4 636	31	10 531	69		
2004-05	37 640	8 869	24	28 771	76	21 752	3 610	17	18 142	83	15 888	5 259	33	10 629	67		
Colombie-Britannique																	
2000-01	77 920	27 586	35	50 334	65	32 113	8 976	28	23 137	72	45 807	18 610	41	27 197	59		
2001-02	79 861	28 524	36	51 337	64	33 024	9 583	29	23 441	71	46 837	18 941	40	27 896	60		
2002-03	62 531	16 301	26	46 230	74	32 759	6 412	20	26 347	80	29 772	9 889	33	19 883	67		
2003-04	58 273	7 124	12	51 149	88	36 672	3 715	10	32 957	90	21 601	3 409	16	18 192	84		
2004-05	48 347	7 598	16	40 749	84	33 026	4 052	12	28 974	88	15 321	3 546	23	11 775	77		

Tableau 7
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire¹ – fin

Province ou territoire et année	Total					Affaires criminelles					Affaires civiles							
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Territoire du Yukon																		
2000-01	785	468	60	317	40	624	353	57	271	43	161	115	71	46	29			
2001-02	860	622	72	238	28	603	459	76	144	24	257	163	63	94	37			
2002-03	1 019	801	79	218	21	723	569	79	154	21	296	232	78	64	22			
2003-04	1 052	915	87	137	13	768	645	84	123	16	284	270	95	14	5			
2004-05	1 289	1 143	89	145	11	790	658	83	132	17	499	485	97	14	3			
Territoires du Nord-Ouest^{4,5}																		
2000-01	1 110	..	...	..	...	479	..	...	..	...	631	..	...	..	...
2001-02	1 093	..	...	..	...	399	..	...	..	...	694	..	...	..	...
2002-03	3 148	1 435	46	1 712	54	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-04	2 779	1 224	44	1 556	56	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-05	2 677	1 031	39	1 645	61	..	..	...	1 343	...	..	..	...	302	...			
Nunavut⁵																		
2000-01	213	..	...	..	...	178	..	...	..	...	35	..	...	..	...
2001-02	1 165	692	59	473	41	869	495	57	374	43	296	197	67	99	33			
2002-03	2 429	1 725	71	704	29	1 536	982	64	554	36	893	743	83	150	17			
2003-04	2 586	1 251	48	1 335	52	1 864	796	43	1 068	57	722	455	63	267	37			
2004-05	2 300	1 050	46	1 250	54	1 650	700	42	950	58	650	350	54	300	46			
Total																		
2000-01	429 423	...	...	...	...	193 861	...	...	...	...	235 562	...	...	...	...
2001-02	482 082	...	...	...	...	215 165	...	...	...	...	266 918	...	...	...	...
2002-03	488 680	182 437	37	306 242	63	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-04	513 727	182 518	36	331 211	64	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-05	497 124	186 462	38	310 660	62	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques étaient responsables de 80 % des dépenses en services juridiques directs pour les avocats salariés.
4. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses directes relatives aux employés offrant des services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses directes au chapitre des services juridiques plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.
5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 8
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle¹

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes					Affaires de compétence provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%		
Terre-Neuve-et-Labrador²																				
2000-01	4 166	3 827	92	339	8	3 550	3 216	91	334	9	616	611	99	5	1	.	.	...	.	...
2001-02	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2002-03	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2003-04	4 299	4 268	99	31	1	3 363	3 333	99	30	1	936	935	100	1	0	.	.	...	.	...
2004-05	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
Île-du-Prince-Édouard																				
2000-01	525	452	86	73	14	455	390	86	65	14	70	62	89	8	11	.	.	...	.	...
2001-02	547	473	86	74	14	488	417	85	71	15	59	56	95	3	5	.	.	...	.	...
2002-03	564	457	81	107	19	499	396	79	103	21	65	61	94	4	6	.	.	...	.	...
2003-04	648	550	85	98	15	585	490	84	95	16	63	60	95	3	5	.	.	...	.	...
2004-05	..	..	...	151	...	..	..	...	147	...	..	..	...	4	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse																				
2000-01	5 491	4 634	84	857	16	4 457	3 752	84	705	16	1 034	882	85	152	15	.	.	...	0	...
2001-02	6 164	5 121	83	1 043	17	5 002	4 136	83	866	17	1 162	985	85	177	15	.	.	...	0	...
2002-03	6 522	5 349	82	1 173	18	5 308	4 335	82	973	18	1 214	1 014	84	200	16	.	.	...	0	...
2003-04	6 864	5 792	84	1 072	16	5 511	4 592	83	919	17	1 353	1 200	89	153	11	.	.	...	0	...
2004-05	8 384	6 863	82	1 521	18	6 692	5 348	80	1 344	20	1 692	1 515	90	177	10	.	.	...	0	...
Nouveau-Brunswick³																				
2000-01	1 884	0	0	1 884	100	1 740	..	...	1 740	100	110	..	...	110	100	35	0	0	35	100
2001-02	2 433	76	3	2 357	97	2 193	38	2	2 155	98	174	38	22	136	78	66	0	0	66	100
2002-03	2 461	146	6	2 315	94	2 221	146	7	2 075	93	119	0	0	119	100	121	0	0	121	100
2003-04	2 666	239	9	2 427	91	2 421	239	10	2 182	90	150	0	0	150	100	95	0	0	95	100
2004-05	2 719	1 701	63	1 018	37	2 480	1 533	62	947	38	166	133	80	33	20	73	35	48	38	52
Québec																				
2000-01	33 179	18 739	56	14 440	44	26 060	14 960	57	11 100	43	4 688	2 806	60	1 882	40	2 431	973	40	1 458	60
2001-02	40 949	21 517	53	19 432	47	32 427	17 014	52	15 413	48	5 942	3 667	62	2 275	38	2 580	836	32	1 744	68
2002-03	42 743	20 234	47	22 509	53	34 761	15 861	46	18 900	54	5 674	3 630	64	2 044	36	2 308	743	32	1 565	68
2003-04	41 789	20 342	49	21 447	51	34 428	16 175	47	18 253	53	5 239	3 427	65	1 812	35	2 122	740	35	1 382	65
2004-05	46 329	26 661	58	19 668	42	37 087	20 503	55	16 584	45	7 259	5 423	75	1 836	25	1 983	735	37	1 248	63
Ontario²																				
2000-01	84 254	3 122	4	81 132	96	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	900	0	0	900	100
2001-02	97 336	4 002	4	93 334	96	79 714	3 002	4	76 712	96	17 623	1 001	6	16 622	94	..	..	...	..	...
2002-03	98 957	5 039	5	93 918	95	81 607	3 779	5	77 828	95	17 350	1 260	7	16 090	93	..	..	...	..	...
2003-04	111 059	6 281	6	104 778	94	92 652	4 711	5	87 941	95	18 407	1 570	9	16 837	91	..	..	...	..	...
2004-05	105 330	6 504	6	98 826	94	90 700	4 420	5	86 280	95	14 584	2 038	14	12 546	86	46	46	100	..	...
Manitoba																				
2000-01	8 961	4 650	52	4 311	48	7 069	3 290	47	3 779	53	1 869	1 344	72	525	28	23	16	70	7	30
2001-02	8 399	3 078	37	5 321	63	6 798	2 151	32	4 647	68	1 574	909	58	665	42	27	18	67	9	33
2002-03	8 419	3 295	39	5 124	61	7 022	2 530	36	4 492	64	1 350	745	55	605	45	47	20	43	27	57
2003-04	10 775	5 051	47	5 724	53	8 911	4 022	45	4 889	55	1 827	1 018	56	809	44	37	11	30	26	70
2004-05	9 503	4 144	44	5 359	56	7 891	3 271	41	4 620	59	1 571	844	54	727	46	41	29	71	12	29
Saskatchewan																				
2000-01	6 497	5 915	91	582	9	4 963	4 490	90	473	10	1 529	1 423	93	106	7	5	2	40	3	60
2001-02	7 444	6 539	88	905	12	5 757	4 995	87	762	13	1 679	1 539	92	140	8	8	5	63	3	38
2002-03	7 754	6 922	89	832	11	6 060	5 334	88	726	12	1 691	1 587	94	104	6	3	1	33	2	67
2003-04	8 124	7 231	89	893	11	6 505	5 740	88	765	12	1 616	1 490	92	126	8	3	1	33	2	67
2004-05	9 441	8 077	86	1 364	14	7 675	6 518	85	1 157	15	1 763	1 558	88	205	12	3	1	33	2	67
Alberta																				
2000-01	15 510	2 374	15	13 136	85	11 604	584	5	11 020	95	3 814	1 790	47	2 024	53	92	0	0	92	100
2001-02	16 998	2 388	14	14 610	86	12 878	505	4	12 373	96	4 041	1 883	47	2 158	53	79	0	0	79	100
2002-03	19 402	2 554	13	16 848	87	14 751	484	3	14 267	97	4 520	2 070	46	2 450	54	131	0	0	131	100
2003-04	20 373	3 096	15	17 277	85	15 470	648	4	14 822	96	4 786	2 448	51	2 338	49	117	0	0	117	100
2004-05	21 752	3 610	17	18 142	83	17 026	1 088	6	15 938	94	4 616	2 522	55	2 094	45	110	0	0	110	100
Colombie-Britannique																				
2000-01	32 113	8 976	28	23 137	72	26 647	6 116	23	20 531	77	4 981	2 536	51	2 445	49	485	324	67	161	33
2001-02	33 024	9 583	29	23 441	71	27 405	6 490	24	20 915	76	4 932	2 592	53	2 340	47	687	501	73	186	27
2002-03	32 759	6 412	20	26 347	80	28 208	4 703	17	23 505	83	4 164	1 522	37	2 642	63	387	187	48	200	52
2003-04	36 672	3 715	10	32 957	90	32 539	3 255	10	29 284	90	3 513	378	11	3 135	89	620	82	13	538	87
2004-05	33 026	4 052	12	28 974	88	29 450	3 556	12	25 894	88	3 186	416	13	2 770	87	390	80	21	310	79

Tableau 8
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle¹ – fin

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes					Affaires de compétence provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%		
Territoire du Yukon																				
2000-01	624	353	57	271	43	578	319	55	259	45	46	34	74	12	26	0	0	0	0	
2001-02	603	459	76	144	24	504	366	73	138	27	99	93	94	6	6	0	0	0	0	
2002-03	723	569	79	154	21	674	530	79	144	21	49	39	80	10	20	0	0	0	0	
2003-04	768	645	84	123	16	698	582	83	116	17	70	63	90	7	10	0	0	0	0	
2004-05	790	658	83	132	17	720	594	83	126	18	70	64	91	6	9	0	0	0	0	
Territoires du Nord-Ouest⁴																				
2000-01	479	..	...	..	...	462	..	...	..	...	17	..	...	..	...	..	...	..	...
2001-02	399	..	...	..	...	391	..	...	..	...	9	..	...	..	...	..	...	..	...
2002-03	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2003-04	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2004-05	..	..	...	1 343	...	..	..	...	1 325	...	..	..	...	18	...	..	...	..	...
Nunavut^{4,5}																				
2000-01	178	..	...	..	...	175	..	...	..	...	3	..	...	..	...	..	...	..	...
2001-02	869	495	57	374	43	867	495	57	372	43	2	0	0	2	100	..	..	...	..
2002-03	1 536	982	64	554	36	1 487	982	66	505	34	49	0	0	49	100	..	..	...	..
2003-04	1 864	796	43	1 068	57	1 822	796	44	1 026	56	42	0	0	42	100	..	..	...	..
2004-05	1 650	700	42	950	58	1 380	580	42	800	58	270	120	44	150	56	..	..	...	..
Total																				
2000-01	193 861	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2001-02	215 165	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2002-03	221 840	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-04	245 901	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-05	238 924	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. À Terre-Neuve-et-Labrador et en Ontario, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
3. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales/territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 9
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile¹

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
2000-01	2 289	2 271	99	18	1	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-02	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-03	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-04	2 588	2 585	100	3	0	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-05	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Île-du-Prince-Édouard															
2000-01	130	91	70	39	30	130	91	70	39	30	...	...	...	...	...
2001-02	229	90	39	139	61	229	90	39	139	61	...	...	...	...	...
2002-03	289	101	35	188	65	202	101	50	101	50	87	0	0	87	100
2003-04	317	121	38	196	62	317	121	38	196	62	...	...	...	...	...
2004-05	..	..	...	154	...	..	..	...	154	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse															
2000-01	4 629	3 717	80	912	20	4 629	3 717	80	912	20	0	0	...	0	...
2001-02	5 198	4 145	80	1 053	20	5 198	4 145	80	1 053	20	0	0	...	0	...
2002-03	5 337	4 278	80	1 059	20	5 337	4 278	80	1 059	20	0	0	...	0	...
2003-04	5 791	4 519	78	1 272	22	5 791	4 519	78	1 272	22	0	0	...	0	...
2004-05	6 441	4 748	74	1 693	26	6 441	4 748	74	1 693	26	0	0	...	0	...
Nouveau-Brunswick²															
2000-01	1 618	1 299	80	319	20	580	425	73	155	27	1 038	874	84	164	16
2001-02	1 243	683	55	560	45	968	683	71	286	30	275	0	0	275	100
2002-03	1 597	1 457	91	140	9	1 515	1 375	91	140	9	82	82	100	0	0
2003-04	1 814	1 191	66	623	34	1 488	1 191	80	297	20	326	0	0	326	100
2004-05	1 547	1 135	73	412	27	1 547	1 135	73	412	27	0	0	...	0	...
Québec															
2000-01	59 724	37 092	62	22 632	38	38 233	24 011	63	14 222	37	21 491	13 081	61	8 410	39
2001-02	66 914	39 175	59	27 739	41	45 172	26 582	59	18 590	41	21 742	12 593	58	9 149	42
2002-03	69 201	39 490	57	29 711	43	48 770	27 543	56	21 227	44	20 431	11 947	58	8 484	42
2003-04	69 710	41 374	59	28 336	41	48 972	29 207	60	19 765	40	20 738	12 167	59	8 571	41
2004-05	73 388	46 453	63	26 935	37	52 663	33 148	63	19 515	37	20 725	13 305	64	7 420	36
Ontario³															
2000-01	103 639	42 598	41	61 041	59	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2001-02	122 709	50 322	41	72 387	59	..	..	...	48 877	...	..	..	...	23 510	...
2002-03	131 972	60 623	46	71 349	54	..	..	...	47 584	...	..	..	...	23 765	...
2003-04	137 702	58 557	43	79 145	57	..	..	...	52 547	...	..	..	...	26 599	...
2004-05	129 202	51 138	40	78 064	60	54 868	2 809	5	52 059	95	74 334	48 329	65	26 005	35
Manitoba															
2000-01	5 227	2 084	40	3 143	60	5 227	2 084	40	3 143	60	...	...	...	...	...
2001-02	6 948	3 974	57	2 974	43	6 948	3 974	57	2 974	43	...	...	...	...	...
2002-03	7 246	4 117	57	3 129	43	7 246	4 117	57	3 129	43	...	...	...	...	...
2003-04	5 512	2 574	47	2 938	53	5 512	2 574	47	2 938	53	...	...	...	...	...
2004-05	7 225	4 442	61	2 783	39	7 225	4 442	61	2 783	39	...	...	...	...	...
Saskatchewan															
2000-01	3 319	3 211	97	108	3	3 311	3 203	97	108	3	8	8	100	0	0
2001-02	3 581	3 413	95	168	5	3 573	3 405	95	168	5	8	8	100	0	0
2002-03	3 608	3 461	96	147	4	3 605	3 458	96	147	4	3	3	100	0	0
2003-04	3 838	3 597	94	241	6	3 835	3 594	94	241	6	3	3	100	0	0
2004-05	3 920	3 768	96	152	4	3 911	3 759	96	152	4	9	9	100	0	0
Alberta															
2000-01	8 353	206	2	8 147	98	6 120	173	3	5 947	97	2 233	33	1	2 200	99
2001-02	12 012	2 752	23	9 260	77	..	..	...	7 084	...	4 928	2 752	56	2 176	44
2002-03	13 481	4 652	35	8 829	65	..	..	...	6 754 ^r	...	6 727	4 652	69	2 075	31
2003-04	15 167	4 636	31	10 531	69	..	..	...	8 056 ^r	...	7 111	4 636	65	2 475	35
2004-05	15 888	5 259	33	10 629	67	..	..	...	9 141	...	6 747	5 259	78	1 488	22
Colombie-Britannique															
2000-01	45 807	18 610	41	27 197	59	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-02	46 837	18 941	40	27 896	60	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-03	29 772	9 889	33	19 883	67	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-04	21 601	3 409	16	18 192	84	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-05	15 321	3 546	23	11 775	77	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Territoire du Yukon															
2000-01	161	115	71	46	29	150	104	69	46	31	11	11	100	0	0
2001-02	257	163	63	94	37	243	151	62	92	38	14	12	86	2	14
2002-03	296	232	78	64	22	277	214	77	63	23	19	18	95	1	5
2003-04	284	270	95	14	5	255	243	95	12	5	29	27	93	2	7
2004-05	499	485	97	14	3	265	252	95	13	5	234	234	100	1	0

Tableau 9
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile¹ – fin

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Territoires du Nord-Ouest⁴															
2000-01	631	..	...	..	...	594	..	...	..	...	38	..	...	..	...
2001-02	694	..	...	..	...	672	..	...	..	...	22	..	...	..	...
2002-03	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-04	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-05	..	..	...	302	...	..	..	...	267	...	..	..	...	35	...
Nunavut⁴															
2000-01	35	..	...	..	...	34	..	...	..	...	1	0	0	..	...
2001-02	296	197	67	99	33	293	197	67	96	33	3	0	0	3	100
2002-03	893	743	83	150	17	871	743	85	128	15	22	0	0	22	100
2003-04	722	455	63	267	37	722	455	63	267	37	0	0	...	0	...
2004-05	650	350	54	300	46	570	350	61	220	39	80	0	0	80	100
Total															
2000-01	235 562	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2001-02	266 918	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2002-03	263 692	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-04	265 046	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-05	254 081	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques ont engagé 94 % des dépenses en services juridiques directs pour d'autres affaires civiles.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 10
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire^{1,2}

Province ou territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en %	Total	Variation en %	% du total	Total	Variation en %	% du total
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	%	n ^{bre}	%	%
Terre-Neuve-et-Labrador³								
2000-01	10 751	- 5	7 991	- 4	74	2 760	- 10	26
2001-02	11 548	7	8 753	10	76	2 795	1	24
2002-03	13 698	19	10 969	25	80	2 729	- 2	20
2003-04	8 834	...	4 572	...	52	4 262	...	48
2004-05	..	...	..	...	...	..	...	...
Île-du-Prince-Édouard								
2000-01	.	...	.	...	...	.	...	...
2001-02	.	...	.	...	...	.	...	...
2002-03	.	...	.	...	...	.	...	...
2003-04	.	...	.	...	...	.	...	...
2004-05	.	...	.	...	...	.	...	...
Nouvelle-Écosse⁴								
2000-01	24 087	0	15 739	1	65	8 348	- 0	35
2001-02	25 946	8	18 027	15	69	7 919	- 5	31
2002-03	18 674	...	10 810	...	58	7 864	...	42
2003-04	18 650	- 0	10 965	1	59	7 685	- 2	41
2004-05	19 458	4	11 429	4	59	8 029	4	41
Nouveau-Brunswick⁵								
2000-01	5 278	2	1 883	- 7	36	3 395	7	64
2001-02	2 468	...	2 118	12	86	350	...	14
2002-03	2 382	- 3	2 038	- 4	86	344	- 2	14
2003-04	2 507	5	2 129	4	85	378	10	15
2004-05	2 220	- 11	1 838	- 14	83	382	1	17
Québec								
2000-01	253 326	- 2	96 363	1	38	156 963	- 3	62
2001-02	264 270	4	109 993	14	42	154 277	- 2	58
2002-03	266 037	1	112 402	2	42	153 635	- 0	58
2003-04	263 658	- 1	112 229	- 0	43	151 429	- 1	57
2004-05	257 949	- 2	113 420	1	44	144 529	- 5	56
Ontario⁶								
2000-01	365 077	4	..	...	...	..	...	...
2001-02	358 376	- 2	..	...	...	..	...	...
2002-03	362 586	1	..	...	...	..	...	...
2003-04	341 492	- 6	..	...	...	..	...	...
2004-05	329 000	...	80 000	...	24	249 000	...	76
Manitoba⁷								
2000-01	21 705	- 2	11 451	- 3	53	10 254	0	47
2001-02	21 509	- 1	11 449	- 0	53	10 060	- 2	47
2002-03	21 199	- 1	11 449	0	54	9 750	- 3	46
2003-04	19 091	- 10	10 788	- 6	57	8 303	- 15	43
2004-05	25 620	34	16 771	55	65	8 849	7	35
Saskatchewan⁸								
2000-01	23 530	- 4	17 513	- 2	74	6 017	- 9	26
2001-02	22 213	- 6	16 657	- 5	75	5 556	- 8	25
2002-03	21 946	- 1	16 001	- 4	73	5 945	7	27
2003-04	22 450	2	16 540	3	74	5 910	- 1	26
2004-05	23 184	3	17 029	3	73	6 155	4	27
Alberta								
2000-01	45 386	7	30 594	5	67	14 792	11	33
2001-02	48 185	6	33 054	8	69	15 131	2	31
2002-03	50 533	5	34 826	5	69	15 707	4	31
2003-04	50 544	0	34 274	- 2	68	16 270	4	32
2004-05	53 985	7	34 987	2	65	18 998	17	35
Colombie-Britannique⁹								
2000-01	96 880	- 2	35 713	- 7	37	61 167	2	63
2001-02	92 232	- 5	33 662	- 6	36	58 570	- 4	64
2002-03	53 606	- 42	28 837	- 14	54	24 769	- 58	46
2003-04	42 176	- 21	28 821	- 0	68	13 355	- 46	32
2004-05	39 749	- 6	27 823	- 3	70	11 926	- 11	30

Tableau 10
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en %	Total	Variation en %	% du total	Total	Variation en %	% du total
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	%	n ^{bre}	%	%
Territoire du Yukon¹⁰								
2000-01	1 291	27	918	19	71	373	55	29
2001-02	1 384	7	974	6	70	410	10	30
2002-03	1 438	4	1 077	11	75	361	- 12	25
2003-04	1 683	17	1 149	7	68	534	48	32
2004-05	1 899	13	1 233	7	65	666	25	35
Territoires du Nord-Ouest^{11,12}								
2000-01	1 273	- 25	547	- 37	43	726	- 14	57
2001-02	1 147	- 10	537	- 2	47	610	- 16	53
2002-03	1 376	20	711	32	52	665	9	48
2003-04	1 517	10	835	17	55	682	3	45
2004-05	1 433	- 6	770	- 8	54	663	- 3	46
Nunavut^{11,13}								
2000-01	785	...	439	...	56	346	...	44
2001-02	831	6	482	10	58	349	1	42
2002-03	550	- 34	288	- 40	52	262	- 25	48
2003-04	652	19	361	25	55	291	11	45
2004-05	805	23	488	35	61	317	9	39
Total								
2000-01	849 369	1	...	...	...	...	...	...
2001-02	850 109	...	...	...	...	...	...	...
2002-03	814 025	...	...	...	...	...	...	...
2003-04	773 254	...	...	...	...	...	...	...
2004-05	755 302	...	305 788	...	40	449 514	...	60

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
3. Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve-et-Labrador en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. À partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2003-2004.
4. En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office sous le total des demandes d'aide juridique. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2003-2004.
5. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
6. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, le régime d'aide juridique a reçu 135 451 demandes écrites de services offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 193 549 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi.
7. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003.
8. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
9. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
10. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
11. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
12. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
13. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 11
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des demandes	Affaires criminelles						Affaires civiles					
		Total	Adultes		Jeunes		Lois provinciales		Total	Droit de la famille		Autres	
		n ^{bre}	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}
Terre-Neuve-et-Labrador³													
2000-01	10 751	7 991	6 341	79	1 650	21	.	...	2 760	..	...	..	...
2001-02	11 548	8 753	6 798	78	1 955	22	.	...	2 795	..	...	..	...
2002-03	13 698	10 969	7 458	68	3 511	32	.	...	2 729	..	...	..	...
2003-04	8 834	4 572	3 628	79	944	21	.	...	4 262	4 216	99	46	1
2004-05	..	..	..	...	..	...	.	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard													
2000-01	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-02	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-03	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-04	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-05	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴													
2000-01	24 087	15 739	12 843	82	2 791	18	105	1	8 348	7 676	92	672	8
2001-02	25 946	18 027	14 802	82	3 105	17	120	1	7 919	7 423	94	496	6
2002-03	18 674	10 810	8 320	77	2 416	22	74	1	7 864	7 372	94	492	6
2003-04	18 650	10 965	8 828	81	2 027	18	110	1	7 685	7 240	94	445	6
2004-05	19 458	11 429	9 207	81	2 118	19	104	1	8 029	7 547	94	482	6
Nouveau-Brunswick⁵													
2000-01	5 278	1 883	1 584	84	209	11	90	5	3 395	3 170	93	225	7
2001-02	2 468	2 118	1 759	83	267	13	92	4	350	125	36	225	64
2002-03	2 382	2 038	1 701	83	206	10	131	6	344	153	44	191	56
2003-04	2 507	2 129	1 783	84	196	9	150	7	378	378	100	0	0
2004-05	2 220	1 838	1 594	87	147	8	97	5	382	382	100	0	0
Québec													
2000-01	253 326	96 363	76 605	79	11 974	12	7 784	8	156 963	96 594	62	60 369	38
2001-02	264 270	109 993	89 331	81	13 315	12	7 347	7	154 277	94 600	61	59 677	39
2002-03	266 037	112 402	91 628	82	13 538	12	7 236	6	153 635	95 193	62	58 442	38
2003-04	263 658	112 229	92 343	82	12 880	11	7 006	6	151 429	94 902	63	56 527	37
2004-05	257 949	113 420	93 884	83	13 259	12	6 277	6	144 529	90 809	63	53 720	37
Ontario⁶													
2000-01	365 077	..	..	...	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2001-02	358 376	..	..	...	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2002-03	362 586	..	..	...	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-04	341 492	..	..	...	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-05	329 000	80 000	69 136	86	10 581	13	283	0	249 000	39 054	16	209 946	84
Manitoba⁷													
2000-01	21 705	11 451	9 581	84	1 870	16	.	...	10 254	10 254	100	..	...
2001-02	21 509	11 449	9 658	84	1 791	16	.	...	10 060	10 060	100	..	...
2002-03	21 199	11 449	9 503	83	1 946	17	.	...	9 750	9 750	100	..	...
2003-04	19 091	10 788	9 104	84	1 684	16	.	...	8 303	8 303	100	..	...
2004-05	25 620	16 771	13 746	82	3 025	18	.	...	8 849	8 849	100	..	...
Saskatchewan⁸													
2000-01	23 530	17 513	13 764	79	3 727	21	22	0	6 017	6 006	100	11	0
2001-02	22 213	16 657	12 591	76	4 046	24	20	0	5 556	5 549	100	7	0
2002-03	21 946	16 001	12 393	77	3 598	22	10	0	5 945	5 942	100	3	0
2003-04	22 450	16 540	13 118	79	3 404	21	18	0	5 910	5 898	100	12	0
2004-05	23 184	17 029	13 551	80	3 466	20	12	0	6 155	6 147	100	8	0
Alberta													
2000-01	45 386	30 594	23 698	77	6 687	22	209	1	14 792	13 811	93	981	7
2001-02	48 185	33 054	25 712	78	7 123	22	219	1	15 131	14 019	93	1 112	7
2002-03	50 533	34 826	27 396	79	7 142	21	288	1	15 707	14 496	92	1 211	8
2003-04	50 544	34 274	28 000	82	6 028	18	246	1	16 270	15 029	92	1 241	8
2004-05	53 985	34 987	28 670	82	5 709	16	608	2	18 998	16 566	87	2 432	13
Colombie-Britannique⁹													
2000-01	96 880	35 713	29 368	82	5 387	15	958	3	61 167	25 217	41	35 950	59
2001-02	92 232	33 662	27 555	82	4 988	15	1 119	3	58 570	23 168	40	35 402	60
2002-03	53 606	28 837	23 896	83	4 263	15	678	2	24 769	11 029	45	13 740	55
2003-04	42 176	28 821	24 632	85	3 389	12	800	3	13 355	11 294	85	2 061	15
2004-05	39 749	27 823	23 915	86	3 219	12	689	2	11 926	10 932	92	994	8

Tableau 11
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle et civile^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes n ^{bre}	Affaires criminelles						Affaires civiles							
		Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales		Total		Droit de la famille		Autres	
		n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Territoire du Yukon¹⁰															
2000-01	1 291	918	729	79	189	21	0	0	373	329	88	44	12		
2001-02	1 384	974	808	83	166	17	0	0	410	379	92	31	8		
2002-03	1 438	1 077	872	81	205	19	0	0	361	342	95	19	5		
2003-04	1 683	1 149	1 049	91	100	9	0	0	534	482	90	52	10		
2004-05	1 899	1 233	1 114	90	119	10	0	0	666	500	75	166	25		
Territoires du Nord-Ouest^{11,12}															
2000-01	1 273	547	491	90	44	8	12	2	726	680	94	46	6		
2001-02	1 147	537	453	84	54	10	30	6	610	569	93	41	7		
2002-03	1 376	711	625	88	86	12	..	..	665	612	92	53	8
2003-04	1 517	835	779	93	56	7	..	..	682	624	91	58	9
2004-05	1 433	770	695	90	75	10	..	..	663	637	96	26	4
Nunavut^{11,13}															
2000-01	785	439	416	95	23	5	..	..	346	321	93	25	7
2001-02	831	482	440	91	42	9	..	..	349	314	90	35	10
2002-03	550	288	269	93	19	7	..	..	262	246	94	16	6
2003-04	652	361	349	97	12	3	..	..	291	267	92	24	8
2004-05	805	488	466	95	22	5	..	..	317	296	93	21	7
Total															
2000-01	849 369	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-02	850 109	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-03	814 025	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-04	773 254	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-05	755 302	305 788	255 978	84	41 740	14	8 070	3	449 514	181 719	40	267 795	60		

- Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
- La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
- Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve-et-Labrador en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. À partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes.
- En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office sous le total des demandes d'aide juridique.
- La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
- L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, le régime d'aide juridique a reçu 57 511 demandes écrites de services civils offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 193 549 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi, dont 94 % avaient rapport à d'autres affaires civiles.
- Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003.
- À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
- En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
- Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
- Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
- Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence. Les chiffres relatifs à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire¹

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²			Affaires criminelles ³			Affaires civiles ³				
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires criminelles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires civiles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴
	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	%		n ^{bre}	%	%	
Terre-Neuve-et-Labrador											
2000-01	4 408	-22	8	2 560	-20	58	5	1 848	-24	42	3
2001-02	4 529	3	9	2 662	4	59	5	1 867	1	41	4
2002-03	4 731	4	9	3 049	15	64	6	1 682	-10	36	3
2003-04	4 849	2	9	3 119	2	64	6	1 730	3	36	3
2004-05	..	...	...	..	...	...	...	..	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard⁵											
2000-01	1 185	-2	9	1 083	-4	91	8	102	34	9	1
2001-02	1 385	17	10	1 132	5	82	8	253	148	18	2
2002-03	1 478	7	11	1 187	5	80	9	291	15	20	2
2003-04	1 265	-14	9	1 043	-12	82	8	222	-24	18	2
2004-05	1 496	18	11	1 167	12	78	8	329	48	22	2
Nouvelle-Écosse											
2000-01	15 150	-2	16	9 551	-2	63	10	5 599	-2	37	6
2001-02	14 759	-3	16	9 445	-1	64	10	5 314	-5	36	6
2002-03	14 685	-1	16	9 404	-0	64	10	5 281	-1	36	6
2003-04	14 847	1	16	9 680	3	65	10	5 167	-2	35	6
2004-05	15 576	5	17	9 965	3	64	11	5 611	9	36	6
Nouveau-Brunswick⁶											
2000-01	3 935	-15	5	1 226	-5	31	2	2 709	-19	69	4
2001-02	1 673	...	2	1 399	...	84	2	274	...	16	0
2002-03	1 914	14	3	1 638	17	86	2	276	1	14	0
2003-04	1 635	-15	2	1 373	-16	84	2	262	-5	16	0
2004-05	1 361	-17	2	1 097	-20	81	1	264	1	19	0
Québec											
2000-01	212 192	-2	29	78 951	2	37	11	133 241	-4	63	18
2001-02	217 574	3	29	87 484	11	40	12	130 090	-2	60	18
2002-03	219 570	1	29	89 925	3	41	12	129 645	-0	59	17
2003-04	217 268	-1	29	89 824	-0	41	12	127 444	-2	59	17
2004-05	213 302	-2	28	91 889	2	43	12	121 413	-5	57	16
Ontario											
2000-01	159 338	13	14	65 279	5	41	6	94 059	19	59	8
2001-02	145 227	-9	12	63 201	-3	44	5	82 026	-13	56	7
2002-03	137 693	-5	11	61 076	-3	44	5	76 617	-7	56	6
2003-04	121 700	-12	10	60 775	-0	50	5	60 925	-20	50	5
2004-05	122 916	...	10	61 111	...	50	5	61 805	...	50	5
Manitoba⁷											
2000-01	17 627	1	15	9 028	2	51	8	8 599	1	49	7
2001-02	17 518	-1	15	9 144	1	52	8	8 374	-3	48	7
2002-03	22 498	...	19	14 272	...	63	12	8 226	...	37	7
2003-04	20 508	-9	18	13 760	-4	67	12	6 748	-18	33	6
2004-05	21 985	7	19	15 229	11	69	13	6 756	0	31	6
Saskatchewan⁸											
2000-01	22 057	1	22	16 585	1	75	16	5 472	0	25	5
2001-02	20 677	-6	21	15 596	-6	75	16	5 081	-7	25	5
2002-03	19 119	-8	19	14 197	-9	74	14	4 922	-3	26	5
2003-04	19 151	0	19	14 442	2	75	15	4 709	-4	25	5
2004-05	19 828	4	20	14 900	3	75	15	4 928	5	25	5
Alberta											
2000-01	33 799	5	11	24 429	4	72	8	9 370	8	28	3
2001-02	36 420	8	12	26 589	9	73	9	9 831	5	27	3
2002-03	37 822	4	12	27 711	4	73	9	10 111	3	27	3
2003-04	36 889	-2	12	26 765	-3	73	8	10 124	0	27	3
2004-05	40 410	10	13	27 140	1	67	8	13 270	31	33	4
Colombie-Britannique⁹											
2000-01	50 513	-2	13	25 845	-6	51	6	24 668	3	49	6
2001-02	46 889	-7	11	24 288	-6	52	6	22 601	-8	48	6
2002-03	31 537	-33	8	21 970	-10	70	5	9 567	-58	30	2
2003-04	30 083	-5	7	21 828	-1	73	5	8 255	-14	27	2
2004-05	28 518	-5	7	21 404	-2	75	5	7 114	-14	25	2

Tableau 12
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire¹ – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²			Affaires criminelles ³			Affaires civiles ³				
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires criminelles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires civiles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴
	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	%		n ^{bre}	%	%	
Territoire du Yukon¹⁰											
2000-01	800	- 20	26	554	- 28	69	18	246	4	31	8
2001-02	957	20	32	689	24	72	23	268	9	28	9
2002-03	1 391	45	46	1 056	53	76	35	335	25	24	11
2003-04	1 565	13	51 ^r	1 125	7	72	37 ^r	440	31	28	14
2004-05	1 756	12	56	1 207	7	69	39	549	25	31	18
Territoires du Nord-Ouest^{11,12}											
2000-01	813	- 19	20	445	- 32	55	11	368	8	45	9
2001-02	782	- 4	19	460	3	59	11	322	- 13	41	8
2002-03	1 169	49	28	697	52	60	17	472	47	40	11
2003-04	1 074	- 8	25 ^r	670	- 4	62	16	404	- 14	38	10
2004-05	1 354	26	32	916	37	68	21	438	8	32	10
Nunavut^{11,13}											
2000-01	785	...	29	439	...	56	16	346	...	44	13
2001-02	768	- 2	27	456	4	59	16	312	- 10	41	11
2002-03	369	- 52	13	258	- 43	70	9	111	- 64	30	4
2003-04	628	70	22 ^r	361	40	57	12	267	141	43	9
2004-05	603	- 4	20	494	37	82	17	109	- 59	18	4
Total											
2000-01	522 602	3	17	235 975	1	45	8	286 627	4	55	9
2001-02	509 158	- 3	16	242 545	3	48	8	266 613	- 7	52	9
2002-03	493 976	- 3	16	246 440	2	50	8	247 536	- 7	50	8
2003-04	471 462	- 5	15	244 765	- 1	52	8	226 697	- 8	48	7
2004-05	469 105	...	15	246 519	...	53	8	222 586	...	47	7

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.
3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
4. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 2000 et 2001; estimations postcensitaires définitives pour 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003; et estimations postcensitaires provisoires pour 2004.
5. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
6. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
7. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2002-2003. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003.
8. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
9. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
10. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
11. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
12. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
13. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 13
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire¹

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²					Affaires criminelles ³					Affaires civiles ³							
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador																		
2000-01	4 408		4 357	99	51	1	2 560	2 526	99	34	1	1 848	1 831	99	17	1		
2001-02	4 529		4 507	100	22	0	2 662	2 644	99	18	1	1 867	1 863	100	4	0		
2002-03	4 731		4 716	100	15	0	3 049	3 037	100	12	0	1 682	1 679	100	3	0		
2003-04	4 849		4 839	100	10	0	3 119	3 111	100	8	0	1 730	1 728	100	2	0		
2004-05	..		..	...	..	..	..	..	...	..	..	..	..	...	..	..
Île-du-Prince-Édouard⁴																		
2000-01	1 185		1 032	87	153	13	1 083	961	89	122	11	102	71	70	31	30		
2001-02	1 385		1 081	78	304	22	1 132	1 034	91	98	9	253	47	19	206	81		
2002-03	1 478		1 141	77	337	23	1 187	1 084	91	103	9	291	57	20	234	80		
2003-04	1 265		1 009	80	256	20	1 043	967	93	76	7	222	42	19	180	81		
2004-05	1 496		1 269	85	227	15	1 167	1 057	91	110	9	329	212	64	117	36		
Nouvelle-Écosse																		
2000-01	15 150		12 279	81	2 871	19	9 551	8 216	86	1 335	14	5 599	4 063	73	1 536	27		
2001-02	14 759		11 779	80	2 980	20	9 445	8 016	85	1 429	15	5 314	3 763	71	1 551	29		
2002-03	14 685		11 592	79	3 093	21	9 404	7 834	83	1 570	17	5 281	3 758	71	1 523	29		
2003-04	14 847		11 509	78	3 338	22	9 680	8 003	83	1 677	17	5 167	3 506	68	1 661	32		
2004-05	15 576		11 787	76	3 789	24	9 965	8 390	84	1 575	16	5 611	3 397	61	2 214	39		
Nouveau-Brunswick⁵																		
2000-01	3 935		1 298	33	2 637	67	1 226	0	0	1 226	100	2 709	1 298	48	1 411	52		
2001-02	1 673		15	1	1 658	99	1 399	6	0	1 393	100	274	9	3	265	97		
2002-03	1 914		7	0	1 907	100	1 638	7	0	1 631	100	276	0	0	276	100		
2003-04	1 635		14	1	1 621	99	1 373	14	1	1 359	99	262	0	0	262	100		
2004-05	1 361		740	54	621	46	1 097	643	59	454	41	264	97	37	167	63		
Québec																		
2000-01	212 192		106 689	50	105 503	50	78 951	31 327	40	47 624	60	133 241	75 362	57	57 879	43		
2001-02	217 574		106 319	49	111 255	51	87 484	33 654	38	53 830	62	130 090	72 665	56	57 425	44		
2002-03	219 570		104 490	48	115 080	52	89 925	32 982	37	56 943	63	129 645	71 508	55	58 137	45		
2003-04	217 268		100 377	46	116 891	54	89 824	30 759	34	59 065	66	127 444	69 618	55	57 826	45		
2004-05	213 302		97 734	46	115 568	54	91 889	30 908	34	60 981	66	121 413	66 826	55	54 587	45		
Ontario⁶																		
2000-01	159 338		41 789	26	117 549	74	65 279	...	...	65 279	100	94 059	41 789	44	52 270	56
2001-02	145 227		32 384	22	112 843	78	63 201	...	...	63 201	100	82 026	32 384	39	49 642	61
2002-03	137 693		32 007	23	105 686	77	61 076	47	0	61 076	100	76 617	31 960	42	44 657	58		
2003-04	121 700		16 744	14	104 956	86	60 775	41	0	60 775	100	60 925	16 703	27	44 222	73		
2004-05	122 916		17 254	14	105 662	86	61 111	312	1	60 799	99	61 805	16 942	27	44 863	73		
Manitoba⁷																		
2000-01	17 627		4 133	23	13 494	77	9 028	1 434	16	7 594	84	8 599	2 699	31	5 900	69		
2001-02	17 518		3 767	22	13 751	78	9 144	1 101	12	8 043	88	8 374	2 666	32	5 708	68		
2002-03	22 498		9 127	41	13 371	59	14 272	6 108	43	8 164	57	8 226	3 019	37	5 207	63		
2003-04	20 508		8 995	44	11 513	56	13 760	6 026	44	7 734	56	6 748	2 969	44	3 779	56		
2004-05	21 985		9 882	45	12 103	55	15 229	6 419	42	8 810	58	6 756	3 463	51	3 293	49		
Saskatchewan⁸																		
2000-01	22 057		21 024	95	1 033	5	16 585	15 851	96	734	4	5 472	5 173	95	299	5		
2001-02	20 677		19 177	93	1 500	7	15 596	14 422	92	1 174	8	5 081	4 755	94	326	6		
2002-03	19 119		18 316	96	803	4	14 197	13 574	96	623	4	4 922	4 742	96	180	4		
2003-04	19 151		18 209	95	942	5	14 442	13 698	95	744	5	4 709	4 511	96	198	4		
2004-05	19 828		18 493	93	1 335	7	14 900	13 822	93	1 078	7	4 928	4 671	95	257	5		
Alberta																		
2000-01	33 799		3 002	9	30 797	91	24 429	2 801	11	21 628	89	9 370	201	2	9 169	98		
2001-02	36 420		4 958	14	31 462	86	26 589	2 928	11	23 661	89	9 831	2 030	21	7 801	79		
2002-03	37 822		5 633	15	32 189	85	27 711	2 970	11	24 741	89	10 111	2 663	26	7 448	74		
2003-04	36 889		4 742	13	32 147	87	26 765	2 334	9	24 431	91	10 124	2 408	24	7 716	76		
2004-05	40 410		5 371	13	35 039	87	27 140	2 370	9	24 770	91	13 270	3 001	23	10 269	77		
Colombie-Britannique⁹																		
2000-01	50 513		11 672	23	38 841	77	25 845	4 260	16	21 585	84	24 668	7 412	30	17 256	70		
2001-02	46 889		10 745	23	36 144	77	24 288	3 939	16	20 349	84	22 601	6 806	30	15 795	70		
2002-03	31 537		2 080	7	29 457	93	21 970	780	4	21 190	96	9 567	1 300	14	8 267	86		
2003-04	30 083		1 129	4	28 954	96	21 828	425	2	21 403	98	8 255	704	9	7 551	91		
2004-05	28 518		1 112	4	27 406	96	21 404	446	2	20 958	98	7 114	666	9	6 448	91		
Territoire du Yukon¹⁰																		
2000-01	800		566	71	234	29	554	393	71	161	29	246	173	70	73	30		
2001-02	957		749	78	208	22	689	574	83	115	17	268	175	65	93	35		
2002-03	1 391		1 211	87	180	13	1 056	935	89	121	11	335	276	82	59	18		
2003-04	1 565		1 397	89	168	11	1 125	1 007	90	118	10	440	390	89	50	11		
2004-05	1 756		1 623	92	133	8	1 207	1 107	92	100	8	549	516	94	33	6		
Territoires du Nord-Ouest^{11,12}																		
2000-01	813		278	34	535	66	445	144	32	301	68	368	134	36	234	64		
2001-02	782		242	31	540	69	460	131	28	329	72	322	111	34	211	66		
2002-03	1 169		311	27	858	73	697	156	22	541	78	472	155	33	317	67		
2003-04	1 074		612	57	462	43	670	452	67	218	33	404	160	40	244	60		
2004-05	1 354		507	37	847	63	916	300	33	616	67	438	207	47	231	53		

Tableau 13
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire¹ – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²					Affaires criminelles ³					Affaires civiles ³				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Nunavut ^{11,13}															
2000-01	785	366	47	419	53	439	311	71	128	29	346	55	16	291	84
2001-02	768	314	41	454	59	456	148	32	308	68	312	166	53	146	47
2002-03	369	227	62	142	38	258	116	45	142	55	111	111	100	0	0
2003-04	628	300	48	328	52	361	73	20	288	80	267	227	85	40	15
2004-05	603	300	50	303	50	494	205	41	289	59	109	95	87	14	13
Total															
2000-01	522 602	208 485	40	314 117	60	235 975	68 224	29	167 751	71	286 627	140 261	49	146 366	51
2001-02	509 158	196 037	39	313 121	61	242 545	68 597	28	173 948	72	266 613	127 440	48	139 173	52
2002-03	493 976	190 858	39	303 118	61	246 440	69 630	28	176 810	72	247 536	121 228	49	126 308	51
2003-04	471 462	169 876	36	301 586	64	244 765	66 910	27	177 855	73	226 697	102 966	45	123 731	55
2004-05	469 105	166 072	35	303 033	65	246 519	65 979	27	180 540	73	222 586	100 093	45	122 493	55

- Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
- Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.
- Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
- À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
- La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
- L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques ont traité 93 % des demandes d'aide juridique approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.
- L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur janvier 2003.
- À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
- En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
- Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
- Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
- Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 14
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles ³				Affaires criminelles – adultes				Affaires criminelles – jeunes				Infractions aux lois provinciales							
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%		
Terre-Neuve-et-Labrador																				
2000-01	2 560	2 526	99	34	1	1 902	1 877	99	25	1	611	603	99	8	1	47	46	98	1	2
2001-02	2 662	2 644	99	18	1	1 948	1 930	99	18	1	650	650	100	0	0	64	64	100	0	0
2002-03	3 049	3 037	100	12	0	2 064	2 052	99	12	1	886	886	100	0	0	99	99	100	0	0
2003-04	3 119	3 111	100	8	0	2 302	2 296	100	6	0	817	815	100	2	0	0	0	0	0	0
2004-05	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard																				
2000-01	1 083	961	89	122	11	857	761	89	96	11	226	200	88	26	12	...	...	...	...	...
2001-02	1 132	1 034	91	98	9	901	815	90	86	10	231	219	95	12	5	...	...	...	...	...
2002-03	1 187	1 084	91	103	9	981	887	90	94	10	206	197	96	9	4	...	...	...	...	...
2003-04	1 043	967	93	76	7	893	822	92	71	8	150	145	97	5	3	...	...	...	...	...
2004-05	1 167	1 057	91	110	9	1 019	918	90	101	10	148	139	94	9	6	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse																				
2000-01	9 551	8 216	86	1 335	14	7 356	6 288	85	1 068	15	2 177	1 910	88	267	12	18	18	100	0	0
2001-02	9 445	8 016	85	1 429	15	7 227	6 124	85	1 103	15	2 180	1 854	85	326	15	38	38	100	0	0
2002-03	9 404	7 834	83	1 570	17	7 045	5 876	83	1 169	17	2 341	1 940	83	401	17	18	18	100	0	0
2003-04	9 680	8 003	83	1 677	17	7 581	6 271	83	1 310	17	2 066	1 699	82	367	18	33	33	100	0	0
2004-05	9 965	8 390	84	1 575	16	7 853	6 572	84	1 281	16	2 078	1 784	86	294	14	34	34	100	0	0
Nouveau-Brunswick⁴																				
2000-01	1 226	0	0	1 226	100	1 038	..	...	1 038	100	152	..	...	152	100	36	0	0	36	100
2001-02	1 399	6	0	1 393	100	1 207	5	0	1 202	100	160	1	1	159	99	32	0	0	32	100
2002-03	1 638	7	0	1 631	100	1 423	5	0	1 418	100	155	2	1	153	99	60	0	0	60	100
2003-04	1 373	14	1	1 359	99	1 185	13	1	1 172	99	125	0	0	125	100	63	1	2	62	98
2004-05	1 097	643	59	454	41	972	573	59	399	41	88	54	61	34	39	37	16	43	21	57
Québec																				
2000-01	78 951	31 327	40	47 624	60	60 877	24 011	39	36 866	61	11 724	5 974	51	5 750	49	6 350	1 342	21	5 008	79
2001-02	87 484	33 654	38	53 830	62	68 570	25 585	37	42 985	63	13 025	6 849	53	6 176	47	5 889	1 220	21	4 669	79
2002-03	89 925	32 982	37	56 943	63	70 959	25 126	35	45 833	65	13 249	6 670	50	6 579	50	5 717	1 186	21	4 531	79
2003-04	89 824	30 759	34	59 065	66	71 630	23 338	33	48 292	67	12 571	6 180	49	6 391	51	5 623	1 241	22	4 382	78
2004-05	91 889	30 908	34	60 981	66	73 907	23 172	31	50 735	69	12 951	6 758	52	6 193	48	5 031	978	19	4 053	81
Ontario																				
2000-01	65 279	..	...	65 279	100	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2001-02	63 201	..	...	63 201	100	48 728	..	...	48 728	100	14 473	..	...	14 473	100	..	..	...	..	...
2002-03	61 076	47	0	61 029	100	47 743	47	0	47 696	100	13 333	..	...	13 333	100	..	..	...	..	...
2003-04	60 775	41	0	60 734	100	49 718	41	0	49 677	100	11 057	..	...	11 057	100	..	..	...	..	...
2004-05	61 111	312	1	60 799	99	53 091	260	0	52 831	100	8 004	36	0	7 968	100	16	16	100	0	0
Manitoba⁵																				
2000-01	9 028	1 434	16	7 594	84	7 511	1 235	16	6 276	84	1 484	191	13	1 293	87	33	8	24	25	76
2001-02	9 144	1 101	12	8 043	88	7 626	963	13	6 663	87	1 475	129	9	1 346	91	43	9	21	34	79
2002-03	14 272	6 108	43	8 164	57	11 605	4 865	42	6 740	58	2 633	1 239	47	1 394	53	34	4	12	30	88
2003-04	13 760	6 026	44	7 734	56	11 349	4 916	43	6 433	57	2 382	1 101	46	1 281	54	29	9	31	20	69
2004-05	15 229	6 419	42	8 810	58	12 408	5 294	43	7 114	57	2 797	1 122	40	1 675	60	24	3	13	21	88
Saskatchewan⁶																				
2000-01	16 585	15 851	96	734	4	13 188	12 601	96	587	4	3 386	3 239	96	147	4	11	11	100	0	0
2001-02	15 596	14 422	92	1 174	8	11 951	10 993	92	958	8	3 644	3 428	94	216	6	1	1	100	0	0
2002-03	14 197	13 574	96	623	4	11 062	10 542	95	520	5	3 133	3 030	97	103	3	2	2	100	0	0
2003-04	14 442	13 698	95	744	5	11 544	10 917	95	627	5	2 897	2 780	96	117	4	1	1	100	0	0
2004-05	14 900	13 822	93	1 078	7	11 943	11 121	93	822	7	2 955	2 699	91	256	9	2	2	100	0	0
Alberta																				
2000-01	24 429	2 801	11	21 628	89	17 533	72	0	17 461	100	6 687	2 729	41	3 958	59	209	0	0	209	100
2001-02	26 589	2 928	11	23 661	89	19 247	60	0	19 187	100	7 123	2 858	40	4 265	60	219	10	5	209	95
2002-03	27 711	2 970	11	24 741	89	20 281	37	0	20 244	100	7 142	2 915	41	4 227	59	288	18	6	270	94
2003-04	26 765	2 334	9	24 431	91	20 491	26	0	20 465	100	6 028	2 304	38	3 724	62	246	4	2	242	98
2004-05	27 140	2 370	9	24 770	91	21 181	44	0	21 137	100	5 709	2 326	41	3 383	59	250	0	0	250	100
Colombie-Britannique																				
2000-01	25 845	4 260	16	21 585	84	20 044	2 889	14	17 155	86	5 226	1 210	23	4 016	77	575	161	28	414	72
2001-02	24 288	3 939	16	20 349	84	18 761	2 656	14	16 105	86	4 823	1 079	22	3 744	78	704	204	29	500	71
2002-03	21 970	780	4	21 190	96	17 377	586	3	16 791	97	4 146	168	4	3 978	96	447	26	6	421	94
2003-04	21 828	425	2	21 403	98	18 033	338	2	17 695	98	3 293	76	2	3 217	98	502	11	2	491	98
2004-05	21 404	446	2	20 958	98	17 853	355	2	17 498	98	3 119	77	2	3 042	98	432	14	3	418	97

Tableau 14
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles ³					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes					Infractions aux lois provinciales				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage		
Territoire du Yukon⁷																				
2000-01	554	393	71	161	29	452	308	68	144	32	102	85	83	17	17	0	0	0	0	
2001-02	689	574	83	115	17	557	455	82	102	18	132	119	90	13	10	0	0	0	0	
2002-03	1 056	935	89	121	11	851	735	86	116	14	205	200	98	5	2	0	0	0	0	
2003-04	1 125	1 007	90	118	10	1 025	909	89	116	11	100	98	98	2	2	0	0	0	0	
2004-05	1 207	1 107	92	100	8	1 088	988	91	100	9	119	119	100	0	0	0	0	0	0	
Territoires du Nord-Ouest^{8,9}																				
2000-01	445	144	32	301	68	395	125	32	270	68	40	17	43	23	58	10	2	20	8	
2001-02	460	131	28	329	72	390	107	27	283	73	51	14	27	37	73	19	10	53	9	
2002-03	697	156	22	541	78	613	137	22	476	78	84	19	23	65	77	..	..	..	..
2003-04	670	452	67	218	33	614	410	67	204	33	56	42	75	14	25	..	..	..	..
2004-05	916	300	33	616	67	824	271	33	553	67	92	29	32	63	68	..	..	..	..
Nunavut^{8,10}																				
2000-01	439	311	71	128	29	416	288	69	128	31	23	23	100	0	0	..	..	..	..
2001-02	456	148	32	308	68	416	128	31	288	69	40	20	50	20	50	..	..	..	..
2002-03	258	116	45	142	55	239	97	41	142	59	19	19	100	0	0	..	..	..	..
2003-04	361	73	20	288	80	349	70	20	279	80	12	3	25	9	75	..	..	..	..
2004-05	494	205	41	289	59	423	147	35	276	65	21	8	38	13	62	50	50	100	..	
Total																				
2000-01	235 975	68 224	29	167 751	71	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2001-02	242 545	68 597	28	173 948	72	187 529	49 821	27	137 708	73	48 007	17 220	36	30 787	64	7 009	1 556	22	5 453	
2002-03	246 440	69 630	28	176 810	72	192 243	50 992	27	141 251	73	47 532	17 285	36	30 247	64	6 665	1 353	20	5 312	
2003-04	244 765	66 910	27	177 855	73	196 714	50 367	26	146 347	74	41 554	15 243	37	26 311	63	6 497	1 300	20	5 197	
2004-05	246 519	65 979	27	180 540	73	202 562	49 715	25	152 847	75	38 081	15 151	40	22 930	60	5 876	1 113	19	4 763	

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.
3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
4. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
5. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur janvier 2003.
6. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
7. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
8. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
9. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
10. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence. Les chiffres relatifs à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 15
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles ³					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles					
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}		%	n ^{bre}	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador																
2000-01	1 848	1 831	99	17	1	1 663	1 648	99	15	1	185	183	99	2	1	
2001-02	1 867	1 863	100	4	0	1 715	1 712	100	3	0	152	151	99	1	1	
2002-03	1 682	1 679	100	3	0	1 550	1 547	100	3	0	132	132	100	0	0	
2003-04	1 730	1 728	100	2	0	1 697	1 695	100	2	0	33	33	100	0	0	
2004-05	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard⁴																
2000-01	102	71	70	31	30	102	71	70	31	30	.	.	..	.	..
2001-02	253	47	19	206	81	253	47	19	206	81	.	.	..	.	..
2002-03	291	57	20	234	80	291	57	20	234	80	.	.	..	.	..
2003-04	222	42	19	180	81	222	42	19	180	81	.	.	..	.	..
2004-05	329	212	64	117	36	329	212	64	117	36	.	.	..	.	..
Nouvelle-Écosse																
2000-01	5 599	4 063	73	1 536	27	5 361	3 847	72	1 514	28	238	216	91	22	9	
2001-02	5 314	3 763	71	1 551	29	5 096	3 573	70	1 523	30	218	190	87	28	13	
2002-03	5 281	3 758	71	1 523	29	5 060	3 568	71	1 492	29	221	190	86	31	14	
2003-04	5 167	3 506	68	1 661	32	4 913	3 300	67	1 613	33	254	206	81	48	19	
2004-05	5 611	3 397	61	2 214	39	5 327	3 198	60	2 129	40	284	199	70	85	30	
Nouveau-Brunswick⁵																
2000-01	2 709	1 298	48	1 411	52	2 525	1 298	51	1 227	49	184	0	0	184	100	
2001-02	274	9	3	265	97	97	9	9	88	91	177	0	0	177	100	
2002-03	276	0	0	276	100	276	0	0	276	100	0	0	0	0	0	
2003-04	262	0	0	262	100	158	0	0	158	100	104	0	0	104	100	
2004-05	264	97	37	167	63	264	97	37	167	63	0	0	0	0	0	
Québec																
2000-01	133 241	75 362	57	57 879	43	86 190	48 795	57	37 395	43	47 051	26 567	56	20 484	44	
2001-02	130 090	72 665	56	57 425	44	83 641	46 897	56	36 744	44	46 449	25 768	55	20 681	45	
2002-03	129 645	71 508	55	58 137	45	84 328	45 740	54	38 588	46	45 317	25 768	57	19 549	43	
2003-04	127 444	69 618	55	57 826	45	83 711	44 759	53	38 952	47	43 733	24 859	57	18 874	43	
2004-05	121 413	66 826	55	54 587	45	80 141	42 870	53	37 271	47	41 272	23 956	58	17 316	42	
Ontario⁶																
2000-01	94 059	41 789	44	52 270	56	42 161	9 374	22	32 787	78	51 898	32 415	62	19 483	38	
2001-02	82 026	32 384	39	49 642	61	29 934	1 217	4	28 717	96	52 092	31 167	60	20 925	40	
2002-03	76 617	31 960	42	44 657	58	27 160	800	3	26 360	97	49 457	31 160	63	18 297	37	
2003-04	60 925	16 703	27	44 222	73	27 550	1 084	4	26 466	96	33 375	15 619	47	17 756	53	
2004-05	61 805	16 942	27	44 863	73	28 115	978	3	27 137	97	33 690	15 964	47	17 726	53	
Manitoba⁷																
2000-01	8 599	2 699	31	5 900	69	8 599	2 699	31	5 900	69	..	..	..	..	..
2001-02	8 374	2 666	32	5 708	68	8 374	2 666	32	5 708	68	..	..	..	..	..
2002-03	8 226	3 019	37	5 207	63	8 226	3 019	37	5 207	63	..	..	..	..	..
2003-04	6 748	2 969	44	3 779	56	6 748	2 969	44	3 779	56	..	..	..	..	..
2004-05	6 756	3 463	51	3 293	49	6 756	3 463	51	3 293	49	..	..	..	..	..
Saskatchewan																
2000-01	5 472	5 173	95	299	5	5 470	5 171	95	299	5	2	2	100	0	0	
2001-02	5 081	4 755	94	326	6	5 079	4 753	94	326	6	2	2	100	0	0	
2002-03	4 922	4 742	96	180	4	4 919	4 739	96	180	4	3	3	100	0	0	
2003-04	4 709	4 511	96	198	4	4 708	4 510	96	198	4	1	1	100	0	0	
2004-05	4 928	4 671	95	257	5	4 926	4 669	95	257	5	2	2	100	0	0	
Alberta																
2000-01	9 370	201	2	9 169	98	8 389	170	2	8 219	98	981	31	3	950	97	
2001-02	9 831	2 030	21	7 801	79	8 719	1 926	22	6 793	78	1 112	104	9	1 008	91	
2002-03	10 111	2 663	26	7 448	74	8 900	2 557	29	6 343	71	1 211	106	9	1 105	91	
2003-04	10 124	2 408	24	7 716	76	8 883	2 328	26	6 555	74	1 241	80	6	1 161	94	
2004-05	13 270	3 001	23	10 269	77	10 838	2 839	26	7 999	74	2 432	162	7	2 270	93	
Colombie-Britannique⁸																
2000-01	24 668	7 412	30	17 256	70	15 526	1 491	10	14 035	90	9 142	5 921	65	3 221	35	
2001-02	22 601	6 806	30	15 795	70	13 991	1 413	10	12 578	90	8 610	5 393	63	3 217	37	
2002-03	9 567	1 300	14	8 267	86	6 454	528	8	5 926	92	3 113	772	25	2 341	75	
2003-04	8 255	704	9	7 551	91	6 499	704	11	5 795	89	1 756	0	0	1 756	100	
2004-05	7 114	666	9	6 448	91	6 374	666	10	5 708	90	740	0	0	740	100	

Tableau 15
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles ³					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}		%	n ^{bre}	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n^{bre}	%
Territoire du Yukon⁹															
2000-01	246	173	70	73	30	219	151	69	68	31	27	22	81	5	19
2001-02	268	175	65	93	35	247	157	64	90	36	21	18	86	3	14
2002-03	335	276	82	59	18	316	260	82	56	18	19	16	84	3	16
2003-04	440	390	89	50	11	392	346	88	46	12	48	44	92	4	8
2004-05	549	516	94	33	6	426	394	92	32	8	123	122	99	1	1
Territoires du Nord-Ouest^{10,11}															
2000-01	368	134	36	234	64	352	132	38	220	63	16	2	13	14	88
2001-02	322	111	34	211	66	306	108	35	198	65	16	3	19	13	81
2002-03	472	155	33	317	67	451	148	33	303	67	21	7	33	14	67
2003-04	404	160	40	244	60	388	160	41	228	59	16	0	0	16	100
2004-05	438	207	47	231	53	423	198	47	225	53	15	9	60	6	40
Nunavut^{10,12}															
2000-01	346	55	16	291	84	321	55	17	266	83	25	0	0	25	100
2001-02	312	166	53	146	47	299	162	54	137	46	13	4	31	9	69
2002-03	111	111	100	0	0	93	93	100	0	0	18	18	100	0	0
2003-04	267	227	85	40	15	267	227	85	40	15	0	0	0	0	0
2004-05	109	95	87	14	13	109	95	87	14	13	0	0	0	0	0
Total															
2000-01	286 627	140 261	49	146 366	51	176 878	74 902	42	101 976	58	109 749	65 359	60	44 390	40
2001-02	266 613	127 440	48	139 173	52	157 751	64 640	41	93 111	59	108 862	62 800	58	46 062	42
2002-03	247 536	121 228	49	126 308	51	148 024	63 056	43	84 968	57	99 512	58 172	58	41 340	42
2003-04	226 697	102 966	45	123 731	55	146 136	62 124	43	84 012	57	80 561	40 842	51	39 719	49
2004-05	222 586	100 093	45	122 493	55	144 028	59 679	41	84 349	59	78 558	40 414	51	38 144	49

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.
3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
4. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
5. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
6. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques ont traité 94 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 99 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
7. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003.
8. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.
9. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
10. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
11. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
12. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 16
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires¹

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire ²		
	Total n ^{bre}	Variation en % %	Taux pour 1 000 habitants ³
Terre-Neuve-et-Labrador			
2000-01	3 078	- 12	6
2001-02	3 267	6	6
2002-03	3 023	- 7	6
2003-04	..	...	...
2004-05	..	...	...
Île-du-Prince-Édouard			
2000-01	.	...	...
2001-02	.	...	...
2002-03	.	...	...
2003-04	.	...	...
2004-05	.	...	...
Nouvelle-Écosse			
2000-01	1 299	- 18	1
2001-02	1 088	- 16	1
2002-03	1 130	4	1
2003-04	1 055	- 7	1
2004-05	844	- 20	1
Nouveau-Brunswick			
2000-01	.	...	...
2001-02	.	...	...
2002-03	.	...	...
2003-04	.	...	...
2004-05	.	...	...
Québec			
2000-01	.	...	...
2001-02	.	...	...
2002-03	.	...	...
2003-04	.	...	...
2004-05	.	...	...
Ontario⁴			
2000-01	183 927	0	16
2001-02	177 158	- 4	15
2002-03	185 976	5	15
2003-04	185 328	- 0	15
2004-05	132 662	...	11
Manitoba⁵			
2000-01	21 706	1	19
2001-02	22 134	2	19
2002-03	18 664	...	16
2003-04	17 479	- 6	15
2004-05	16 817	- 4	14
Saskatchewan			
2000-01	6 217	7	6
2001-02	5 968	- 4	6
2002-03	4 523	- 24	5
2003-04	4 645	3	5
2004-05	4 711	1	5
Alberta			
2000-01	.	...	...
2001-02	.	...	...
2002-03	.	...	...
2003-04	.	...	...
2004-05	.	...	...

Tableau 16
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires¹ – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire ²		
	Total n ^{bre}	Variation en % %	Taux pour 1 000 habitants ³
Colombie-Britannique⁶			
2000-01	33 920	11	8
2001-02	33 454	- 1	8
2002-03	14 905	- 55	4
2003-04	..	...	...
2004-05	..	...	...
Territoire du Yukon			
2000-01	..	...	...
2001-02	..	...	...
2002-03	..	...	...
2003-04	..	...	...
2004-05	127	...	4
Territoires du Nord-Ouest⁷			
2000-01	.	...	...
2001-02	.	...	...
2002-03	.	...	...
2003-04	.	...	...
2004-05	.	...	...
Nunavut^{7,8}			
2000-01	..	...	...
2001-02	..	...	...
2002-03	191	...	7
2003-04	838	339	29
2004-05	253	- 70	9
Total			
2000-01	250 147	1	8
2001-02	243 069	- 3	8
2002-03	228 412	...	7
2003-04	209 345	...	7
2004-05	155 414	...	5

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Une demande de services sommaires approuvée a trait à la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou à d'autres types de services juridiques sommaires assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue officielle. Seules les demandes écrites sont comptées.
3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 2000 et 2001; estimations postcensitaires définitives pour 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003; et estimations postcensitaires provisoires pour 2004.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques ont traité 94 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 99 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
5. La baisse du nombre de demandes de services sommaires au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet).
6. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes de services sommaires approuvées qui s'est produite en 2002-2003 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.
7. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
8. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 17
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet¹

Province ou territoire et année	Total ²		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ³	
	n ^{bre}		n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador												
2000-01	3 001		561	19	215	7	1 588	53	0	0	637	21
2001-02	2 875		775	27	190	7	1 256	44	0	0	654	23
2002-03	2 763		732	26	161	6	1 055	38	0	0	815	29
2003-04	3 121		..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2004-05	..		..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard												
2000-01	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2001-02	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2002-03	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2003-04	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2004-05	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse												
2000-01	2 024		943	47	35	2	457	23	55	3	534	26
2001-02	2 518		1 072	43	43	2	356	14	71	3	976	39
2002-03	2 317		1 101	48	34	1	351	15	85	4	746	32
2003-04	2 318		1 161	50	75	3	312	13	71	3	699	30
2004-05	2 572		1 208	47	65	3	275	11	108	4	916	36
Nouveau-Brunswick												
2000-01	723		.	...	.	...	.	...	.	...	723	100
2001-02	810		.	...	.	...	.	...	.	...	810	100
2002-03	498		.	...	.	...	.	...	.	...	498	100
2003-04	551		.	...	.	...	.	...	.	...	551	100
2004-05	859		.	...	.	...	.	...	.	...	859	100
Québec												
2000-01	36 826		21 149	57	8 042	22	1 566	4	63	0	6 006	16
2001-02	40 132		24 349	61	8 131	20	1 565	4	46	0	6 041	15
2002-03	39 221		23 369	60	8 335	21	1 767	5	55	0	5 695	15
2003-04	39 051		24 124	62	7 823	20	1 781	5	60	0	5 263	13
2004-05	36 913		22 886	62	7 303	20	1 754	5	74	0	4 896	13
Ontario⁴												
2000-01	31 186		7 122	23	7 083	23	..	...	.	...	16 981	54
2001-02	35 521		7 907	22	9 790	28	..	...	.	...	17 824	50
2002-03	35 324		7 481	21	11 243	32	14 475	41	.	...	2 125	6
2003-04	31 788		7 705	24	9 096	29	13 243	42	.	...	1 744	5
2004-05	43 264		20 624	48	11 496	27	9 815	23	.	...	1 329	3
Manitoba												
2000-01	2 729		338	12	101	4	265	10	7	0	2 018	74
2001-02	2 952		338	11	85	3	464	16	2	0	2 063	70
2002-03	3 039		312	10	77	3	579	19	7	0	2 064	68
2003-04	3 089		323	10	289	9	628	20	40	1	1 809	59
2004-05	3 306		348	11	304	9	655	20	4	0	1 995	60
Saskatchewan												
2000-01	1 473		1 094	74	196	13	93	6	13	1	77	5
2001-02	1 536		1 194	78	188	12	71	5	27	2	56	4
2002-03	1 613		1 161	72	260	16	124	8	24	1	44	3
2003-04	1 858		1 313	71	271	15	148	8	35	2	91	5
2004-05	1 770		1 266	72	211	12	143	8	30	2	120	7
Alberta												
2000-01	11 587		3 561	31	2 249	19	1 240	11	610	5	3 927	34
2001-02	11 765		3 623	31	2 211	19	1 132	10	566	5	4 233	36
2002-03	12 711		3 817	30	2 565	20	1 175	9	588	5	4 566	36
2003-04	13 655		4 248	31	2 696	20	1 186	9	731	5	4 794	35
2004-05	13 575		3 938	29	2 876	21	1 056	8	607	4	5 098	38
Colombie-Britannique⁵												
2000-01	23 561		6 986	30	9 728	41	.	...	.	...	6 847	29
2001-02	22 786		6 960	31	9 237	41	.	...	.	...	6 589	29
2002-03	12 655		3 240	26	6 495	51	.	...	.	...	2 920	23
2003-04	11 978		1 867	16	7 062	59	.	...	.	...	3 049	25
2004-05	11 123		2 417	22	5 386	48	.	...	.	...	3 320	30
Territoire du Yukon												
2000-01	146		93	64	50	34	2	1	0	0	1	1
2001-02	150		53	35	51	34	6	4	40	27	0	0
2002-03	47		28	60	7	15	5	11	0	0	7	15
2003-04	118		75	64	16	14	17	14	0	0	10	8
2004-05	172		65	38	31	18	20	12	0	0	56	33

Tableau 17
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet¹ – fin

Province ou territoire et année	Total ²	Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ³	
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}
Territoires du Nord-Ouest⁶											
2000-01	345	59	17	14	4	99	29	173	50	0	0
2001-02	257	52	20	14	5	84	33	105	41	2	1
2002-03	496	138	28	133	27	48	10	177	36	0	0
2003-04	443	125	28	37	8	51	12	147	33	83	19
2004-05	467	105	22	28	6	107	23	227	49	0	0
Nunavut⁶											
2000-01	83	9	11	46	55	28	34	0	0	0	0
2001-02	64	13	20	22	34	4	6	25	39	0	0
2002-03	52	6	12	41	79	5	10	0	0	0	0
2003-04	34	6	18	27	79	1	3	0	0	0	0
2004-05	33	7	21	21	64	1	3	0	0	4	12
Total											
2000-01	113 684	41 915	37	27 759	24	5 338	5	921	1	37 751	33
2001-02	121 366	46 336	38	29 962	25	4 938	4	882	1	39 248	32
2002-03	110 736	41 385	37	29 351	27	19 584	18	936	1	19 480	18
2003-04	108 004	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-05	114 054	52 864	46	27 721	24	13 826	12	1 050	1	18 593	16

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques étaient responsables de 54 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ».
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes rejetées en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à la réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.
6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 18
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles¹

Province ou territoire et année	Total ²					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité					
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}		%	n ^{bre}	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador																
2000-01	3 001	966	32	2 035	68	561	232	41	329	59	215	212	99	3	1	
2001-02	2 875	984	34	1 891	66	775	326	42	449	58	190	188	99	2	1	
2002-03	2 763	1 007	36	1 756	64	732	332	45	400	55	161	158	98	3	2	
2003-04	3 121	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-05	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																
2000-01	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2001-02	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2002-03	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2003-04	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2004-05	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
Nouvelle-Écosse																
2000-01	2 024	845	42	1 179	58	943	307	33	636	67	35	20	57	15	43	
2001-02	2 518	1 292	51	1 226	49	1 072	377	35	695	65	43	30	70	13	30	
2002-03	2 317	1 025	44	1 292	56	1 101	359	33	742	67	34	24	71	10	29	
2003-04	2 318	961	41	1 357	59	1 161	425	37	736	63	75	56	75	19	25	
2004-05	2 572	1 108	43	1 464	57	1 208	417	35	791	65	65	47	72	18	28	
Nouveau-Brunswick																
2000-01	723	682	94	41	6	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2001-02	810	725	90	85	10	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2002-03	498	450	90	48	10	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2003-04	551	486	88	65	12	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2004-05	859	741	86	118	14	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
Québec																
2000-01	36 826	13 670	37	23 156	63	21 149	8 633	41	12 516	59	8 042	4 087	51	3 955	49	
2001-02	40 132	16 717	42	23 415	58	24 349	11 312	46	13 037	54	8 131	4 165	51	3 966	49	
2002-03	39 221	15 819	40	23 402	60	23 369	10 279	44	13 090	56	8 335	4 382	53	3 953	47	
2003-04	39 051	15 776	40	23 275	60	24 124	10 902	45	13 222	55	7 823	3 734	48	4 089	52	
2004-05	36 913	14 446	39	22 467	61	22 886	10 145	44	12 741	56	7 303	3 253	45	4 050	55	
Ontario⁴																
2000-01	31 186	.	..	.	..	7 122	.	..	.	..	7 083	.	..	.	..
2001-02	35 521	.	..	.	..	7 907	.	..	.	..	9 790	.	..	.	..
2002-03	35 324	.	..	.	..	7 481	.	..	.	..	11 243	.	..	.	..
2003-04	31 788	.	..	.	..	7 705	.	..	.	..	9 096	.	..	.	..
2004-05	43 264	.	..	.	..	20 624	.	..	.	..	11 496	.	..	.	..
Manitoba																
2000-01	2 729	1 175	43	1 554	57	338	114	34	224	66	101	12	12	89	88	
2001-02	2 952	1 105	37	1 847	63	338	112	33	226	67	85	10	12	75	88	
2002-03	3 039	1 048	34	1 991	66	312	101	32	211	68	77	3	4	74	96	
2003-04	3 089	1 065	34	2 024	66	323	126	39	197	61	289	18	6	271	94	
2004-05	3 306	1 226	37	2 080	63	348	114	33	234	67	304	26	9	278	91	
Saskatchewan																
2000-01	1 473	928	63	545	37	1 094	706	65	388	35	196	166	85	30	15	
2001-02	1 536	1 061	69	475	31	1 194	845	71	349	29	188	166	88	22	12	
2002-03	1 613	1 090	68	523	32	1 161	784	68	377	32	260	244	94	16	6	
2003-04	1 858	1 269	68	589	32	1 313	909	69	404	31	271	254	94	17	6	
2004-05	1 770	1 173	66	597	34	1 266	883	70	383	30	211	191	91	20	9	
Alberta																
2000-01	11 587	6 165	53	5 422	47	3 561	1 892	53	1 669	47	2 249	1 268	56	981	44	
2001-02	11 765	6 465	55	5 300	45	3 623	1 909	53	1 714	47	2 211	1 367	62	844	38	
2002-03	12 711	7 115	56	5 596	44	3 817	1 999	52	1 818	48	2 565	1 578	62	987	38	
2003-04	13 655	7 509	55	6 146	45	4 248	2 127	50	2 121	50	2 696	1 678	62	1 018	38	
2004-05	13 575	7 847	58	5 728	42	3 938	1 915	49	2 023	51	2 876	2 012	70	864	30	
Colombie-Britannique⁵																
2000-01	23 561	9 868	42	13 693	58	6 986	2 587	37	4 399	63	9 728	4 518	46	5 210	54	
2001-02	22 786	9 374	41	13 412	59	6 960	2 585	37	4 375	63	9 237	4 157	45	5 080	55	
2002-03	12 655	6 867	54	5 788	46	3 240	1 883	58	1 357	42	6 495	3 023	47	3 472	53	
2003-04	11 978	6 992	58	4 986	42	1 867	1 338	72	529	28	7 062	3 433	49	3 629	51	
2004-05	11 123	6 419	58	4 704	42	2 417	1 402	58	1 015	42	5 386	2 611	48	2 775	52	
Territoire du Yukon																
2000-01	146	51	35	95	65	93	33	35	60	65	50	18	36	32	64	
2001-02	150	35	23	115	77	53	10	19	43	81	51	13	25	38	75	
2002-03	47	21	45	26	55	28	9	32	19	68	7	3	43	4	57	
2003-04	118	24	20	94	80	75	18	24	57	76	16	2	13	14	88	
2004-05	172	26	15	146	85	65	18	28	47	72	31	2	6	29	94	

Tableau 18
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles¹ – suite

Province ou territoire et année	Total ²					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité					
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}		%	n ^{bre}	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%
Territoires du Nord-Ouest⁶																
2000-01	345	..	...	..	...	59	10	17	49	83	14	..	...	..	...
2001-02	257	..	...	..	...	52	16	31	36	69	14	..	...	..	...
2002-03	496	153	31	343	69	138	34	25	104	75	133	46	35	87	65	
2003-04	443	165	37	278	63	125	74	59	51	41	37	13	35	24	65	
2004-05	467	97	21	370	79	105	31	30	74	70	28	10	36	18	64	
Nunavut⁶																
2000-01	83	43	52	40	48	9	5	56	4	44	46	30	65	16	35	
2001-02	64	26	41	38	59	13	10	77	3	23	22	0	0	22	100	
2002-03	52	12	23	40	77	6	2	33	4	67	41	7	17	34	83	
2003-04	34	3	9	31	91	6	2	33	4	67	27	1	4	26	96	
2004-05	33	8	24	25	76	7	3	43	4	57	21	2	10	19	90	
Total																
2000-01	113 684	...	...	...	...	41 915	...	...	...	...	27 759	...	...	...	...
2001-02	121 366	...	...	...	...	46 336	...	...	...	...	29 962	...	...	...	...
2002-03	110 736	...	...	...	...	41 385	...	...	...	...	29 351	...	...	...	...
2003-04	108 004	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-05	114 054	...	...	...	...	52 864	...	...	...	...	27 721	...	...	...	...

Voir notes à la fin du tableau 18.

Tableau 18
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles¹ – suite

Province ou territoire et année	Mérite insuffisant					Non-conformité ou abus					Autres raisons ³								
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Terre-Neuve-et-Labrador																			
2000-01	1 588		234	15	1 354	85	0	0	0	0	0	0	637	288	45	349	55		
2001-02	1 256		164	13	1 092	87	0	0	0	0	0	654	306	47	348	53			
2002-03	1 055		113	11	942	89	0	0	0	0	0	815	404	50	411	50			
2003-04	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-05	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																			
2000-01	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	.	..	..	.	.	..	..
2001-02	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	.	..	..	.	.	..	..
2002-03	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	.	..	..	.	.	..	..
2003-04	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	.	..	..	.	.	..	..
2004-05	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	.	..	..	.	.	..	..
Nouvelle-Écosse																			
2000-01	457		242	53	215	47	55	32	58	23	42	534	244	46	290	54			
2001-02	356		177	50	179	50	71	32	45	39	55	976	676	69	300	43			
2002-03	351		172	49	179	51	85	47	55	38	45	746	423	57	323	43			
2003-04	312		159	51	153	49	71	34	48	37	52	699	287	41	412	59			
2004-05	275		174	63	101	37	108	42	39	66	61	916	428	47	488	53			
Nouveau-Brunswick																			
2000-01	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	723	682	94	41	6		
2001-02	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	810	725	90	85	10		
2002-03	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	498	450	90	48	10		
2003-04	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	551	486	88	65	12		
2004-05	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	859	741	86	118	14		
Québec																			
2000-01	1 566		93	6	1 473	94	63	0	0	63	100	6 006	857	14	5 149	86			
2001-02	1 565		84	5	1 481	95	46	2	4	44	96	6 041	1 154	19	4 887	81			
2002-03	1 767		100	6	1 667	94	55	2	4	53	96	5 695	1 056	19	4 639	81			
2003-04	1 781		91	5	1 690	95	60	2	3	58	97	5 263	1 047	20	4 216	80			
2004-05	1 754		65	4	1 689	96	74	11	15	63	85	4 896	972	20	3 924	80			
Ontario⁴																			
2000-01	..	..	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	16 981	.	..	.	.	..	..
2001-02	..	..	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	17 824	.	..	.	.	..	..
2002-03	14 475		.	..	.	..	.	.	..	..	.	.	2 125	.	..	.	.	..	..
2003-04	13 243		.	..	.	..	.	.	..	..	.	.	1 744	.	..	.	.	..	..
2004-05	9 815		.	..	.	..	.	.	..	..	.	.	1 329	.	..	.	.	..	..
Manitoba																			
2000-01	265		49	18	216	82	7	0	0	7	100	2 018	1 000	50	1 018	50			
2001-02	464		32	7	432	93	2	0	0	2	100	2 063	951	46	1 112	54			
2002-03	579		40	7	539	93	7	1	14	6	86	2 064	903	44	1 161	56			
2003-04	628		34	5	594	95	40	20	50	20	50	1 809	867	48	942	52			
2004-05	655		34	5	621	95	4	0	0	4	100	1 995	1 052	53	943	47			
Saskatchewan																			
2000-01	93		17	18	76	82	13	6	46	7	54	77	33	43	44	57			
2001-02	71		7	10	64	90	27	18	67	9	33	56	25	45	31	55			
2002-03	124		15	12	109	88	24	20	83	4	17	44	27	61	17	39			
2003-04	148		21	14	127	86	35	19	54	16	46	91	66	73	25	27			
2004-05	143		27	19	116	81	30	19	63	11	37	120	53	44	67	56			
Alberta																			
2000-01	1 240		305	25	935	75	610	325	53	285	47	3 927	2 375	60	1 552	40			
2001-02	1 132		278	25	854	75	566	310	55	256	45	4 233	2 601	61	1 632	39			
2002-03	1 175		281	24	894	76	588	305	52	283	48	4 566	2 952	65	1 614	35			
2003-04	1 186		252	21	934	79	731	363	50	368	50	4 794	3 089	64	1 705	36			
2004-05	1 056		214	20	842	80	607	313	52	294	48	5 098	3 393	67	1 705	33			
Colombie-Britannique⁵																			
2000-01	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	6 847	2 763	40	4 084	60		
2001-02	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	6 589	2 632	40	3 957	60		
2002-03	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	2 920	1 961	67	959	33		
2003-04	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	3 049	2 221	73	828	27		
2004-05	.	.	..	..	.	..	.	.	..	..	.	.	3 320	2 406	72	914	28		
Territoire du Yukon																			
2000-01	2		0	0	2	100	0	0	0	0	0	1	0	0	1	100			
2001-02	6		1	17	5	83	40	11	28	29	73	0	0	0	0	0			
2002-03	5		2	40	3	60	0	0	0	0	0	7	7	100	0	0			
2003-04	17		4	24	13	76	0	0	0	0	0	10	0	0	10	100			
2004-05	20		2	10	18	90	0	0	0	0	0	56	4	7	52	93			

Tableau 18
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles¹ – fin

Province ou territoire et année	Mérite insuffisant					Non-conformité ou abus					Autres raisons ³								
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Territoires du Nord-Ouest⁶																			
2000-01	99	173	0	0	0	0	0	0	0	0
2001-02	84	..	...	...	..	...	105	..	...	..	...	2	..	...	..	...	..	...
2002-03	48	23	48	25	52	177	50	28	127	72	0	0	0	0	0	0	0	0	
2003-04	51	15	29	36	71	147	47	32	100	68	83	16	19	67	81	0	0	0	
2004-05	107	27	25	80	75	227	29	13	198	87	0	0	0	0	0	0	0	0	
Nunavut⁶																			
2000-01	28	8	29	20	71	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2001-02	4	1	25	3	75	25	15	60	10	40	0	0	0	0	0	0	0	0	
2002-03	5	3	60	2	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2003-04	1	0	0	1	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2004-05	1	1	100	0	0	0	0	0	0	0	4	2	50	2	50	2	50	0	
Total																			
2000-01	5 338	...	...	...	...	921	...	...	...	...	37 751	...	...	...	...	...	...	...
2001-02	4 938	...	...	...	...	882	...	...	...	...	39 248	...	...	...	...	...	...	...
2002-03	19 584	...	...	...	...	936	...	...	...	...	19 480	...	...	...	...	...	...	...
2003-04	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-05	13 826	...	...	...	...	1 050	...	...	...	...	18 593	...	...	...	...	...	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques étaient responsables de 54 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ».
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes rejetées en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à la réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.
6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 19
Effectif des régimes d'aide juridique au 31 mars¹

Province ou territoire et année	Total					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²								
	Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Terre-Neuve-et-Labrador																			
2000-01	111		46	41	65	59	111		46	41	65	59	0	0	0	0	0	0	0
2001-02	119		43	36	76	64	119		43	36	76	64	0	0	0	0	0	0	0
2002-03	119		43	36	76	64	119		43	36	76	64	0	0	0	0	0	0	0
2003-04	78		42	54	36	46	78		42	54	36	46	0	0	0	0	0	0	0
2004-05	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...	..
Île-du-Prince-Édouard³																			
2000-01	7		4	57	3	43	4		4	100	0	0	3		0	0	3	100	
2001-02	7		4	57	3	43	4		4	100	0	0	3		0	0	3	100	
2002-03	9		5	56	4	44	5		5	100	0	0	4		0	0	4	100	
2003-04	8		4	50	4	50	8		4	50	4	50	0		0	0	0	0	
2004-05	15		8	53	7	47	15		8	53	7	47	0		0	0	0	0	
Nouvelle-Écosse																			
2000-01	125		67	54	58	46	65		65	100	0	0	60		2	3	58	97	
2001-02	123		66	54	57	46	113		64	57	49	43	10		2	20	8	80	
2002-03	127		66	52	61	48	117		64	55	53	45	10		2	20	8	80	
2003-04	132		71	54	61	46	122		69	57	53	43	10		2	20	8	80	
2004-05	146		78	53	68	47	136		76	56	60	44	10		2	20	8	80	
Nouveau-Brunswick																			
2000-01	41		10	24	31	76	8		8	100	0	0	33		2	6	31	94	
2001-02	29		10	34	19	66	9		9	100	0	0	20		1	5	19	95	
2002-03	29		11	38	18	62	10		10	100	0	0	19		1	5	18	95	
2003-04	32		15	47	17	53	14		14	100	0	0	18		1	6	17	94	
2004-05	50		28	56	22	44	27		27	100	0	0	23		1	4	22	96	
Québec																			
2000-01	836		347	42	489	58	354		319	90	35	10	483		29	6	454	94	
2001-02	826		345	42	481	58	352		318	90	34	10	475		28	6	447	94	
2002-03	854		356	42	498	58	363		326	90	37	10	491		30	6	461	94	
2003-04	839		347	41	492	59	350		316	90	34	10	488		30	6	458	94	
2004-05	830		343	41	487	59	345		313	91	32	9	485		30	6	455	94	
Ontario⁴																			
2000-01	1 135		349	31	786	69	369		252	68	117	32	766		97	13	669	87	
2001-02	1 136		354	31	782	69	540		234	43	306	57	596		120	20	476	80	
2002-03	1 244		392	32	852	68	620		274	44	346	56	624		118	19	506	81	
2003-04	1 272		401	32	871	68	597		269	45	328	55	675		132	20	543	80	
2004-05	1 336		482	36	854	64	532		376	71	156	29	804		106	13	698	87	
Manitoba																			
2000-01	141		51	36	90	64	70		47	67	23	33	71		4	6	67	94	
2001-02	134		55	41	79	59	97		50	52	47	48	37		5	14	32	86	
2002-03	147		56	38	91	62	111		51	46	60	54	36		5	14	31	86	
2003-04	151		57	38	94	62	115		52	45	63	55	36		5	14	31	86	
2004-05	157		60	38	97	62	121		55	45	66	55	36		5	14	31	86	
Saskatchewan																			
2000-01	135		65	48	70	52	84		64	76	20	24	51		1	2	50	98	
2001-02	136		69	51	67	49	83		68	82	15	18	53		1	2	52	98	
2002-03	139		72	52	67	48	87		71	82	16	18	52		1	2	51	98	
2003-04	140		70	50	70	50	85		69	81	16	19	55		1	2	54	98	
2004-05	150		76	51	74	49	95		75	79	20	21	55		1	2	54	98	
Alberta⁵																			
2000-01	132		28	21	104	79	25		25	100	...	...	107		3	3	104	97	
2001-02	201		59	29	142	71	60		56	93	4	7	141		3	2	138	98	
2002-03	216		58	27	158	73	62		55	89	7	11	154		3	2	151	98	
2003-04	209		64	31	145	69	71		61	86	10	14	138		3	2	135	98	
2004-05	229		66	29	163	71	72		63	88	9	13	157		3	2	154	98	
Colombie-Britannique																			
2000-01	325		81	25	244	75	97		69	71	28	29	228		12	5	216	95	
2001-02	326		71	22	255	78	86		59	69	27	31	240		12	5	228	95	
2002-03	148		25	17	123	83	54		17	31	37	69	94		8	9	86	91	
2003-04	179		31	17	148	83	84		22	26	62	74	95		9	9	86	91	
2004-05	204		27	13	177	87	34		26	76	8	24	170		1	1	169	99	

Tableau 19
Effectif des régimes d'aide juridique au 31 mars¹ – fin

Province ou territoire et année	Total					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²							
	Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats	
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Territoire du Yukon																		
2000-01	10		5	50	5	50	6		4	67	2	33	4		1	25	3	75
2001-02	12		6	50	6	50	5		5	100	0	0	7		1	14	6	86
2002-03	11		6	55	5	45	11		6	55	5	45	0		0	0	0	0
2003-04	12		7	58	5	42	12		7	58	5	42	0		0	0	0	0
2004-05	16		8	50	8	50	16		8	50	8	50	0		0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest⁶																		
2000-01	24		5	21	19	79	19		5	26	14	74	6		1	17	5	83
2001-02	25		5	20	20	80	20		5	25	15	75	5		0	0	5	100
2002-03	26		6	23	20	77	16		5	31	11	69	10		1	10	9	90
2003-04	25		7	28	18	72	16		6	38	10	63	9		1	11	8	89
2004-05	30		9	30	21	70	19		8	42	11	58	11		1	9	10	91
Nunavut⁶																		
2000-01	32		17	53	15	47	18		7	39	11	61	14		10	71	4	29
2001-02	46		21	46	25	54	23		8	35	15	65	23		13	57	10	43
2002-03	35		9	26	26	74	33		9	27	24	73	2		0	0	2	100
2003-04	28		7	25	21	75	28		7	25	21	75	0		0	0	0	0
2004-05	29		9	31	20	69	10		9	90	1	10	19		0	0	19	100
Total																		
2000-01	3 054		1 075	35	1 979	65	1 230		915	74	315	26	1 826		162	9	1 664	91
2001-02	3 120		1 108	36	2 012	64	1 511		923	61	588	39	1 610		186	12	1 424	88
2002-03	3 104		1 105	36	1 999	64	1 608		936	58	672	42	1 496		169	11	1 327	89
2003-04	3 105		1 123	36	1 982	64	1 580		938	59	642	41	1 524		184	12	1 340	88
2004-05	3 192		1 194	37	1 998	63	1 421		1 044	73	377	27	1 770		150	8	1 620	92

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La catégorie « Autre personnel » comprend, entre autres, les comptables, les bibliothécaires et les commis.

3. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, ces cliniques comptaient 40 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 50 % des avocats et 34 % des non-avocats.

5. Les chiffres de l'Alberta sur les employés pour 2001-2002 comprennent le personnel embauché pour le Family Law Office Pilot Project.

6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 20
Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

Province ou territoire et année	Total ¹	Avocats de pratique privée		Avocats salariés des régimes d'aide juridique ²	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
2000-01	64	18	28	46	72
2001-02	61	18	30	43	70
2002-03	48	5	10	43	90
2003-04	42	0	0	42	100
2004-05	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard³					
2000-01	24	20	83	4	17
2001-02	37	33	89	4	11
2002-03	32	27	84	5	16
2003-04	34	30	88	4	12
2004-05	42	34	81	8	19
Nouvelle-Écosse					
2000-01	327	260	80	67	20
2001-02	310	244	79	66	21
2002-03	296	230	78	66	22
2003-04	294	223	76	71	24
2004-05	289	211	73	78	27
Nouveau-Brunswick⁴					
2000-01	218	208	95	10	5
2001-02	205	195	95	10	5
2002-03	199	188	94	11	6
2003-04	195	180	92	15	8
2004-05	...	..	...	28	100
Québec					
2000-01	3 270	2 923	89	347	11
2001-02	3 157	2 812	89	345	11
2002-03	2 900	2 544	88	356	12
2003-04	2 751	2 404	87	347	13
2004-05	2 824	2 481	88	343	12
Ontario⁵					
2000-01	4 960	4 611	93	349	7
2001-02	4 742	4 388	93	354	7
2002-03	4 851	4 459	92	392	8
2003-04	6 483	6 082	94	401	6
2004-05	4 651	4 169	90	482	10
Manitoba					
2000-01	459	408	89	51	11
2001-02	431	376	87	55	13
2002-03	414	358	86	56	14
2003-04	373	316	85	57	15
2004-05	355	295	83	60	17
Saskatchewan					
2000-01	249	184	74	65	26
2001-02	250	181	72	69	28
2002-03	237	165	70	72	30
2003-04	213	143	67	70	33
2004-05	200	124	62	76	38
Alberta					
2000-01	1 378	1 350	98	28	2
2001-02	1 470	1 411	96	59	4
2002-03	1 206	1 148	95	58	5
2003-04	1 394	1 330	95	64	5
2004-05	1 529	1 463	96	66	4

Tableau 20
Prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés et de pratique privée – fin

Province ou territoire et année	Total ¹	Avocats de pratique privée		Avocats salariés des régimes d'aide juridique ²	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Colombie-Britannique					
2000-01	1 450	1 369	94	81	6
2001-02	1 334	1 263	95	71	5
2002-03	1 103	1 078	98	25	2
2003-04	1 058	1 027	97	31	3
2004-05	1 024	997	97	27	3
Territoire du Yukon					
2000-01	13	8	62	5	38
2001-02	19	13	68	6	32
2002-03	20	14	70	6	30
2003-04	14	7	50	7	50
2004-05	16	8	50	8	50
Territoires du Nord-Ouest⁶					
2000-01	43	38	88	5	12
2001-02	35	30	86	5	14
2002-03	30	24	80	6	20
2003-04	26	19	73	7	27
2004-05	24	15	63	9	38
Nunavut⁶					
2000-01	27	10	37	17	63
2001-02	34	13	38	21	62
2002-03	23	14	61	9	39
2003-04	22	15	68	7	32
2004-05	15	6	40	9	60
Total					
2000-01	12 482	11 407	91	1 075	9
2001-02	12 085	10 977	91	1 108	9
2002-03	11 359	10 254	90	1 105	10
2003-04	12 899	11 776	91	1 123	9
2004-05	...	...	...	1 194	...

1. Le « total » représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique.

2. Chiffres au 31 mars.

3. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.

4. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005. L'information sur le nombre d'avocats de pratique privé assurant des services n'est pas disponible.

5. En Ontario, le nombre d'avocats de pratique privée comprend les avocats nommés d'office à partir de 2002-2003.

6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 21
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire^{1,2,3}

Province ou territoire et année	Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Terre-Neuve-et-Labrador						
2000-01	13 322	13 322	100	...	...
2001-02	13 264	13 264	100	...	...
2002-03	14 073	14 073	100	...	...
2003-04	4 929	4 929	100	...	...
2004-05	..	..	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
2000-01	.	.	...	.	...
2001-02	.	.	...	.	...
2002-03	.	.	...	.	...
2003-04	.	.	...	.	...
2004-05	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴						
2000-01	4 828	4 818	100	10	0	
2001-02	6 891	6 881	100	10	0	
2002-03	6 760	6 757	100	3	0	
2003-04	7 849	7 848	100	1	0	
2004-05	9 440	9 434	100	6	0	
Nouveau-Brunswick						
2000-01	14 613	13 509	92	1 104	8	
2001-02	14 938	14 914	100	24	0	
2002-03	14 644	14 203	97	441	3	
2003-04	13 890	13 665	98	225	2	
2004-05	15 558	15 393	99	165	1	
Québec						
2000-01	.	.	...	.	...
2001-02	.	.	...	.	...
2002-03	.	.	...	.	...
2003-04	.	.	...	.	...
2004-05	.	.	...	.	...
Ontario⁵						
2000-01	675 813	557 132	82	118 681	18	
2001-02	811 591	660 003	81	151 588	19	
2002-03	1116 243	866 378	78	249 865	22	
2003-04	1034 172	780 049	75	254 123	25	
2004-05	926 385	709 830	77	216 555	23	
Manitoba						
2000-01	33 716	.	...	.	...
2001-02	34 533	.	...	.	...
2002-03	35 181	.	...	.	...
2003-04	31 520	.	...	.	...
2004-05	33 048	.	...	.	...
Saskatchewan⁶						
2000-01	10 061	9 687	96	374	4	
2001-02	12 636	12 230	97	406	3	
2002-03	13 831	13 449	97	382	3	
2003-04	14 145	13 746	97	399	3	
2004-05	15 867	15 535	98	332	2	
Alberta⁷						
2000-01	60 555	60 195	99	360	1	
2001-02	61 060	60 283	99	777	1	
2002-03	60 910	60 476	99	434	1	
2003-04	73 075	72 509	99	566	1	
2004-05	94 965	90 437	95	4 528	5	

Tableau 21
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire^{1,2,3} – fin

Province ou territoire et année	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n ^{bre}	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Colombie-Britannique						
2000-01	49 872	..	..	...	..	...
2001-02	58 311	..	..	...	..	...
2002-03	60 340	..	..	...	..	...
2003-04	68 593	62 495	91	91	6 098	9
2004-05	84 550	69 267	82	82	15 283	18
Territoire du Yukon						
2000-01	529	528	100	100	1	0
2001-02	1 064	1 064	100	100	0	0
2002-03	1 399	1 333	95	95	66	5
2003-04	1 589	1 478	93	93	111	7
2004-05	1 551	1 460	94	94	91	6
Territoires du Nord-Ouest⁸						
2000-01	..	..	..	...	..	...
2001-02	..	..	..	...	..	...
2002-03	3 238	3 238	100	100	..	...
2003-04	2 660	2 660	100	100	..	...
2004-05	2 674	2 637	99	99	37	1
Nunavut^{8,9}						
2000-01	..	..	..	...	..	...
2001-02	..	..	..	...	..	...
2002-03	1 954	1 954	100	100	0	0
2003-04	5 323	5 323	100	100	0	0
2004-05	3 548	3 523	99	99	25	1
Total						
2000-01	863 309	...	...	...	...	...
2001-02	1 014 288	...	...	...	...	...
2002-03	1 328 573	...	...	...	...	...
2003-04	1 257 745	...	...	...	...	...
2004-05	1 187 586	...	...	...	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.
3. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.
4. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.
5. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, 3 % des services assurés par des avocats nommés d'office ont été offerts dans ces cliniques. Le compte des services offerts par des avocats nommés d'office a été estimé à partir de trois mois de données réelles.
6. Depuis 2001-2002, la Saskatchewan Legal Aid Commission a mis en œuvre un projet d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde, ce qui explique l'accroissement des services des avocats nommés d'office signalés en 2001-2002.
7. En Alberta, avant 2003-2004, les chiffres relatifs aux services des avocats nommés d'office dans les affaires criminelles incluaient les infractions à des lois provinciales. Les infractions provinciales sont exclues pour 2003-2004. À compter de 2003-2004, les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004. La forte hausse du nombre d'avocats nommés d'office observée en Alberta en 2004-2005 est attribuable aux 4 532 affaires de plus traitées par le Alberta Law Office. Ce bureau, qui a ouvert ses portes durant l'année, fournit des renseignements et des conseils juridiques au téléphone.
8. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
9. Le Nunavut a une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. En 2003-2004, le Nunavut a commencé à déclarer les chiffres des services assurés par les avocats nommés d'office selon le nombre d'unités de services fournies aux clients présumés admissibles à l'aide juridique. Les chiffres pour 2002-2003, qui étaient fondés sur le nombre de circuits uniques, ont été révisés pour tenir compte de ce changement à la méthode de déclaration.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 22
Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile^{1,2,3}

Province ou territoire et année	Total n ^{bre}	Affaires criminelles					Affaires civiles				
		Total	Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador											
2000-01	13 322	13 322	11 895	89	1 427	11	.	.	...	.	...
2001-02	13 264	13 264	11 621	88	1 643	12	.	.	...	.	...
2002-03	14 073	14 073	11 061	79	3 012	21	.	.	...	.	...
2003-04	4 929	4 929	3 984	81	945	19	.	.	...	.	...
2004-05	..	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
Île-du-Prince-Édouard											
2000-01	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-02	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-03	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-04	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-05	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴											
2000-01	4 828	4 818	4 328	90	490	10	10	7	70	3	30
2001-02	6 891	6 881	6 032	88	849	12	10	8	80	2	20
2002-03	6 760	6 757	6 025	89	732	11	3	3	100	0	0
2003-04	7 849	7 848	6 946	89	902	11	1	1	100	0	0
2004-05	9 440	9 434	8 199	87	1 235	13	6	5	83	1	17
Nouveau-Brunswick											
2000-01	14 613	13 509	11 078	82	2 431	18	1 104	1 091	99	13	1
2001-02	14 938	14 914	12 387	83	2 527	17	24	0	0	24	100
2002-03	14 644	14 203	11 948	84	2 255	16	441	441	100	0	0
2003-04	13 890	13 665	11 684	86	1 981	14	225	21	9	204	91
2004-05	15 558	15 393	13 677	89	1 716	11	165	165	100	0	0
Québec											
2000-01	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-02	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-03	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-04	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-05	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Ontario⁵											
2000-01	675 813	557 132	..	...	..	...	118 681	..	...	..	...
2001-02	811 591	660 003	380 724	58	279 279	42	151 588	108 231	71	43 357	29
2002-03	1 116 243	866 378	736 773	85	129 605	15	249 865	140 589	56	109 276	44
2003-04	1 034 172	780 049	665 547	85	114 502	15	254 123	125 109	49	129 014	51
2004-05	926 385	709 830	618 815	87	91 015	13	216 555	105 621	49	110 934	51
Manitoba											
2000-01	33 716	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-02	34 533	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-03	35 181	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-04	31 520	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-05	33 048	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Saskatchewan⁶											
2000-01	10 061	9 687	7 521	78	2 166	22	374	13	3	361	97
2001-02	12 636	12 230	10 022	82	2 208	18	406	8	2	398	98
2002-03	13 831	13 449	11 431	85	2 018	15	382	7	2	375	98
2003-04	14 145	13 746	11 716	85	2 030	15	399	3	1	396	99
2004-05	15 867	15 535	13 311	86	2 224	14	332	4	1	328	99
Alberta⁷											
2000-01	60 555	60 195	46 620	77	13 575	23	360	0	0	360	100
2001-02	61 060	60 283	46 014	76	14 269	24	777	0	0	777	100
2002-03	60 910	60 476	47 507	79	12 969	21	434	0	0	434	100
2003-04	73 075	72 509	61 142	84	11 367	16	566	409	72	157	28
2004-05	94 965	90 437	77 702	86	12 735	14	4 528	275	6	4 253	94
Colombie-Britannique											
2000-01	49 872	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2001-02	58 311	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2002-03	60 340	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-04	68 593	62 495	60 331	97	2 164	3	6 098	6 098	100	0	0
2004-05	84 550	69 267	64 719	93	4 548	7	15 283	14 272	93	1 011	7

Tableau 22
Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile^{1,2,3} – fin

Province ou territoire et année	Total n ^{bre}	Affaires criminelles					Affaires civiles				
		Total	Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Territoire du Yukon											
2000-01	529	528	437	83	91	17	1	0	0	1	100
2001-02	1 064	1 064	957	90	107	10	0	0	...	0	...
2002-03	1 399	1 333	1 132	85	201	15	66	66	100	0	0
2003-04	1 589	1 478	1 368	93	110	7	111	100	90	11	10
2004-05	1 551	1 460	1 320	90	140	10	91	91	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest⁸											
2000-01	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-02	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-03	3 238	3 238	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-04	2 660	2 660	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-05	2 674	2 637	2 026	77	611	23	37	37	100	..	..
Nunavut^{8,9}											
2000-01	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-02	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-03	1 954	1 954	1 493	76	461	24	0	0	..	0	..
2003-04	5 323	5 323	4 353	82	970	18	0	0	..	0	..
2004-05	3 548	3 523	2 830	80	693	20	25	25	100	0	0
Total											
2000-01	863 309	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-02	1 014 288	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-03	1 328 573	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-04	1 257 745	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-05	1 187 586	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.
3. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.
4. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.
5. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2004-2005, 3 % des services assurés par des avocats nommés d'office ont été offerts dans ces cliniques. Le compte des services offerts par des avocats nommés d'office a été estimé à partir de trois mois de données réelles.
6. Depuis 2001-2002, la Saskatchewan Legal Aid Commission a mis en œuvre un projet d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde, ce qui explique l'accroissement des services des avocats nommés d'office signalés en 2001-2002.
7. En Alberta, avant 2003-2004, les chiffres relatifs aux services des avocats nommés d'office dans les affaires criminelles incluaient les infractions à des lois provinciales. Les infractions provinciales sont exclues pour 2003-2004. À compter de 2003-2004, les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004. La forte hausse du nombre d'avocats nommés d'office observée en Alberta en 2004-2005 est attribuable aux 4 532 affaires de plus traitées par le Alberta Law Office. Ce bureau, qui a ouvert ses portes durant l'année, fournit des renseignements et des conseils juridiques au téléphone.
8. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
9. Le Nunavut a une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. En 2003-2004, le Nunavut a commencé à déclarer les chiffres des services assurés par les avocats nommés d'office selon le nombre d'unités de services fournies aux clients présumés admissibles à l'aide juridique. Les chiffres pour 2002-2003, qui étaient fondés sur le nombre de circuits uniques, ont été révisés pour tenir compte de ce changement à la méthode de déclaration.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 23
Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des demandes relativement à des appels					Approuvées					Rejetés				
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
2000-01	46	37	80	9	20	24	18	75	6	25	22	19	86	3	14
2001-02	70	61	87	9	13	28	25	89	3	11	42	36	86	6	14
2002-03	66	46	70	20	30	35	24	69	11	31	31	22	71	9	29
2003-04	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-05	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
2000-01	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-02	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-03	6	4	67	2	33	4	2	50	2	50	2	2	100	0	0
2003-04	..	..	..	..	..	13	10	77	3	23	..	..	..	..	..
2004-05	..	..	..	..	..	4	3	75	1	25	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
2000-01	103	61	59	42	41	77	48	62	29	38	26	13	50	13	50
2001-02	88	61	69	27	31	70	52	74	18	26	18	9	50	9	50
2002-03	88	62	70	26	30	74	54	73	20	27	14	8	57	6	43
2003-04	62	61	98	1	2	53	53	100	0	0	9	8	89	1	11
2004-05	55	36	65	19	35	40	28	70	12	30	15	8	53	7	47
Nouveau-Brunswick															
2000-01	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-02	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-03	16	8	50	8	50	8	3	38	5	63	8	5	63	3	38
2003-04	31	28	90	3	10	15	15	100	0	0	16	13	81	3	19
2004-05	12	2	17	10	83	4	2	50	2	50	8	0	0	8	100
Québec															
2000-01	1 161	518	45	643	55	771	363	47	408	53	390	155	40	235	60
2001-02	1 105	510	46	595	54	707	319	45	388	55	398	191	48	207	52
2002-03	1 324	677	51	647	49	790	386	49	404	51	534	291	54	243	46
2003-04	1 222	532	44	690	56	732	311	42	421	58	490	221	45	269	55
2004-05	1 186	531	45	655	55	729	334	46	395	54	457	197	43	260	57
Ontario															
2000-01	4 740	..	..	..	..	4 084	..	..	..	..	656	..	..	..	..
2001-02	..	..	..	..	..	1 249	557	45	692	55	..	..	..	..	..
2002-03	..	..	..	..	..	1 051	465	44	586	56	..	..	..	..	..
2003-04	..	..	..	..	..	1 157	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-05	..	..	..	..	..	1 064	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba															
2000-01	.	.	..	.	..	156	112	72	44	28	.	.	..	.	..
2001-02	.	.	..	.	..	123	90	73	33	27	.	.	..	.	..
2002-03	.	.	..	.	..	112	80	71	32	29	.	.	..	.	..
2003-04	.	.	..	.	..	98	80	82	18	18	.	.	..	.	..
2004-05	.	.	..	.	..	81	65	80	16	20	.	.	..	.	..
Saskatchewan															
2000-01	44	44	100	0	0	39	39	100	0	0	5	5	100	0	0
2001-02	33	33	100	0	0	30	30	100	0	0	3	3	100	0	0
2002-03	39	39	100	0	0	34	34	100	0	0	5	5	100	0	0
2003-04	41	41	100	0	0	34	34	100	0	0	7	7	100	0	0
2004-05	45	45	100	0	0	37	37	100	0	0	8	8	100	0	0
Alberta															
2000-01	1 083	662	61	421	39	499	311	62	188	38	584	351	60	233	40
2001-02	940	628	67	312	33	426	281	66	145	34	514	347	68	167	32
2002-03	862	545	63	317	37	378	244	65	134	35	484	301	62	183	38
2003-04	726	523	72	203	28	368	204	55	164	45	358	319	89	39	11
2004-05	716	570	80	146	20	414	276	67	138	33	302	294	97	8	3
Colombie-Britannique															
2000-01	2 224	855	38	1 369	62	1 234	398	32	836	68	990	457	46	533	54
2001-02	1 731	666	38	1 065	62	886	293	33	593	67	845	373	44	472	56
2002-03	1 485	590	40	895	60	828	229	28	599	72	657	361	55	296	45
2003-04	1 425	604	42	821	58	760	231	30	529	70	665	373	56	292	44
2004-05	923	551	60	372	40	399	209	52	190	48	524	342	65	182	35

Tableau 23
Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées, relativement à des appels, affaires criminelles et civiles^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes relativement à des appels					Approuvées					Rejetés							
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles			
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%		
Territoire du Yukon																		
2000-01	7		7	100	0	0		6	6	100	0	0		1	1	100	0	0
2001-02	8		8	100	0	0		6	6	100	0	0		2	2	100	0	0
2002-03	11		11	100	0	0		7	7	100	0	0		4	4	100	0	0
2003-04	11		8	73	3	27		11	8	73	3	27		0	0	0	0	0
2004-05	10		7	70	3	30		10	7	70	3	30		0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest³																		
2000-01	43		43	100	0	0		24	24	100	0	0		19	19	100	0	0
2001-02	44		44	100	0	0		23	23	100	0	0		21	21	100	0	0
2002-03	..		..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
2003-04	..		..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
2004-05	..		..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
Nunavut³																		
2000-01	10		10	100	0	0		10	10	100	0	0		0	0	0	0	0
2001-02	7		7	100	0	0		7	7	100	0	0		0	0	0	0	0
2002-03	7		7	100	0	0		6	6	100	0	0		1	1	100	0	0
2003-04	15		15	100	0	0		13	13	100	0	0		2	2	100	0	0
2004-05	12		12	100	0	0		12	12	100	0	0		0	0	0	0	0
Total																		
2000-01	...		...	...	...	...		6 924	...	...	...	...		...	...	...	...	...
2001-02	...		...	...	...	...		3 555	1 683	47	1 872	53		...	...	...	...	...
2002-03	...		...	...	...	...		3 327	1 534	46	1 793	54		...	...	...	...	...
2003-04	...		...	...	...	...		3 254	...	...	...	...		...	...	...	...	...
2004-05	...		...	...	...	...		2 794	...	...	...	...		...	...	...	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé.

3. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 24
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹

(Destinataire)	(Expéditeur)														Extérieur du Canada	
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt		
	n ^{bre}															
Terre-Neuve-et-Labrador																
2000-01	21	...	0	7	0	1	8	0	0	4	1	0	0	0	0	0
2001-02	47	...	2	11	1	2	13	4	0	8	4	1	1	0	0	0
2002-03	19	...	0	5	1	1	7	0	0	5	0	0	0	0	0	0
2003-04	20	...	0	4	0	2	10	1	0	2	1	0	0	0	0	0
2004-05	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																
2000-01	9	1	...	1	0	2	3	0	0	2	0	0	0	0	0	0
2001-02	6	1	...	2	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
2002-03	8	1	...	4	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
2003-04	9	3	...	2	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0
2004-05	8	1	...	2	0	1	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse																
2000-01	77	12	2	...	4	8	29	1	3	4	14	0	0	0	0	0
2001-02	75	5	2	...	5	4	27	4	4	13	9	1	1	0	0	0
2002-03	66	9	0	...	9	7	25	1	0	9	4	1	1	0	0	0
2003-04	74	3	3	...	10	8	29	4	1	10	6	0	0	0	0	0
2004-05	56	7	0	...	4	3	24	1	1	6	9	1	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick																
2000-01	35	0	0	12	...	13	5	1	0	3	1	0	0	0	0	0
2001-02	48	1	0	15	...	14	10	0	0	5	3	0	0	0	0	0
2002-03	45	1	0	13	...	18	4	0	0	6	2	0	1	0	0	0
2003-04	44	1	0	9	...	22	10	0	0	2	0	0	0	0	0	0
2004-05	32	4	0	5	...	11	7	0	0	4	1	0	0	0	0	0
Québec																
2000-01	178	2	1	13	3	...	122	4	1	6	26	0	0	0	0	0
2001-02	174	2	0	4	11	...	112	5	2	11	27	0	0	0	0	0
2002-03	155	6	1	1	9	...	124	2	0	7	5	0	0	0	0	0
2003-04	173	5	0	8	18	...	122	0	0	9	9	0	0	2	0	0
2004-05	177	2	0	3	15	...	137	1	0	10	7	1	0	1	0	0
Ontario																
2000-01	332	9	1	24	5	88	...	29	15	61	82	0	3	0	15	15
2001-02	345	20	0	43	9	86	...	34	10	43	66	3	0	0	31	31
2002-03	319	11	4	31	7	97	...	38	8	48	29	1	0	1	44	44
2003-04	225	11	2	20	4	66	...	16	2	41	26	3	3	1	30	30
2004-05	414	20	2	36	8	118	...	26	6	70	47	0	6	4	71	71
Manitoba																
2000-01	113	2	0	1	0	3	20	...	30	21	33	0	1	0	2	2
2001-02	111	1	0	2	0	2	20	...	23	31	30	0	0	0	2	2
2002-03	81	0	1	1	0	2	15	...	18	28	11	0	1	2	2	2
2003-04	91	1	0	3	2	4	21	...	26	22	9	0	2	1	0	0
2004-05	76	0	0	2	0	0	16	...	17	16	15	1	0	0	9	9
Saskatchewan																
2000-01	111	0	0	1	0	2	7	25	...	50	25	1	0	0	0	0
2001-02	100	0	0	0	0	4	4	28	...	46	17	0	0	1	0	0
2002-03	70	0	0	1	1	0	5	28	...	25	8	0	2	0	0	0
2003-04	70	0	0	1	0	1	3	17	...	40	7	0	1	0	0	0
2004-05	66	0	0	2	0	1	4	17	...	32	10	0	0	0	0	0
Alberta																
2000-01	388	5	1	12	3	9	66	29	70	...	178	2	13	0	0	0
2001-02	364	8	0	11	2	14	35	26	67	...	189	3	9	0	0	0
2002-03	238	6	0	10	3	10	34	27	58	...	82	2	4	0	2	2
2003-04	269	7	0	13	1	10	46	26	53	...	100	3	10	0	0	0
2004-05	260	14	1	15	2	9	49	23	42	...	92	3	10	0	0	0

Tableau 24
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹ – fin

(Destinataire)	(Expéditeur)														
	Total	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt	Extérieur du Canada
	n ^{bre}														
Colombie-Britannique															
2000-01	235	2	0	7	1	8	37	35	29	105	...	3	0	0	8
2001-02	242	1	1	11	0	14	32	25	23	124	...	4	4	0	3
2002-03	149	2	0	4	2	7	13	14	16	87	...	3	0	0	1
2003-04	238	3	1	4	1	8	37	27	23	125	...	4	1	0	4
2004-05	193	1	0	7	0	6	29	17	9	115	...	3	1	0	5
Territoire du Yukon															
2000-01	10	0	0	0	0	0	0	0	1	1	8	...	0	0	0
2001-02	15	0	0	0	0	1	0	1	1	3	9	...	0	0	0
2002-03	8	0	0	0	0	0	1	0	0	2	4	...	1	0	0
2003-04	4	0	0	0	0	0	2	0	0	2	0	...	0	0	0
2004-05	5	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3	...	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest ²															
2000-01	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-02	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-03	6	2	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	...	1	0
2003-04	14	0	0	0	0	1	0	0	2	8	1	1	...	1	0
2004-05	15	0	0	0	0	0	0	2	1	9	1	2	...	0	0
Nunavut ²															
2000-01	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-02	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-03	4	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	2	...	0
2003-04	8	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	5	...	0
2004-05	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	...	0
Total															
2000-01	1 509	33	5	78	16	134	297	124	149	257	368	6	17	0	25
2001-02	1 527	39	5	99	28	142	253	127	130	286	354	12	15	1	36
2002-03	1 168	38	6	71	32	143	229	110	101	219	146	8	12	4	49
2003-04	1 239	34	6	64	36	122	285	91	107	261	161	11	22	5	34
2004-05	1 306	50	3	72	29	149	269	87	76	265	185	11	20	5	85

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

2. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 25
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité¹

(Expéditeur)	(Destinataire)														
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt	Extérieur du Canada
	n ^{bre}														
Terre-Neuve-et-Labrador															
2000-01	14	...	0	4	0	2	5	0	0	2	1	0	0	0	0
2001-02	27	...	0	5	1	0	17	0	0	4	0	0	0	0	0
2002-03	20	...	1	5	0	2	6	0	0	5	0	1	0	0	0
2003-04	33	...	2	4	2	6	10	1	0	7	1	0	0	0	0
2004-05	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
2000-01	4	0	...	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
2001-02	4	0	...	2	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
2002-03	6	1	...	0	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0
2003-04	2	0	...	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
2004-05	6	2	...	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse															
2000-01	97	10	4	...	12	10	32	2	2	16	9	0	0	0	0
2001-02	109	13	4	...	14	4	50	2	0	11	10	0	1	0	0
2002-03	75	6	5	...	14	0	37	0	1	9	3	0	0	0	0
2003-04	54	13	0	...	6	4	11	0	2	12	3	0	2	1	0
2004-05	77	9	2	...	6	3	32	2	2	14	7	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick															
2000-01	9	0	0	1	...	3	3	0	0	2	0	0	0	0	0
2001-02	31	1	0	4	...	9	14	0	0	3	0	0	0	0	0
2002-03	44	2	0	10	...	9	16	0	1	4	2	0	0	0	0
2003-04	34	1	0	6	...	15	9	2	0	1	0	0	0	0	0
2004-05	33	3	0	6	...	17	5	0	0	2	0	0	0	0	0
Québec															
2000-01	179	2	4	8	12	...	124	3	3	13	10	0	0	0	0
2001-02	167	1	2	4	12	...	113	2	3	11	18	1	0	0	0
2002-03	183	1	1	8	18	...	128	3	0	10	12	0	2	0	0
2003-04	176	2	0	5	24	...	115	6	3	11	8	0	2	0	0
2004-05	142	1	0	3	18	...	95	3	0	12	10	0	0	0	0
Ontario															
2000-01	274	19	2	28	6	107	...	20	9	37	39	0	2	1	4
2001-02	267	19	0	23	8	106	...	25	6	38	41	0	1	0	0
2002-03	231	3	0	23	5	120	...	20	6	29	24	1	0	0	0
2003-04	210	12	1	9	7	90	...	26	1	31	28	2	0	2	1
2004-05	297	8	4	32	8	114	...	24	9	54	42	0	0	2	0
Manitoba															
2000-01	138	0	0	2	1	4	35	...	27	35	32	0	0	1	1
2001-02	125	0	0	5	0	5	37	...	28	25	22	0	1	1	1
2002-03	118	0	0	1	0	2	45	...	27	27	16	0	0	0	0
2003-04	98	1	0	0	0	0	26	...	20	27	23	0	0	1	0
2004-05	79	0	0	1	0	1	25	...	18	20	13	0	1	0	0
Saskatchewan															
2000-01	152	0	0	1	0	1	18	35	...	67	30	0	0	0	0
2001-02	122	0	0	4	0	2	10	23	...	62	19	1	1	0	0
2002-03	94	1	0	0	0	0	8	19	...	51	13	1	1	0	0
2003-04	107	1	0	2	0	0	5	26	...	51	20	1	1	0	0
2004-05	65	0	0	1	0	0	3	16	...	36	8	0	1	0	0
Alberta															
2000-01	375	9	1	12	3	9	51	39	70	...	170	1	10	0	0
2001-02	344	9	4	13	6	11	53	35	56	...	141	4	12	0	0
2002-03	281	5	1	10	8	6	61	35	39	...	111	2	3	0	0
2003-04	302	5	0	10	0	11	57	31	57	...	123	1	6	0	1
2004-05	281	6	1	8	4	7	63	24	47	...	111	2	7	1	0

Tableau 25
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité¹ – fin

(Expéditeur)	(Destinataire)														
	Total	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt	Extérieur du Canada
	n ^{bre}														
Colombie-Britannique															
2000-01	386	3	0	14	1	21	96	37	35	168	...	3	4	0	4
2001-02	370	3	0	10	3	23	93	34	18	175	...	6	5	0	0
2002-03	100	1	0	3	1	6	21	11	6	48	...	2	0	0	1
2003-04	252	2	2	6	5	17	64	17	16	119	...	2	1	0	1
2004-05	247	0	1	11	1	9	56	26	20	113	...	5	0	0	5
Territoire du Yukon															
2000-01	14	0	0	0	0	0	1	0	1	4	6	...	2	0	0
2001-02	14	2	1	0	0	0	3	1	0	3	4	...	0	0	0
2002-03	13	0	0	2	0	0	2	0	0	3	5	...	1	0	0
2003-04	11	0	0	0	0	0	3	0	0	2	5	...	1	0	0
2004-05	9	0	0	1	0	1	0	1	0	3	2	...	1	0	0
Territoires du Nord-Ouest ²															
2000-01	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2001-02	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2002-03	10	0	0	2	0	0	0	1	1	3	2	1	...	0	0
2003-04	19	1	0	0	0	0	4	3	1	6	1	0	...	3	0
2004-05	10	0	0	0	0	0	3	0	0	5	1	0	...	1	0
Nunavut ²															
2000-01	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2001-02	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2002-03	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	...	0
2003-04	10	1	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	6	...	0
2004-05	2	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	...	0
Total															
2000-01	1 642	43	11	72	35	158	366	136	147	344	297	4	18	2	9
2001-02	1 580	48	11	70	44	160	390	122	111	333	256	12	21	1	1
2002-03	1 176	20	8	64	46	146	327	90	81	189	188	8	8	0	1
2003-04	1 308	39	5	42	44	144	308	112	100	267	212	6	19	7	3
2004-05	1 248	29	8	63	37	153	286	96	96	260	194	7	10	4	5

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

2. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, le Legal Aid Services Board des Territoires du Nord-Ouest est demeuré le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 26
Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires¹

Province ou territoire et année	Population	Province ou territoire et année	Population
	'000		'000
Terre-Neuve-et-Labrador		Saskatchewan	
2000-01	528,0	2000-01	1 007,8
2001-02	522,0	2001-02	1 000,1
2002-03	519,4 ^f	2002-03	995,9 ^f
2003-04	518,4 ^f	2003-04	994,4 ^f
2004-05	517,0	2004-05	995,4
Île-du-Prince-Édouard		Alberta	
2000-01	136,5	2000-01	3 004,9
2001-02	136,7	2001-02	3 056,7
2002-03	136,9 ^f	2002-03	3 116,3 ^f
2003-04	137,3 ^f	2003-04	3 158,6 ^f
2004-05	137,9	2004-05	3 201,9
Nouvelle-Écosse		Colombie-Britannique	
2000-01	933,9	2000-01	4 039,2
2001-02	932,4	2001-02	4 078,4
2002-03	934,5 ^f	2002-03	4 115,4 ^f
2003-04	936,2 ^f	2003-04	4 152,3 ^f
2004-05	937,0	2004-05	4 196,4
Nouveau-Brunswick		Territoire du Yukon	
2000-01	750,5	2000-01	30,4
2001-02	749,9	2001-02	30,1
2002-03	750,3 ^f	2002-03	30,1 ^f
2003-04	750,9 ^f	2003-04	30,6 ^f
2004-05	751,4	2004-05	31,2
Québec		Territoires du Nord-Ouest	
2000-01	7 357,0	2000-01	40,5
2001-02	7 397,0	2001-02	40,8
2002-03	7 445,7 ^f	2002-03	41,5 ^f
2003-04	7 492,3 ^f	2003-04	42,2 ^f
2004-05	7 542,8	2004-05	42,8
Ontario		Nunavut	
2000-01	11 685,4	2000-01	27,5
2001-02	11 897,6	2001-02	28,1
2002-03	12 102,0 ^f	2002-03	28,7
2003-04	12 256,6 ^f	2003-04	29,1 ^f
2004-05	12 392,7	2004-05	29,6
Manitoba		Total	
2000-01	1 147,4	2000-01	30 689,0
2001-02	1 151,3	2001-02	31 021,3
2002-03	1 155,6 ^f	2002-03	31 372,6^f
2003-04	1 161,6 ^f	2003-04	31 660,5^f
2004-05	1 170,3	2004-05	31 946,3

1. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 2000 et 2001; estimations postcensitaires définitives pour 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003; et estimations postcensitaires provisoires pour 2004.

Source : Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

Tableau 27
Indice des prix à la consommation (IPC), Canada, provinces et territoires¹

Province ou territoire et année	IPC 1992-1993 = 100	Province ou territoire et année	IPC 1992-1993 = 100
	'000		'000
Terre-Neuve-et-Labrador		Saskatchewan	
2000-01	113,3	2000-01	116,7
2001-02	114,5	2001-02	120,3
2002-03	117,3	2002-03	123,7
2003-04	120,7	2003-04	126,5
2004-05	122,9	2004-05	129,3
Île-du-Prince-Édouard		Alberta	
2000-01	111,7	2000-01	117,4
2001-02	114,6	2001-02	120,1
2002-03	117,7	2002-03	124,2
2003-04	121,9	2003-04	129,7
2004-05	124,5	2004-05	131,5
Nouvelle-Écosse		Colombie-Britannique	
2000-01	114,2	2000-01	113,3
2001-02	116,3	2001-02	115,2
2002-03	119,8	2002-03	117,9
2003-04	123,9	2003-04	120,4
2004-05	126,1	2004-05	122,8
Nouveau-Brunswick		Territoire du Yukon	
2000-01	112,8	2000-01	114,6
2001-02	114,7	2001-02	116,9
2002-03	118,6	2002-03	117,7
2003-04	122,6	2003-04	119,9
2004-05	124,4	2004-05	121,1
Québec		Territoires du Nord-Ouest	
2000-01	110,6	2000-01	111,2
2001-02	113,2	2001-02	113,0
2002-03	115,5	2002-03	116,3
2003-04	118,4	2003-04	118,4
2004-05	120,7	2004-05	119,1
Ontario		Nunavut	
2000-01	114,2	2000-01	...
2001-02	117,7	2001-02	...
2002-03	120,1	2002-03	100,0
2003-04	123,3	2003-04	100,2
2004-05	125,6	2004-05	101,2
Manitoba		Total	
2000-01	118,1	2000-01	113,5
2001-02	121,2	2001-02	116,4
2002-03	123,1	2002-03	119,0
2003-04	125,3	2003-04	122,3
2004-05	127,8	2004-05	124,6

1. Dans les données déjà publiées, l'IPC à l'échelle du Canada a été utilisé afin de neutraliser les chiffres financiers pour les provinces et les territoires. Pour la publication des données de 2002-2003, on a utilisé les IPC provinciaux et territoriaux.

Source : Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation, produit no 62-001-XIB au catalogue. Année de base 1992 = 100. Pour le Nunavut, on a utilisé l'année de base 2002 = 100.